

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2026/006602]

16 JUILLET 2026. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014, l'article 9;

Vu le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, modifié par le décret du 13 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2024, l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, l'article 6, § 2, l'article 22, § 1^{er}, 1^o, 3^o, d) et e), 6^o, 8^o et 9^o, l'article 38, § 1^{er}, l'article 42, l'article 49, l'article 52, l'article 60, § 1^{er}, l'article 70, § 1^{er}, l'article 124, § 1^{er}, 2^o et § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, l'article 137, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'article 144, § 1^{er}, l'article 154, l'article 160, § 5, l'article 161, § 1^{er}, alinéa 2, l'article 176, 2^o et l'article 202;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement modifié en dernier lieu par le décret-programme du 26 mars 2026 portant des mesures diverses en matière de budget et de comptabilité, de bien-être animal, de pouvoirs locaux, d'aménagement du territoire, de mobilité, d'économie, d'emploi, de formation, d'environnement, de climat, de tourisme, de patrimoine et d'agriculture et de ruralité, les articles 4, 5, 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 27 janvier 2026;

Vu le rapport du 16 juillet 2025 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis standard numéro 65/2023 de l'Autorité de protection des données du 24 mars 2023;

Vu l'avis numéro 79.238/17 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2026, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », section « Déchets », donné le 28 janvier 2026;

Considérant la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2025/1892 du Parlement européen et du Conseil du 10 septembre 2025 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets;

Considérant la directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (refonte), modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2024/884 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant la directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Considérant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 29 avril 2024 relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

Considérant le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 16 septembre 1987;

Considérant le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adopté le 11 décembre 1997;

Considérant la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée le 10 octobre 2013;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux déchets dangereux du 9 avril 1992;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2024;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2022;

Considérant que la directive 2012/19/UE précitée vise « à contribuer à une production et à une consommation durables, en priorité par la prévention de la production de déchets d'équipements électriques et électroniques et, en outre, par le réemploi, le recyclage et d'autres formes de valorisation de ces déchets, de manière à réduire la quantité de déchets à éliminer et à contribuer à une utilisation rationnelle des ressources et à la récupération de matières premières secondaires précieuses » (6^{ème} considérant de ladite directive);

Considérant que la directive vise également « à améliorer les performances environnementales de tous les opérateurs concernés au cours du cycle de vie des équipements électriques et électroniques, tels que les producteurs, les distributeurs et les consommateurs, et, plus particulièrement, les opérateurs qui interviennent directement dans la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques » (6^{ème} considérant de ladite directive);

Considérant que le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique (ci-après dénommé en abrégé le décret « Déchets ») a défini des notions *ad hoc* pour différents types de déchets;

Considérant que les notions de déchets ménagers, assimilés et professionnels, telles que visées dans le titre 1^{er}, du même décret, se rapportent au producteur initial de déchets;

Considérant que les notions de déchets d'origine domestique et d'origine industrielle, telles que prévues dans le titre 2, du même décret, se rapportent au type de déchet concerné;

Considérant que l'institution des notions *ad hoc* susvisées permet d'éviter les contradictions entre les 2 titres dudit décret et ses mesures d'exécution;

Considérant le principe de précaution mis en œuvre par les opérateurs de gestion des déchets dans leurs opérations de préparation en vue du réemploi;

Considérant que ce principe de précaution consiste à déterminer si des DEEE sont susceptibles d'être, a posteriori, à la suite d'opérations de préparation en vue du réemploi appropriées, qualifiés d'équipements électriques et électroniques (EEE) réemployés;

Considérant que la collecte sélective fait partie intégrante des opérations de gestion des déchets et qu'à ce titre, les DEEE sont de prime abord considérés comme des déchets et non des EEE réemployés;

Considérant qu'il faut entendre par le transfert de DEEE, le transfert transfrontalier de DEEE;

Considérant qu'il convient de responsabiliser les secteurs à l'origine de la production de déchets;

Considérant qu'il convient de favoriser d'une part la prévention et le réemploi d'EEE, et d'autre part la préparation en vue du réemploi, le recyclage et d'autres formes de valorisation des DEEE;

Considérant que l'article 21 du présent arrêté, qui est une disposition générale applicable à tous les DEEE, doit être lue en combinaison notamment avec l'article 22 du présent arrêté;

Considérant que cela implique, pour les déchets de panneaux photovoltaïques, que l'interdiction prévue à l'article 21 du présent arrêté vise le fait d'éliminer les déchets de panneaux photovoltaïques entiers alors que le présent arrêté impose de les démonter en fractions, qui seront, selon le cas, valorisées ou éliminées conformément à la législation et la réglementation wallonne en vigueur;

Considérant qu'il revient au producteur d'EEE de remplir les obligations visées à l'article 121, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, et 2^o, a) à c), du décret « Déchets » conformément audit décret et au présent arrêté;

Considérant que le producteur a la possibilité de remplir lui-même lesdites obligations ou d'adhérer à un organisme agréé conformément à l'article 127, § 2, du décret « Déchets »;

Considérant que, dans le titre 4 du présent arrêté, il convient d'entendre, par producteur d'EEE, le producteur d'EEE ou, le cas échéant, l'organisme agréé auquel il a adhéré;

Considérant que le présent arrêté développe le cadre de la responsabilité élargie des producteurs d'EEE applicable aux déchets d'équipements électriques et électroniques, au sens et conformément aux dispositions du décret « Déchets »;

Considérant qu'à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il commence à courir un délai de neuf mois au terme duquel, d'une part, tout producteur de produits souhaitant assumer individuellement les obligations qui lui incombent est tenu d'introduire une demande d'approbation d'un plan stratégique individuel et, d'autre part, tout organisme souhaitant être agréé en qualité d'organisme de responsabilité élargie des producteurs d'EEE pour les déchets d'équipements électriques et électroniques, est tenu d'introduire une demande d'agrément;

Considérant que les EEE soumis au régime de responsabilité élargie des producteurs d'EEE peuvent contenir des batteries au lithium intégrées;

Que des incendies ou des départs de feu sont observés dans d'autres flux de déchets ou dans les déchets résiduels en raison d'erreur ou d'omission de tri de l'utilisateur final;

Que ces incendies représentent un risque majeur tant pour l'intégrité physique et la santé des travailleurs que celles des citoyens et que les conséquences pour l'environnement et la viabilité des installations de collecte et de traitement des déchets sont désastreuses;

Considérant qu'il convient que les producteurs d'EEE développent des actions de prévention et de sensibilisation visant spécifiquement cette problématique;

Considérant que le producteur d'EEE doit prendre des mesures favorisant la fabrication et la mise sur le marché d'EEE ayant un potentiel de réemploi plus important pour les filières de traitement en aval;

Considérant que le producteur d'EEE doit prendre des mesures favorisant l'accès aux entreprises d'économie sociale ou à tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi au gisement des DEEE;

Considérant que pour les DEEE d'origine domestique, la responsabilité des producteurs doit en outre s'articuler avec la compétence et la mission des communes et des personnes morales de droit public chargées de la gestion des déchets ménagers;

Considérant que les obligations découlant du régime de responsabilité élargie des producteurs d'EEE concourent à l'objectif d'intérêt général de la Région wallonne en matière de préservation de l'environnement, de prévention et de gestion des déchets;

Considérant le concept de proximité visé à l'article 7, § 3, du décret « Déchet »;

Considérant que le producteur d'EEE privilégie au maximum les filières de gestion locales, les installations locales ou les installations classées locales;

Considérant que l'organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE favorise l'emploi local et le principe de proximité qui implique le choix des installations appropriées les plus proches, au moyen des méthodes et technologies les plus adaptées, afin d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé publique;

Considérant que les définitions du décret « Déchets » sont applicables ;

Considérant notamment que la notion de meilleures techniques disponibles s'entend conformément à l'article 5, § 1^{er}, 55°, du décret « Déchets », qui renvoie lui-même à la définition contenue à l'article 1^{er}, 19°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement définit la notion de meilleures techniques disponibles comme étant « le stade de développement le plus efficace et avancé des installations et activités et de leurs modes de conception, de construction, d'exploitation, d'entretien et de mise à l'arrêt démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission et d'autres conditions d'exploitation visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et leur impact sur l'environnement dans son ensemble, à condition que ces techniques soient mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le secteur industriel concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire de la Région, et soient accessibles dans des conditions raisonnables;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (refonte) telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2024/884 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024.

Art. 2. Le présent arrêté instaure des mesures qui visent à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction des effets nocifs associés à la production et à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, et par une réduction des incidences négatives globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation, conformément aux articles 2 et 6 du décret « Déchets » contribuant ainsi au développement durable.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux équipements électriques et électroniques (EEE) comme suit :

1° du 13 août 2012 au 14 août 2018, sous réserve du paragraphe 3, aux EEE relevant des catégories suivantes :

- a) les gros équipements ménagers;
- b) les petits équipements ménagers;
- c) les équipements informatiques et de télécommunications;
- d) le matériel grand public et panneaux photovoltaïques;
- e) le matériel d'éclairage;
- f) les outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes);
- g) les jouets, équipements de loisir et de sport;
- h) les dispositifs médicaux (à l'exception de tous les produits implantés ou infectés);
- i) les instruments de surveillance et de contrôle;
- j) les distributeurs automatiques;

2° à compter du 15 août 2018, sous réserve des paragraphes 3 et 4, à tous les EEE. Tous les EEE sont classés dans les catégories suivantes :

- a) les équipements d'échange thermique;
- b) les écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés;
- c) les lampes;

d) les gros équipements dont l'une des dimensions extérieures au moins est supérieure à cinquante centimètres, à savoir, entre autres : les équipements ménagers ; les équipements informatiques et de télécommunications ; le matériel grand public ; les luminaires ; les équipements destinés à reproduire des sons ou des images, les équipements musicaux ; les outils électriques et électroniques ; les jouets, les équipements de loisir et de sport ; les dispositifs médicaux ; les instruments de surveillance et de contrôle ; les distributeurs automatiques ; les équipements pour la production de courants électriques. Cette catégorie ne comprend pas les équipements inclus dans les catégories a), à c) ;

e) les petits équipements (dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à cinquante centimètres), à savoir, entre autres : les équipements ménagers ; le matériel grand public ; les luminaires ; les équipements destinés à reproduire des sons ou des images, les équipements musicaux ; les outils électriques et électroniques ; les jouets, les équipements de loisir et de sport ; les dispositifs médicaux ; les instruments de surveillance et de contrôle ; les distributeurs automatiques ; les équipements pour la production de courants électriques. Cette catégorie ne comprend pas les équipements inclus dans les catégories a) à c) et f) ;

f) les petits équipements informatiques et de télécommunications (dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à cinquante centimètres).

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, l'annexe 1^{re} contient une liste indicative d'EEE relevant des catégories énumérées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du présent article.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, l'annexe 2 contient une liste non exhaustive d'EEE relevant des catégories énumérées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du présent article.

§ 2. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des exigences de la législation de l'Union européenne en matière de sécurité et de santé, et de produits chimiques, en particulier :

a) le règlement (CE) numéro 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) la législation spécifique de l'Union européenne en matière de gestion des déchets ou de conception des produits.

§ 3. En toutes hypothèses, le présent arrêté ne s'applique pas aux EEE suivants :

1° les équipements qui sont nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sécurité des États membres de l'Union européenne, en ce compris les armes, les munitions et le matériel de guerre destinés à des fins spécifiquement militaires;

2° les équipements qui sont spécifiquement conçus et installés pour s'intégrer dans un autre type d'équipement exclu du champ d'application du présent arrêté ou n'en relevant pas, et qui ne peuvent remplir leur fonction que s'ils font partie de cet équipement;

3° les ampoules à filament.

§ 4. Outre les équipements visés au paragraphe 3, à compter du 15 août 2018, le présent arrêté ne s'applique pas aux EEE suivants :

1° les équipements destinés à être envoyés dans l'espace;

2° les gros outils industriels fixes;

3° les grosses installations fixes, à l'exception de tout équipement qui est présent dans de telles installations, mais n'est pas spécifiquement conçu et monté pour s'intégrer dans lesdites installations;

4° les moyens de transport de personnes ou de marchandises, à l'exception des véhicules électriques à deux roues qui ne sont pas homologués;

5° les engins mobiles non routiers destinés exclusivement à un usage industriel;

6° les équipements spécifiquement conçus aux seules fins de recherche et de développement, et qui sont disponibles uniquement dans un contexte interentreprises;

7° les dispositifs médicaux et les dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, lorsque ces dispositifs deviennent normalement infectieux avant la fin de leur cycle de vie, ainsi que les dispositifs médicaux implantables actifs.

§ 5. Le présent arrêté s'applique sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

CHAPITRE 2. — Définitions

Art. 4. § 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'« administration » : le directeur de la Direction des Infrastructures de gestion et de la politique des déchets, ou son délégué;

2° la « batterie » : la batterie au sens de l'article 3, 1, 1), du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE;

3° le « contrat de financement » : tout contrat ou accord de prêt, de leasing, de location ou de vente différée concernant un équipement quelconque, qu'il soit prévu ou non dans les conditions de ce contrat ou accord ou de tout contrat ou accord accessoire qu'un transfert de propriété de cet équipement aura ou pourra avoir lieu;

4° les « déchets d'équipements électriques et électroniques » ou en abrégé les « DEEE » : les équipements électriques et électroniques constituant des déchets au sens de l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret « Déchets », y compris tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante du produit au moment de la mise au rebut;

5° les « déchets d'équipements électriques et électroniques de très petites dimensions » ou en abrégé les « DEEE de très petites dimensions » : les DEEE dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à vingt-cinq centimètres;

6° le « décret « Déchets » » : le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique;

7° le « dispositif médical » : un dispositif médical ou accessoire d'un dispositif médical au sens de l'article 2, 1) et 2), du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE, et qui est un EEE;

8° le « dispositif médical de diagnostic *in vitro* » : un dispositif médical de diagnostic *in vitro* ou accessoire d'un dispositif médical de diagnostic *in vitro* au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, 2° ou 5°, de l'arrêté royal du 14 novembre 2001 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, et qui est un EEE;

9° le « dispositif médical implantable actif » : un dispositif médical implantable actif au sens de l'article 2, 4) et 5), du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE, et qui est un EEE;

10° le « distributeur » : toute personne physique ou morale dans la chaîne d'approvisionnement qui met des EEE à disposition sur le marché;

11° les « engins mobiles non routiers » : les engins disposant d'un bloc d'alimentation embarqué, dont le fonctionnement nécessite soit la mobilité, soit un déplacement continu ou semi-continu entre une succession d'emplacements de travail fixes pendant le travail;

12° l'« entreprise d'économie sociale » : l'entreprise d'économie sociale telle que définie à l'article 5, § 1^{er}, 45°, du décret « Déchets » et agréée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément, aux conditions d'exercices et à l'octroi de compensation aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise d'économie sociale actives dans le secteur du réemploi et de la préparation en vue du réemploi;

13° les « équipements électriques et électroniques » ou en abrégé « EEE » : les équipements tels que définis à l'article 123, § 1^{er}, 5°, du décret « Déchets »;

14° l'« équipement électrique et électronique usagé » ou en abrégé l'« EEE usagé » : tout équipement électrique et électronique ayant déjà été utilisé, restant fonctionnel sans qu'il ne nécessite de réparations substantielles et qui ne constitue pas un DEEE;

15° l'« EEE réemployé » : tout DEEE ayant subi avec succès les opérations de préparation en vue du réemploi, indépendamment du fait qu'il ait ou non trouvé un nouveau possesseur;

16° l'« extraction » : un traitement manuel, mécanique, chimique ou métallurgique à l'issue duquel les substances, mélanges et composants dangereux se trouvent rassemblés en un flux identifiable ou dans une partie identifiable d'un flux au cours du processus de traitement;

17° les « gros outils industriels fixes » : un ensemble de grande ampleur de machines, d'équipements ou de composants, qui fonctionnent ensemble pour une application spécifique, installés de façon permanente et démontés par des professionnels dans un lieu donné, et utilisés et entretenus par des professionnels dans un centre de fabrication industrielle ou un établissement de recherche et développement ;

18° la « grosse installation fixe » : une combinaison de grande ampleur de plusieurs types d'équipements et, le cas échéant, d'autres dispositifs, qui :

- a) sont assemblés, installés et démontés par des professionnels;
- b) sont destinés à être utilisés de façon permanente comme partie intégrante d'une construction ou d'une structure à un endroit prédéfini et dédié ; et
- c) peuvent uniquement être remplacés par le même équipement spécifiquement conçu;

19° le « ministre » : le ministre qui a la politique de l'Environnement dans ses attributions;

20° la « mise à disposition sur le marché » : toute fourniture d'un produit destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché d'un État membre dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit;

21° la « mise sur le marché » : la première mise à disposition d'un produit sur le marché, à titre professionnel, sur le territoire d'un État membre;

22° l'« opérateur de gestion » : toute personne physique ou morale disposant d'un agrément, d'un enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer une ou plusieurs opérations de gestion de DEEE;

23° les « opérations de gestion de déchets » : tout acte matériel réalisé dans le cadre de la gestion des déchets;

24° l'« organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE » ou en abrégé l'« organisme agréé » : l'organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 127, § 2, 2°, du décret « Déchets » en matière d'EEE;

25° la « gestion de déchets » : la gestion des déchets au sens de l'article 5, § 1^{er}, 10°, du décret « Déchets »;

26° le « régime de responsabilité élargie du producteur de produits » : le régime de responsabilité élargie du producteur de produits au sens de l'article 123, § 1^{er}, 1° du décret « Déchets »;

27° le « règlement (CE) n° 1013/2006 » : le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

28° le « règlement (CE) n° 1005/2009 » : le règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

29° le « règlement (CE) n° 1418/2007 » : le règlement (CE) n° 1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du règlement (CE) numéro 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets ne s'applique pas;

30° « le règlement (UE) n° 2024/573 » : le règlement (UE) n° 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014.

§ 2. Concernant la définition du « distributeur », visée au paragraphe 1^{er}, 10°, elle n'empêche pas un distributeur d'être également producteur d'EEE.

Concernant la définition d'« extraction », visée au paragraphe 1^{er}, 16°, une substance, un mélange ou un composant est identifiable s'il est possible de le contrôler pour vérifier que son traitement est respectueux de l'environnement.

CHAPITRE 3. — *Modalités de communication et computation des délais*

Art. 5. Tout envoi visé par le présent arrêté est exécuté conformément à l'article 89 du décret « Déchets ».

Art. 6. Tout délai visé dans le présent arrêté est calculé conformément à l'article 90 du décret « Déchets ».

TITRE 2. — *OPÉRATIONS DE GESTION EN MATIÈRE DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES*

CHAPITRE 1^{er}. — *Collecte et transport des déchets d'équipements électriques et électroniques*

Art. 7. Tout DEEE fait l'objet d'une collecte sélective et n'est pas mélangé à tout autre type de déchets.

Art. 8. § 1^{er}. En vue de respecter la collecte sélective des DEEE, les ménages se défont de leurs DEEE :

1° soit en les remettant gratuitement dans les parcs à conteneurs ou dans d'autres sites de collecte fermés, mis en place par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ;

2° soit en les remettant au détaillant ou au distributeur conformément à l'article 58;

3° soit en les remettant à une entreprise d'économie sociale ou à tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi autorisé en matière de DEEE.

§ 2. Les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers donnent leur accord préalable pour collecter des déchets de détecteurs de fumée d'origine domestique dans les parcs à conteneurs ou dans d'autres sites de collecte fermés conformément au paragraphe 1^{er}, 1°.

§ 3. Les personnes physiques ou morales installant des panneaux photovoltaïques peuvent collecter les déchets de panneaux photovoltaïques.

Art. 9. La collecte sélective des DEEE ainsi que leur transport sont réalisés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi, de recyclage et de confinement des substances dangereuses.

Pour ce faire, tout DEEE est collecté ou transporté conformément :

1° à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

2° à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets;

3° le cas échéant, à la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

4° le cas échéant, aux dispositions locales prises en vertu des articles 34, 48 et 53 du décret « Déchets ».

Art. 10. Tous les DEEE collectés sont entreposés dans des endroits secs hormis les panneaux photovoltaïques.

Les frigos et les congélateurs constituant des déchets sont déplacés sans endommagement et sans écoulement des fluides et des gaz. Ils sont entreposés de manière telle que leur circuit de refroidissement ne soit pas endommagé.

Chaque écran constituant un déchet est collecté et entreposé de manière telle que l'état dans lequel il est au moment où leur détenteur antérieur s'en est défait, est préservé.

Art. 11. § 1^{er}. Le collecteur, le négociant, le courtier, l'installation ou l'entreprise, autorisé en matière de DEEE, peut organiser des collectes complémentaires de DEEE de très petites dimensions préalablement approuvées par l'administration, à l'exception des lampes et des détecteurs de fumée, auprès des points d'apport volontaire.

La demande de collecte complémentaire visée à l'alinéa 1^{er} est introduite auprès de l'administration et contient au moins :

1° une description du système de collecte mis en place;

2° une description des récipients qui sont conçus de manière à optimiser la sécurité des stockages, le confinement des substances dangereuses, la préparation en vue du réemploi et le réemploi;

3° les responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion des DEEE collectés;

4° la liste des points de collecte complémentaires;

5° une description de l'organisation régulière de la collecte.

L'administration notifie sa décision statuant sur la demande de collecte complémentaire dans un délai de trente jours à compter du jour de la réception de la demande.

§ 2. Pour les collectes complémentaires de DEEE de très petites dimensions visées au paragraphe 1^{er}, les conditions suivantes sont d'application :

1° le nom du collecteur, négociant et courtier, de l'installation, l'entreprise, autorisé en matière de DEEE, est indiqué sur le récipient de collecte;

2° les DEEE sont collectés de manière régulière et organisée;

3° la collecte des points de collecte complémentaires est effectuée endéans les trois jours ouvrables suivants la demande de collecte par le gestionnaire du lieu où se trouve le récipient de collecte;

4° les DEEE ne sont pas collectés sur la voie publique;

5° l'installation de collecte et ses alentours sont maintenus propres;

6° les récipients de collecte sont conçus de manière à optimiser :

a) la sécurité des stockages;

b) le confinement des substances dangereuses; et

c) la préparation en vue du réemploi et le réemploi;

7° les récipients de collecte se trouvent dans un endroit sûr;

8° l'installation de collecte complémentaire a une surface totale destinée à la collecte de maximum deux mètres carrés dont au moins le tiers de ladite surface est destiné à la collecte des DEEE susceptibles de faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi;

9° la liste des points d'apport volontaire, les quantités collectées et les acteurs impliqués dans gestion des DEEE de très petite dimension est transmise sur demande de l'administration.

§ 3. Toute collecte de DEEE dans les établissements scolaires est interdite.

CHAPITRE 2. — *Traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques*

Section 1^{re}. — Opérations de préparation en vue du réemploi

Art. 12. La présente section est applicable sous réserve de l'application de la section 3.

Art. 13. La priorité est donnée au réemploi des EEE et à la préparation en vue du réemploi des DEEE.

Art. 14. Est présumé « EEE réemployé », tout DEEE ayant subi avec succès les opérations de préparation en vue du réemploi communes à tous les DEEE énumérées dans le présent chapitre et, le cas échéant, les opérations de préparation en vue du réemploi par type de DEEE concerné énumérées à l'annexe 3. Ladite présomption est réfragable.

Les opérateurs de gestion qui préparent au réemploi effectuent en premier lieu une présélection visuelle permettant de trier les EEE réemployés de ceux qui ne le sont pas.

Lorsque l'un des critères suivants est rencontré, l'EEE n'est pas considéré comme réemployé :

a) l'équipement semble désuet;

b) l'équipement n'a plus de valeur marchande;

c) l'équipement n'est plus réparable ou la réparation est trop coûteuse.

Art. 15. § 1^{er}. La préparation en vue du réemploi de chaque DEEE respecte l'ensemble des dispositions prévues par le présent article.

§ 2. Tout DEEE peut être préparé en vue du réemploi uniquement s'il existe un marché ou une demande pour cet équipement.

§ 3. Tout DEEE sûr d'un point de vue électrique peut être préparé en vue de son réemploi.

La sécurité électrique de chaque DEEE préparé en vue de son réemploi est testée, y compris, si d'application, le mesurage d'isolation, le mesurage de terre et un contrôle de court-circuit.

§ 4. Tout DEEE qui est pleinement fonctionnel peut être préparé en vue de son réemploi.

La fonctionnalité de tout DEEE préparé en vue de son réemploi est testée. Un équipement électrique et électronique est pleinement fonctionnel lorsque le test révèle que les fonctions d'origine dudit équipement peuvent encore être pleinement remplies. Les règles spécifiques de fonctionnalité établies à l'annexe 3 s'appliquent pour les EEE qui y sont visés.

§ 5. Tous les composants essentiels au type d'EEE concerné sont présents et en bon état.

L'isolation des parois et de la porte des frigos ou surgélateurs est complète et intacte, afin de ne pas augmenter la consommation énergétique. Pour les machines à laver et lave-vaisselle, les éléments de chauffage de l'eau ne sont pas entartrés.

§ 6. Tout DEEE qui n'est pas rouillé ou qui est légèrement rouillé peut être préparé en vue de son réemploi.

§ 7. Tout DEEE qui ne comporte pas ou peu de dégâts cosmétiques peut être préparé en vue de son réemploi.

Art. 16. La préparation en vue du réemploi de DEEE contenant des chlorofluorocarbures (CFC) et des hydrofluorocarbures HCFC visés par le règlement (CE) n° 1005/2009 est interdite.

Les gaz de refroidissement utilisés sont toujours mentionnés sur les équipements électriques et électroniques qui contiennent des CFC ou des HCFC. Si les gaz de refroidissement ne sont pas mentionnés sur les systèmes de refroidissement, la présence de CFC ou d'HCFC est présumée.

Art. 17. Concernant les EEE réemployés d'origine domestique, le réemploi des écrans utilisant des tubes cathodiques (CRT) est interdit.

Les EEE professionnels avec écran CRT intégré, tels certains équipements médicaux, peuvent être préparés en vue de leur réemploi.

Art. 18. § 1^{er}. Chaque EEE réemployé dispose d'une fiche de réemploi répondant aux obligations définies dans le présent article.

§ 2. La fiche de réemploi certifie que l'équipement électrique et électronique répond aux différents critères de réemploi tels qu'établis par la présente section. Cette fiche mentionne au minimum :

1° le nom de l'opérateur de gestion où l'EEE a été préparé en vue de son réemploi et, l'adresse du point de contact avec la clientèle le plus proche de l'endroit où l'équipement a été préparé en vue de son réemploi;

2° le code d'identification unique de l'EEE;

3° la dénomination de l'EEE;

4° la catégorie d'EEE au sens de l'article 3, § 1^{er}, du présent arrêté;

5° l'année de fabrication, si elle est connue;

6° la date du test de fonctionnalité et les critères utilisés;

7° la description des évaluations ou des tests effectués;

8° le résultat des différents tests effectués et la date à laquelle ils ont été effectués.

La fiche de préparation en vue du réemploi peut prendre la forme d'une fiche papier, digitale ou d'un enregistrement dans une base de données.

Pour chaque équipement électrique et électronique qui a fait l'objet d'une préparation en vue du réemploi, la fiche de préparation en vue du réemploi peut immédiatement être mise à la disposition des autorités habilitées à effectuer des contrôles, y compris lors de son transport.

L'opérateur de gestion conserve la fiche de préparation en vue du réemploi pendant au moins cinq ans.

Art. 19. Les EEE réemployés bénéficient d'une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

Section 2. — Autres opérations de traitement

Art. 20. L'incinération et la mise en centre d'enfouissement technique des DEEE collectés sélectivement qui n'ont pas encore fait l'objet d'un traitement conformément au présent chapitre sont interdites.

Art. 21. § 1^{er}. Les DEEE collectés sélectivement qui n'ont pas pu faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi sont démontés en plusieurs fractions distinctes :

1° les pièces détachées et les matériaux réemployés dans le cadre de la réparation d'un DEEE susceptible d'une préparation en vue du réemploi;

2° les pièces et matériaux destinés à être recyclés;

3° les pièces et matériaux destinés à être éliminés;

4° les pièces détachées dangereuses, les matériaux dangereux et les substances dangereuses, tels que les condensateurs contenant des PCB ou les condensateurs électrolytiques contenant des substances ou mélanges dangereux (hauteur plus de vingt-cinq millimètres, diamètre plus de vingt-cinq millimètres ou volume proportionnellement similaire), les interrupteurs à mercure, les batteries, les tubes cathodiques, les substances visées par le protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 16 septembre 1987, les HFC, les PFC et les hexafluorures de soufre (SF₆) et, éventuellement, d'autres composants contenant des substances dangereuses;

5° les déchets de batteries.

§ 2. Les déchets de panneaux photovoltaïques entiers sont démontés en plusieurs fractions distinctes :

1° les déchets de câbles et de la boîte de jonction;

2° le déchet de cadre en aluminium;

3° les déchets de verre, incluant les autres composants intégrés.

Art. 22. Le traitement des DEEE visés à l'article 22 comprend au moins l'extraction de tous les fluides et un traitement sélectif des matériaux et composant des DEEE conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Les substances, mélanges et composants visés au présent article sont gérés conformément à l'article 47 du décret « Déchets ».

Compte tenu de considérations environnementales et de l'utilité de la préparation en vue du réemploi et du recyclage, le présent article est applicable de manière à ne pas entraver la préparation en vue du réemploi et le recyclage respectueux de l'environnement de composants ou d'équipements entiers.

Section 3. — Transfert d'équipements électriques et électroniques usagés
et de déchets d'équipements électriques et électroniques

Art. 23. L'opération de traitement peut être entreprise en dehors du territoire de la Région wallonne ou de l'Union européenne pour autant que le transfert des DEEE soit conforme au règlement (CE) n° 1013/2006 et au règlement (CE) n° 1418/2007.

Art. 24. § 1^{er}. Les transferts d'EEE usagés suspectés d'être des DEEE sont effectués conformément aux exigences minimales prescrites au présent article.

Afin de pouvoir faire la distinction entre des EEE usagés et des DEEE, lorsque le détenteur de l'objet en question déclare qu'il a l'intention de transférer ou qu'il transfère des EEE usagés et non des DEEE, leur détenteur met à la disposition des autorités habilitées à effectuer des contrôles les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1° une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'EEE, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel;

2° une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des documents (certificat d'essais, preuve du bon fonctionnement) pour chaque équipement du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au paragraphe 3 du présent article;

3° une déclaration du détenteur qui organise le transport des EEE, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret « Déchets »;

4° une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, lors du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

§ 2. Par dérogation au présent article, le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1° et 2°, et le paragraphe 4, ne s'appliquent pas lorsque des preuves concluantes attestent que le transfert a lieu dans le cadre d'un accord de transfert entre entreprises et que :

a) des EEE sont renvoyés au producteur d'EEE ou à un tiers agissant pour le compte du producteur d'EEE pour défaut pour une réparation sous garantie en vue de leur réemploi; ou

b) des EEE destinés à un usage professionnel, usagés, sont renvoyés au producteur d'EEE ou à un tiers agissant pour le compte du producteur d'EEE ou à l'installation d'un tiers dans des pays dans lesquels s'applique la décision C(2001)107/final du Conseil de l'OCDE concernant la révision de la décision C(92)39/final sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets destinés à des opérations de valorisation, pour remise à neuf ou réparation dans le cadre d'un contrat valide, en vue de leur réemploi; ou

c) des EEE destinés à un usage professionnel, usagés, et défectueux, tels que des dispositifs médicaux ou des parties de ceux-ci, sont renvoyés au producteur d'EEE ou à un tiers agissant pour le compte du producteur d'EEE pour analyse des causes profondes dans le cadre d'un contrat valide, dans les cas où une telle analyse ne peut être effectuée que par le producteur d'EEE ou un tiers agissant pour le compte du producteur d'EEE.

§ 3. Afin de démontrer que les articles transférés constituent des EEE usagés et non des DEEE, les essais et l'établissement de procès-verbaux d'essai pour les EEE usagés sont réalisés, selon les étapes suivantes :

1° Étape 1 : essais

a) le bon fonctionnement est testé, et la présence de substances dangereuses est évaluée. Les essais à réaliser dépendent du type d'EEE;

b) les résultats des évaluations et des essais sont consignés.

2° Étape 2 : procès-verbal d'essai

a) le procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'EEE lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur l'emballage, de façon à pouvoir être lu sans débarrasser l'équipement;

b) le procès-verbal contient les informations suivantes :

(1) le nom de l'article ou le nom de l'équipement s'il est énuméré à l'annexe 1^{re} ou 2, selon le cas, et la catégorie visée à l'annexe 1^{re} ou 2;

(2) le numéro d'identification de l'article;

(3) l'année de production, si elle est connue;

(4) le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement;

(5) les résultats des essais décrits à l'étape 1 en ce compris la date de l'essai de bon fonctionnement;

(6) le type d'essais réalisés.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, a), pour la plupart des EEE usagés, un test de bon fonctionnement des fonctions essentielles est suffisant.

§ 4. En plus des documents requis aux paragraphes 1^{er} à 3, chaque chargement d'EEE usagé, par exemple, par conteneur ou camion utilisé pour le transport, est accompagné:

1° d'un document de transport pertinent, par exemple un document CMR ou lettre de transport; et

2° d'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

§ 5. En l'absence de preuve qu'un objet est un EEE usagé et non un DEEE au moyen des documents appropriés requis aux paragraphes 1^{er} à 4, et en l'absence d'une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement, qui relèvent des obligations du détenteur qui organise le transport, un article est un DEEE et le chargement constitue un transfert illégal. Dans ces circonstances, le chargement est traité conformément aux articles 24 et 25 du règlement (CE) numéro 1013/2006.

§ 6. Les coûts des analyses et inspections appropriées, y compris les coûts de stockage, des EEE usagés suspectés d'être des DEEE peuvent être facturés aux producteurs d'EEE, aux tiers agissant pour le compte des producteurs d'EEE ou à d'autres personnes organisant le transfert d'EEE usagés suspectés d'être des DEEE.

TITRE 3. — OPÉRATEURS DE GESTION

Art. 25. Tout opérateur de gestion gère les DEEE au moins conformément au décret « Déchets » et au présent arrêté.

Art. 26. Le traitement de tout DEEE recourt aux meilleures techniques de traitement disponibles et remplit au moins les exigences visées au chapitre 2 du titre 2.

**TITRE 4. — RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS
D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES**

CHAPITRE 1^{er}. — *Obligations principales et activables applicables au régime
de responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques*

Section 1^{re}. — Dispositions introductives

Art. 27. Concernant le régime de responsabilité élargie du producteur d'EEE :

1° les obligations visées à l'article 121, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, du décret « Déchets », sont exécutées conformément au même décret et au présent arrêté;

2° les obligations visées à l'article 121, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, a) à c), du décret « Déchets », sont applicables au producteur d'EEE et exécutées conformément au même décret et au présent arrêté.

Les obligations visées à l'alinéa 1^{er} du présent article sont remplies par le producteur d'EEE ou par l'organisme agréé conformément à l'article 127, § 2, du décret « Déchets ».

Dans le présent titre, il convient d'entendre par le producteur d'EEE :

1° le producteur d'EEE qui remplit lui-même les obligations visées à l'alinéa 1^{er}, du présent article, ou le cas échéant;

2° l'organisme agréé lorsque le producteur fait exécuter les obligations visées à l'alinéa 1^{er} du présent article par un organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE.

Art. 28. Le régime de responsabilité élargie du producteur d'EEE s'applique aux DEEE d'origine domestique et d'origine industrielle, issus des EEE neufs mis sur le marché par le producteur d'EEE.

Section 2. — Obligation de gestion des déchets

Art. 29. En vue de se conformer à son obligation de gestion des DEEE visée aux articles 130 et 131 du décret « Déchets », le producteur d'EEE établit les mesures nécessaires, en concertation avec toutes les parties concernées, afin d'assurer la bonne gestion des DEEE notamment par le contrôle des opérations de gestion impliquant les DEEE, telles que visées dans le titre 2 du présent arrêté.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er} permettent de sélectionner des DEEE en vue de leur préparation au réemploi aux niveaux de collecte les plus adéquats, privilégiant au maximum les filières de gestion locales, et garantissent un traitement respectueux de l'environnement.

Art. 30. Chaque année, le producteur soumet à l'administration les listes actualisées des points de collecte avec lesquels un contrat est conclu en vue de la reprise des DEEE.

Art. 31. Le producteur d'EEE peut organiser des collectes complémentaires de DEEE pour autant qu'il fasse appel à un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise, autorisé en matière de DEEE. Cette collecte complémentaire s'effectue conformément à l'article 11.

Art. 32. Le producteur d'EEE garantit au consommateur l'accès à un service de réparation pour les EEE qu'il met sur le marché.

*Section 3. — Obligation de financement de la gestion des déchets
et de certaines mesures de prévention des déchets*

Art. 33. Les contributions financières versées par le producteur d'EEE couvrent les coûts visés à l'article 132 du décret « Déchets », le cas échéant tels que précisés par le présent arrêté.

Concernant les coûts visés dans la présente section, il convient d'entendre les coûts réels et complets, correspondant aux coûts issus de la collecte des DEEE dans les parcs à conteneurs de la Région wallonne, lorsque ceux-ci concernent les personnes morales de droit public.

Art. 34. Les producteurs d'EEE financent au moins les coûts de la collecte, du traitement, de la valorisation ainsi que les coûts de l'élimination respectueuse des DEEE d'origine domestique qui ont été collectés via les canaux de collecte visés à l'article 8 lorsqu'ils sont issus :

1° d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, autres que les panneaux photovoltaïques, mis sur le marché après le 13 août 2005;

2° de panneaux photovoltaïques mis sur le marché à partir du 13 août 2012; et,

3° d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, 2°, et qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1°, mis sur le marché à partir du 15 août 2018.

La responsabilité du financement des coûts liés à la gestion des EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, autres que les panneaux photovoltaïques, d'origine domestique, mis sur le marché avant le 13 août 2005 ou à cette date incombe à un ou plusieurs systèmes auxquels tous les producteurs existant sur le marché, lorsque les différents coûts sont occasionnés, contribuent de manière proportionnée, par exemple proportionnellement à leur part de marché respective par type d'équipement.

Chaque producteur d'EEE d'origine domestique est responsable du financement des opérations visés à l'alinéa 1^{er}, du présent article, concernant les déchets provenant de ses propres produits.

Art. 35. Les producteurs d'EEE financent au moins les coûts de la collecte, du traitement, de la valorisation ainsi que les coûts de l'élimination respectueuse de l'environnement des DEEE d'origine industrielle, lorsqu'ils sont issus :

1° d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, autres que les panneaux photovoltaïques, mis sur le marché après le 13 août 2005;

2° de panneaux photovoltaïques mis sur le marché à partir du 13 août 2012; et,

3° d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, 2°, et qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1°, mis sur le marché à partir du 15 août 2018.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le financement des coûts y visés des DEEE d'origine industrielle mis sur le marché avant le 13 août 2005 ou à cette date est assuré :

1° par le producteur d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, autres que les panneaux photovoltaïques, lorsqu'ils font l'objet d'un remplacement par un produit équivalent ou par un produit assurant les mêmes fonctions;

2° par l'utilisateur d'EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, autres que les panneaux photovoltaïques, dans les autres cas.

Le producteur d'EEE et l'utilisateur industriel peuvent conclure des accords fixant d'autres méthodes de financement.

Art. 36. Les coûts visés aux articles 35 et 36 incluent le financement de la récupération et du recyclage, de la régénération ou de la destruction des gaz à effet de serre fluorés inscrits aux annexes I et II du règlement (UE) n° 2024/573 provenant des EEE contenant ces gaz et qui ont été mis sur le marché à partir du 11 mars 2024.

Art. 37. Le producteur d'EEE tient une comptabilité analytique.

La comptabilité du producteur d'EEE identifie les recettes et les dépenses relatives aux EEE d'origine domestique et aux EEE d'origine industrielle ainsi que ses propres coûts de fonctionnement.

À première demande de l'administration, le producteur d'EEE lui fournit les documents relatifs à cette comptabilité ainsi que toutes les pièces justificatives y relatives.

Art. 38. Conformément à l'article 161 du décret « Déchets », le producteur qui met un EEE sur le marché fournit une sûreté attestant que la gestion des DEEE est financée conformément à la présente section.

Cette sûreté permet de financer les opérations de collecte, de traitement, de valorisation et d'élimination respectueuse de l'environnement des DEEE d'origine domestique.

La sûreté correspond aux trois quarts de la moyenne annuelle des trois dernières années des frais du producteur d'EEE repris dans les comptes annuels sous la rubrique « coût des ventes et prestations (code 60/66A) », à l'exception des ajouts de « provisions (code 635) ».

La sûreté peut prendre la forme d'une participation du producteur d'EEE à un organisme agréé, d'une assurance-recyclage ou d'un compte bancaire bloqué.

Section 4. — Obligation d'information et de sensibilisation

Art. 39. § 1^{er}. Les producteurs d'EEE, les distributeurs et les détaillants fournissent, soit au moyen de la notice d'utilisation, soit via un affichage au point de vente soit dans le cadre de campagnes de sensibilisation, les informations nécessaires au consommateur, telles que visées à l'article 136 du décret « Déchets » ainsi que les informations nécessaires sur :

1° l'obligation de ne pas se débarrasser des DEEE avec les déchets municipaux non triés et de procéder à la collecte sélective des DEEE tout en séparant la batterie de l'équipement lorsque cela est possible;

2° les systèmes de reprise et de collecte mis à leur disposition, encourageant la coordination des informations sur les points de collecte à disposition, quel que soit le producteur d'EEE ou l'opérateur qui les met en place;

3° leur rôle dans la préparation en vue du réemploi, le recyclage et les autres formes de valorisation des DEEE;

4° les effets potentiels sur l'environnement et la santé humaine en raison de la présence de substances dangereuses dans les EEE;

5° la signification du symbole figurant à l'annexe 4;

6° le réseau de réparation;

7° les modalités de séparation des batteries du DEEE;

8° la présence éventuelle d'une batterie au lithium-ion;

9° la prévention du risque d'incendie liées aux batteries intégrées dans les DEEE.

§ 2. Les producteurs d'EEE informent également les filières de gestion des DEEE des informations visées au paragraphe 1^{er} du présent article conformément à l'article 136, § 1^{er}, alinéa 3, du décret « Déchets ».

Section 5. — Obligation de rapportage

Art. 40. En vue de se conformer à son obligation de rapportage visée aux articles 137 à 139 du décret « Déchets », le producteur d'EEE fournit annuellement les informations prescrites à l'article 138, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret « Déchets » à l'administration et ce avant le 1^{er} juillet de chaque année.

Art. 41. En vue de promouvoir et de monitorer la réparation, la préparation en vue du réemploi et le réemploi, le producteur d'EEE réalise une étude sur la réparation, le réemploi et la préparation au réemploi tous les cinq ans.

Art. 42. Le détaillant, le distributeur ou le tiers qui reprend les DEEE pour son compte, fournit annuellement au producteur d'EEE ou à l'organisme désigné à cet effet, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un rapport relatif à la manière dont il exécute ses obligations en matière de reprise des DEEE. Ce rapport contient au moins les informations suivantes :

- 1° la période couverte par le rapport;
- 2° son nom, numéro d'entreprise, adresse, numéros de téléphone et de fax, email et personne de contact;
- 3° la quantité de DEEE, exprimée en kilogrammes et en unités, par catégorie, conformément à l'article 3, paragraphe 1^{er}, et par type (DEEE d'origine domestique et industrielle) qui a été :
 - a) collectée ou faite collectée par un collecteur, négociant ou courtier en déchets;
 - b) remise à un producteur d'EEE;
 - c) préparée au réemploi.

Art. 43. Le collecteur, le négociant ou le courtier, l'installation ou l'entreprise, autorisé en matière de DEEE, qui collecte ou fait collecter des DEEE, met à la disposition du producteur d'EEE ou de l'organisme désigné à cet effet, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un rapport relatif à la manière dont il exécute ses obligations en matière de gestion des DEEE. Ce rapport contient au moins les informations suivantes :

- 1° la période couverte par le rapport;
- 2° la quantité de DEEE, exprimée en kilogrammes et en unités, par catégorie, conformément à l'article 3, § 1^{er}, et par type, DEEE d'origine domestique et industrielle, qui a été :
 - a) collectée ou faite collectée par le producteur ou au nom du producteur d'EEE;
 - b) remise à un autre collecteur, négociant ou courtier;
 - c) remise à une installation de traitement;
- 3° la quantité de DEEE, exprimée en kilogrammes et en unités, par catégorie, conformément à l'article 3, § 1^{er}, par type, DEEE d'origine domestique et industrielle, et par flux de matériaux, ferreux, non ferreux, plastiques, autres, qui a été :
 - a) préparée en vue du réemploi par l'opérateur de gestion;
 - b) recyclée;
 - c) valorisée;
 - d) éliminée dans des installations d'incinération;
 - e) mise en décharge.

Art. 44. L'entreprise d'économie sociale ou tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi, qui prépare des DEEE en vue du réemploi, met à la disposition du producteur d'EEE ou de l'organisme désigné à cet effet, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un rapport relatif à la manière dont elle exécute ses obligations en matière de gestion des DEEE. Ce rapport contient au moins les informations suivantes :

- 1° la période couverte par le rapport;
- 2° la quantité de DEEE, exprimée en kilogrammes et en unités, par catégorie, conformément à l'article 3, § 1^{er}, et par type, DEEE d'origine domestique et industrielle, qui a été, préparée en vue du réemploi sur le territoire.

Art. 45. Le notifiant au sens du règlement (CE) numéro 1013/2006, qui a transféré, des DEEE ou des EEE usagés conformément aux articles 24 et 25, met à la disposition du producteur d'EEE ou de l'organisation désignée à cet effet, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un rapport contenant au moins les informations suivantes :

- 1° la période couverte par le rapport;
- 2° la quantité de DEEE, exprimée en kilogrammes et en unités, par catégorie, conformément à l'article 3, § 1^{er}, et par type, DEEE d'origine domestique et industrielle;
- 3° la quantité d'EEE usagés qui a été transférée conformément aux articles 24 et 25.

Art. 46. Toutes les données transmises à l'administration en vertu de la présente section sont certifiées par une institution de contrôle indépendante accréditée selon la norme ISO 17020.

Le producteur d'EEE peut transmettre à l'administration tout ou partie du rapport visé par le présent article sous forme électronique.

Section 6. — Obligation de réalisation d'un plan stratégique et de plans annuels d'exécution y relatifs

Art. 47. Le producteur d'EEE réalise un plan stratégique et des plans annuels d'exécution conformément au décret « Déchets ».

Art. 48. L'organisme agréé réalise un plan stratégique et des plans annuels d'exécution y relatifs conformément au décret « Déchets ».

Art. 49. Le plan annuel d'exécution réalisé par le producteur d'EEE ou par l'organisme agréé est soumis à l'administration pour approbation au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année précédant l'année civile de sa mise en œuvre conformément aux articles 180 et 182 du décret « Déchets ».

Art. 50. Le plan annuel d'exécution vise à assurer l'exécution et le suivi annuel du plan stratégique individuel ou de l'agrément. Ce plan comprend la description de la mise en œuvre du contenu du plan stratégique individuel ou de l'agrément et comporte au moins les éléments suivants :

- 1° la manière dont le producteur remplit les obligations découlant du régime de responsabilité élargie du producteur le concernant;

2° les prévisions de la quantité totale exprimée en kilogrammes et le cas échéant en nombre d'EEE mis sur le marché, en faisant la distinction entre les EEE d'origine domestique et d'origine industrielle;

3° les actions de prévention, notamment celles liées aux risques d'incendie;

4° le relevé des mesures prises afin de favoriser l'éco-conception des produits, et notamment de faciliter la préparation au réemploi, le réemploi et la recyclabilité;

5° le cas échéant, la détermination de la quantité des DEEE collectables;

6° le relevé des actions vers les utilisateurs professionnels et les ménages;

7° le relevé des actions plus spécifiques envers les PME et TPE;

8° le relevé des actions relatives à la collecte et au traitement des DEEE ;

9° le relevé des actions de communication et de sensibilisation ainsi que les résultats de l'évaluation de ses campagnes d'information et de sensibilisation annuelles;

10° le budget prévisionnel annuel;

11° la description de la manière dont le producteur d'EEE ou l'organisme agréé intervient dans les frais de collecte sélective, de préparation en vue du réemploi, de réemploi, de recyclage, de valorisation en vue d'atteindre ses objectifs ;

12° le cas échéant, le suivi des études demandées dans le cadre de l'agrément de l'organisme agréé.

Art. 51. Le producteur d'EEE s'assure de l'équilibre économique et financier du système mis en place. À cette fin, le producteur établit chaque année en annexe de son plan annuel d'exécution un plan financier annuel et un budget prévisionnel annuel.

L'administration peut soumettre tout plan financier pour avis à l'examen d'un réviseur ou un comptable externe désigné à ses frais.

Art. 52. § 1^{er}. L'administration traite la demande d'approbation du plan annuel d'exécution.

§ 2. L'administration envoie au demandeur d'approbation du plan annuel d'exécution un accusé de réception de sa demande dans un délai de dix jours.

§ 3. L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de sa demande d'approbation du plan annuel d'exécution dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'approbation dudit plan.

§ 4. Si la demande d'approbation du plan annuel d'exécution est incomplète, l'administration envoie au demandeur la liste des renseignements ou documents manquants, ci-après dénommés les compléments, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'approbation du plan annuel d'exécution. Dans ce cas, la procédure administrative recommence à dater de la réception desdits compléments.

Le demandeur d'approbation du plan annuel d'exécution envoie à l'administration les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la demande desdits compléments.

L'administration envoie au demandeur d'approbation du plan annuel d'exécution un accusé de réception des compléments dans un délai de dix jours.

§ 5. Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par l'administration, celle-ci envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'approbation du plan annuel d'exécution.

L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère irrecevable de la demande d'approbation du plan annuel d'exécution si:

1° le demandeur d'approbation du plan annuel d'exécution n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai visé au paragraphe 4, alinéa 2;

2° elle est considérée comme incomplète à deux reprises.

§ 6. Au terme des délais prévus aux paragraphes 3 à 5, à défaut d'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable ou irrecevable de la demande d'approbation du plan annuel d'exécution au demandeur, la demande d'approbation dudit plan est réputée recevable de plein droit.

Art. 53. L'administration peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément de l'organisme agréé conformément à l'article 178 du décret « Déchets » lorsque, au moment du contrôle des comptes annuels effectué par le réviseur dudit organisme, les provisions ne se justifient pas du point de vue du droit comptable ou que leur justification n'est pas motivée.

La suspension est précédée d'un avertissement indiquant à l'organisme agréé d'émettre une proposition de rectification de ses comptes ou de leur motivation. À défaut d'une proposition présentée par l'organisme agréé dans un délai de trois mois à dater de la réception de l'avertissement ou si celle-ci n'est pas acceptée par l'administration, une décision de suspension ou de retrait de l'agrément dudit organisme sera prise par l'administration.

Art. 54. Les deux derniers plans d'exécution sont communiqués pour assurer un dialogue régulier au pôle « Environnement », section « Déchets » conformément à l'article 142 du décret « Déchets » tous les deux ans à compter de l'année suivant la décision d'agrément.

Art. 55. Concernant le plan stratégique individuel, l'autorité compétente sur recours administratif pour statuer sur les recours administratifs introduits contre les décisions de l'administration est le ministre.

Section 7. — Obligation de reprise des déchets

Art. 56. Les producteurs d'EEE honorent leur obligation de reprise des DEEE d'origine domestique et industrielle conformément aux articles 144 à 150 du décret « Déchets » et à la présente section.

L'organisme agréé assure également la formation des préposés des parcs à conteneurs en matière d'identification et de gestion sécuritaire des DEEE qui contiennent des batteries intégrées.

Art. 57. § 1^{er}. Le détaillant ou le distributeur, le cas échéant, reprend gratuitement et sur une base d'un pour un, du consommateur tout DEEE d'origine domestique qu'il lui présente, pour autant que l'équipement soit de type équivalent et ait rempli les mêmes fonctions que l'équipement fourni, et ce quels que soient les modalités de vente et le mode de livraison ou d'enlèvement de l'équipement.

§ 2. En vue d'atteindre les objectifs de collecte définis à l'article 63, les détaillants assurent, dans les magasins de détail disposant d'espaces de vente consacrés aux EEE d'une surface d'au moins quatre cents mètres carrés ou dans leur proximité immédiate, la reprise des DEEE de très petite dimension gratuitement pour les consommateurs et sans obligation d'acheter des EEE de type équivalent. Le détaillant place son récipient de collecte à un endroit suffisamment visible dans son espace de vente ou dans sa proximité immédiate.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} peut être levée si une étude d'évaluation ayant fait l'objet d'une décision d'approbation de l'administration ou de l'autorité compétente sur recours administratif démontre que des alternatives existantes sont susceptibles d'être au moins aussi efficaces en termes de collecte à moindre coût des DEEE d'origine domestique de très petite dimension. L'étude d'évaluation et ses résultats sont annexés à la décision d'approbation. L'étude d'évaluation est rendue publique par les détaillants sur leur site internet ou par tout autre moyen de communication.

§ 3. Le détaillant conserve les DEEE tels qu'ils lui ont été remis par les consommateurs, en vue de les confier au distributeur ou, le cas échéant, au producteur d'EEE. Il ne peut pas démonter les équipements ou en sélectionner les différentes parties, sauf avec l'accord de l'organisme agréé et uniquement lorsqu'il est fourni occasionnellement des pièces de rechange à ses clients dans le cadre d'un service de réparation qu'il procure.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3, la reprise des DEEE d'origine domestique peut être refusée par le producteur d'EEE, le distributeur ou le détaillant, si l'équipement ne comprend pas tous les composants essentiels à son fonctionnement et contient :

1° un ou des déchets autres que des DEEE; ou,

2° un élément qui, à la suite d'une contamination, présente un risque pour la santé ou la sécurité de son personnel.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, le producteur d'EEE, le distributeur ou le détaillant informe le détenteur du DEEE refusé d'origine domestique des solutions alternatives de reprise auprès de collecteurs, négociants, courtiers ou d'installations de traitement autorisés en matière de DEEE.

Section 8. — Obligation de prévention en matière de déchets

Art. 58. Le producteur d'EEE honore son obligation de prévention en matière de DEEE conformément aux articles 151 à 153 du décret « Déchets ».

Art. 59. Le producteur d'EEE favorise la conception et la production d'EEE, en vue de faciliter leur réemploi, leur réparation, le démantèlement, ainsi que la valorisation des DEEE et de leurs composants et matériaux.

Le producteur d'EEE n'empêche pas le réemploi des DEEE par des caractéristiques de conception particulières ou des procédés de fabrication particuliers, à moins que ces caractéristiques de conception particulières ou ces procédés de fabrication particuliers présentent des avantages déterminants par exemple en ce qui concerne la protection de l'environnement et, ou, les exigences en matière de sécurité.

Art. 60. § 1^{er}. Pour faciliter la préparation en vue du réemploi et le traitement adéquat et respectueux de l'environnement des DEEE, en ce compris l'entretien, l'amélioration, la remise en état et le recyclage, le producteur d'EEE fournit gratuitement, pour chaque type de nouvel EEE mis pour la première fois sur le marché de l'Union européenne et dans un délai d'un an après la mise sur le marché de l'EEE, les informations relatives à la préparation en vue du réemploi et au traitement.

Ces informations mentionnent, dans la mesure où cela est nécessaire pour que les entreprises d'économie sociale, les autres acteurs actifs en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi autorisés en matière de DEEE et les installations de traitement et de recyclage en ont besoin pour se conformer au présent arrêté, les différents composants et matériaux présents dans les EEE, les labels énergétiques, ainsi que l'emplacement des substances et mélanges dangereux dans les EEE ainsi que la localisation et la réparation des pannes au-delà de la période de garantie légale minimale.

Les producteurs d'EEE mettent ces informations à la disposition des entreprises d'économie sociale, des autres acteurs actifs en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi autorisés en matière de DEEE et des installations de traitement et de recyclage sous la forme de manuels ou au moyen de médias électroniques.

§ 2. Afin que la date de mise sur le marché de l'EEE puisse être déterminée sans équivoque, un marquage sur l'EEE spécifie que ce dernier a été mis sur le marché après le 13 août 2005. La norme européenne EN 50419 :2022 est, de préférence, appliquée à cette fin.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, du présent paragraphe, s'applique à partir :

1° du 13 août 2012 pour les panneaux photovoltaïques mis sur le marché à partir de cette date;

2° du 15 août 2018 pour les EEE visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, 2°, et qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1°, mis sur le marché à partir de cette date.

*Section 9. — Obligation d'atteindre des objectifs chiffrés
et de tendre vers des valeurs cibles de collecte et de traitement*

Art. 61. Le producteur d'EEE atteint les objectifs chiffrés de collecte ou de valorisation, notamment de recyclage, conformément à l'article 154 du décret « Déchets ».

Art. 62. Le producteur d'EEE atteint les objectifs suivants, portant sur la collecte des DEEE :

1° le taux de collecte minimal est fixé à quatre kilos de DEEE d'origine domestique par habitant et par an;

2° à partir de 2016, le taux de collecte minimal est fixé à quarante-cinq pour cent et calculé sur la base du poids total de DEEE collectés aux cours d'une année donnée sur le territoire de la Région wallonne et exprimé en pourcentage du poids moyen d'EEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes;

3° à partir de 2019, le taux de collecte minimal à atteindre annuellement est de soixante-cinq pour cent du poids moyen d'EEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes ou de quatre-vingt-cinq pour cent des DEEE produits, sur le territoire de la Région wallonne, en poids.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les producteurs d'EEE s'assurent que le volume de DEEE collectés progresse graduellement pendant la période de 2016 à 2019, à moins que le taux de collecte visé au paragraphe 3 n'ait déjà été atteint.

Art. 63. Le producteur d'EEE atteint les objectifs de valorisation, de préparation en vue du réemploi et de recyclage minimaux suivants :

1° objectifs minimaux applicables par catégorie à compter du 13 août 2012 jusqu'au 14 août 2015 pour les catégories énumérées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1° :

a) pour les DEEE relevant des catégories des gros équipements ménagers ou des distributeurs automatiques;

(1) quatre-vingts pour cent sont valorisés, et

(2) septante-cinq pour cent sont recyclés;

b) pour les DEEE relevant des catégories des équipements informatiques et de télécommunications ou de matériel grand public et panneaux photovoltaïques :

(1) septante-six pour cent sont valorisés, et

(2) soixante-cinq pour cent sont recyclés;

c) pour les DEEE relevant des catégories de petits équipements, de matériel d'éclairage, des outils électriques et électroniques à l'exception des gros outils industriels fixes, des jouets, des équipements de loisirs et de sport, des dispositifs médicaux à l'exception de tous les produits implantés ou infectés ou des instruments de surveillance et de contrôle :

(1) septante pour cent sont valorisés, et

(2) cinquante pour cent sont recyclés;

pour les lampes à décharge, quatre-vingts pour cent sont recyclés.

2° objectifs minimaux applicables par catégorie du 15 août 2015 au 14 août 2018 pour les catégories énumérées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1° :

a) pour les DEEE relevant des catégories des gros équipements ménagers ou des distributeurs automatiques :

(1) quatre-vingt-cinq pour cent sont valorisés, et

(2) quatre-vingt pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

b) pour les DEEE relevant des catégories des équipements informatiques et de télécommunications ou de matériel grand public et panneaux photovoltaïques :

(1) quatre-vingt pour cent sont valorisés, et

(2) septante pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

c) pour les DEEE relevant des catégories de petits équipements, de matériel d'éclairage, des outils électriques et électroniques à l'exception des gros outils industriels fixes, des jouets, des équipements de loisirs et de sport, des dispositifs médicaux à l'exception de tous les produits implantés ou infectés ou des instruments de surveillance et de contrôle :

(1) septante-cinq pour cent sont valorisés, et

(2) cinquante-cinq pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

d) pour les lampes à décharge, quatre-vingts pour cent sont recyclés.

3° objectifs minimaux applicables par catégorie à compter du 15 août 2018 pour les catégories énumérées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 :

a) pour les DEEE relevant des catégories des équipements d'échange thermique ou des gros équipements :

(1) quatre-vingt-cinq pour cent sont valorisés, et

(2) quatre-vingts pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

b) pour les DEEE relevant de la catégorie des écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à cent centimètres carrés :

- (1) quatre-vingts pour cent sont valorisés, et
- (2) septante pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

c) pour les DEEE relevant des catégories des petits équipements ou des petits équipements informatiques et de télécommunication dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures à cinquante centimètres :

- (1) septante-cinq pour cent sont valorisés, et
- (2) cinquante-cinq pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

d) pour les DEEE relevant de la catégorie des lampes, quatre-vingts pour cent sont recyclés.

Art. 64. À partir du 15 août 2018, le producteur d'EEE tend vers les valeurs-cibles de valorisation, de préparation en vue du réemploi et de recyclage minimaux suivants pour les catégories énumérées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 :

1° pour les DEEE relevant des catégories des équipements d'échange thermique ou des gros équipements :

- a) nonante pour cent sont valorisés, et
- b) quatre-vingts pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

2° pour les DEEE relevant de la catégorie des écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à cent centimètres :

- a) nonante pour cent sont valorisés, et
- b) septante-cinq pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

3° pour les DEEE relevant des catégories des petits équipements ou des petits équipements informatiques et de télécommunication dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures à cinquante centimètres :

- a) nonante pour cent sont valorisés, et
- b) septante-cinq pour cent sont préparés en vue du réemploi et recyclés;

4° pour les DEEE relevant de la catégorie des lampes, nonante pour cent sont recyclés.

Art. 65. Les déchets de panneaux photovoltaïques, calculés en poids, tendent à atteindre quatre-vingt-cinq pourcents de la valorisation et à quatre-vingts pourcents de préparation en vue du réemploi et du recyclage.

Le traitement des composants, matériaux et substances des déchets de panneaux photovoltaïques tend vers les objectifs suivants en matière de préparation en vue du réemploi et de recyclage :

- 1° métaux ferreux et non ferreux : nonante-cinq pourcents;
- 2° plastiques : cinquante pourcents;
- 3° verre : nonante pourcents.

Art. 66. La réalisation des objectifs de la présente section est calculée, pour chaque catégorie d'EEE, en prenant le poids des DEEE qui entrent dans l'installation de valorisation ou de recyclage, de préparation en vue du réemploi, après un traitement approprié conformément à l'article 23, en ce qui concerne la valorisation ou le recyclage, et en exprimant ce poids en pourcentage du poids de l'ensemble des DEEE collectés sélectivement pour cette catégorie.

Les activités préliminaires comme le tri et le stockage préalables à la valorisation ne sont pas comptabilisées pour la réalisation de ces objectifs.

Les DEEE exportés hors de l'Union européenne ne sont pas comptabilisés pour l'exécution des obligations et la réalisation des objectifs énoncés dans la présente section que si, en conformité avec le règlement (CE) numéro 1013/2006 et le règlement (CE) numéro 1418/2007, l'exportateur est en mesure de prouver que le traitement s'est déroulé dans des conditions équivalentes aux exigences définies dans le présent arrêté.

En vue de calculer ces objectifs, le producteur d'EEE, ou le tiers agissant pour le compte du producteur d'EEE, consigne dans des registres le poids des DEEE, de leurs composants, matériaux ou substances lorsqu'ils quittent les installations de collecte, lorsqu'ils entrent dans les installations de traitement, en ce compris les installations de prétraitement, et lorsqu'ils les quittent et lorsqu'ils entrent dans l'installation de valorisation ou de recyclage/de préparation en vue du réemploi et lorsqu'ils les quittent.

CHAPITRE 2. — Dispositions particulières

Section 1^{re}. — Gestionnaires d'une place de marché en ligne

Art. 67. § 1^{er}. Le gestionnaire d'une place de marché en ligne informe tous les producteurs d'EEE qui vendent un EEE à distance en Belgique, par l'intermédiaire de sa place de marché en ligne, des obligations qui leur incombent en vertu du régime de responsabilité élargie des producteurs d'EEE les concernant et qui leur sont applicables en vertu du décret « Déchets ».

Si le gestionnaire d'une place de marché en ligne agit également comme producteur d'EEE, il est également soumis au régime de responsabilité élargie des producteurs de produits applicable en vertu du décret « Déchets » et du présent arrêté.

§ 2. Sur demande du gestionnaire de la place de marché en ligne, le producteur d'EEE qui vend un EEE à distance en Belgique par l'intermédiaire d'une place de marché en ligne transmet une preuve écrite de la réalisation d'un plan stratégique individuel approuvé par l'administration ou le cas échéant de son affiliation à un organisme agréé lors de son enregistrement auprès dudit gestionnaire.

À défaut pour le gestionnaire de la place de marché de détenir la preuve visée à l'alinéa 1^{er}, il refuse l'accès audit producteur ou le cas échéant, il remplit en son nom et pour son compte les obligations découlant de la responsabilité élargie des producteurs d'EEE pour le compte de ce producteur.

§ 3. Le gestionnaire d'une place de marché en ligne fournit chaque année à l'administration, au plus tard le 1^{er} mars, la liste de tous les producteurs d'EEE qui ont conclu des contrats à distance avec des consommateurs sur le territoire, au cours de l'année précédente sur sa place de marché en ligne ainsi que la date d'approbation de leur plan stratégique individuel par l'administration ou de leur affiliation à un organisme agréé.

Section 2. — Mandataires

Art. 68. Tout producteur d'EEE établi dans un autre État membre peut désigner, par dérogation à l'article 123 § 1^{er}, 1^o, a) à c) et § 2, alinéa 4, du décret « Déchets », une personne physique ou morale établie sur le territoire en tant que mandataire chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent audit producteur d'EEE en vertu du décret « Déchets » et du présent arrêté.

Tout producteur d'EEE, tel que défini à l'article 123 § 1^{er}, 25^o, d), et § 2, alinéa 4, du décret « Déchets », établi sur le territoire, qui vend des EEE dans un autre État membre dans lequel il n'est pas établi, désigne un mandataire dans ledit État membre chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent audit producteur d'EEE sur le territoire de cet État membre en vertu de la législation qui y est applicable.

Le mandataire est désigné par mandat écrit.

Le mandataire tient toutes les informations relatives à l'exécution des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE de son mandant à la disposition de l'administration.

Section 3. — Dispositions applicables uniquement aux organismes agréés en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE

Sous-section 1^{re}. — Dispositions introductives

Art. 69. Les dispositions de la présente section complètent les dispositions du chapitre 1^{er} du présent titre.

L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE exécute les obligations qui lui ont été confiées par les producteurs d'EEE via un agrément délivré conformément au décret « Déchets » et au présent arrêté.

Sous-section 2. — Modalités de concertation et de suivi avec les parties prenantes

Art. 70. § 1^{er}. Il est institué un comité de suivi de l'agrément qui se compose au moins :

- 1^o d'un représentant du ministre ayant la politique de l'Environnement dans ses attributions;
- 2^o de deux représentants de l'administration;
- 3^o de deux représentants de l'organisme agréé.

Des experts peuvent être invités par le comité de suivi selon l'ordre du jour.

§ 2. Le comité de suivi se réunit dans les locaux et à l'initiative de l'administration au moins une fois par an ou sur demande des représentants du comité de suivi.

L'administration établit l'ordre du jour.

Au moins les sujets suivants sont soumis au comité de suivi par l'organisme agréé :

- 1^o les informations à fournir sur l'exécution de l'obligation de rapportage qui le concerne;
- 2^o l'exécution de l'agrément et du plan annuel d'exécution.

L'organisme agréé peut présenter au comité de suivi tous les éléments qui sont soumis à l'approbation ou à l'avis de l'administration.

Art. 71. L'administration tient un rôle d'observateur au conseil d'administration et à l'assemblée générale de l'organisme agréé. L'administration est invitée en temps utile à participer aux réunions organisées par l'organisme agréé.

Art. 72. Lorsque l'organisme agréé conclut lui-même des contrats relatifs à la collecte, au tri, au prétraitement, au traitement ou au recyclage des DEEE dans le cadre du régime de responsabilité élargie des producteurs d'EEE, ces contrats sont conclus par l'organisme agréé sur la base préalable d'un cahier des charges et d'une procédure d'appel au marché.

Pour l'élaboration des cahiers des charges et de la procédure d'appel au marché, l'organisme agréé consulte les fédérations représentant les entreprises de gestion des DEEE et les fédérations des entreprises de l'économie sociale actives dans le réemploi et la préparation en vue du réemploi lorsqu'elles sont concernées.

Sous-section 3. — Collaboration entre un producteur d'équipements électriques et électroniques et un organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE

Art. 73. § 1^{er}. Le contrat d'adhésion visé à l'article 127, § 2, 2^o, et à l'article 160, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret « Déchets », comprend les mesures nécessaires garantissant le financement de l'exécution des obligations des producteurs d'EEE en matière de responsabilité élargie d'EEE qui ont été mis sur le marché pendant la durée du contrat d'adhésion.

§ 2. Tout contrat d'adhésion peut rétroagir, à l'exception des années civiles pour lesquelles le producteur d'EEE concerné :

1° n'a pas mis d'EEE sur le marché;

2° établit qu'il a rempli ses obligations en matière de responsabilité élargie;

3° a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou par une décision administrative définitive imposant une ou plusieurs sanctions administratives, pour au moins une infraction au titre 2 du décret « Déchets ».

En cas d'adhésion rétroactive, l'organisme agréé peut imposer des intérêts de retard pour les années civiles précédant l'année d'adhésion, équivalents à la somme qui serait due si un intérêt calculé au taux légal était appliqué aux cotisations rétroactives.

§ 3. Le producteur d'EEE adhérent peut demander à l'organisme agréé le remboursement de la cotisation qu'il a versé correspondant à la quantité d'EEE mise sur le marché et pour laquelle une cotisation a déjà été payée par un autre producteur d'EEE adhérent.

Le producteur d'EEE adhérent demandant le remboursement est en mesure de démontrer à l'organisme agréé :

1° qu'il a payé une cotisation lors de la mise sur le marché ou lors de l'achat des EEE concernés ; et;

2° que lesdits EEE ont été exportés ou réexportés notamment au moyen de documents de transport ou de factures.

Art. 74. § 1^{er}. Le modèle du contrat-type visé dans la présente sous-section est annexé à toute demande d'agrément conformément au titre 2 du décret « Déchets ».

§ 2. Toute modification du modèle de contrat d'adhésion est préalablement soumise pour approbation à l'administration.

L'organisme agréé introduit la demande de modification du modèle de contrat d'adhésion auprès de l'administration conformément aux articles 180 et 182 du décret « Déchets ».

L'administration notifie sa décision statuant sur l'approbation ou le refus de la demande de modification du modèle de contrat d'adhésion au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception de ladite demande de modification.

Au terme du délai prévu à l'alinéa 3, du présent paragraphe, à défaut d'envoi de la décision de l'administration statuant sur l'approbation ou le refus de la demande de modification au demandeur, ladite demande est réputée refusée de plein droit.

Sous-section 4. — Collaboration avec les entreprises d'économie sociale

Art. 75. Lorsque les DEEE sont des déchets d'origine domestique, le producteur d'EEE peut conclure un contrat-type avec une entreprise d'économie sociale.

Art. 76. Tout contrat-type visé dans la présente sous-section contient au moins :

1° les objectifs et enjeux de cette collaboration;

2° les types de DEEE et d'EEE concernés;

3° les modalités de collecte et de prise en charge des DEEE d'origine domestique;

4° les modalités d'accès au gisement des DEEE à préparer en vue de leur réemploi;

5° les modalités de stockage et de transport préservant les DEEE afin de maintenir leur potentiel de préparation en vue de leur réemploi ; les modalités de tri des DEEE pour leur préparation en vue de leur réemploi;

6° les modalités d'organisation de l'enlèvement des DEEE ainsi que la vente des EEE réemployés par l'entreprise d'économie sociale;

7° les modalités d'information afin d'assurer la formation du personnel du centre de réemploi et du personnel impliqué dans la collecte;

8° les modalités d'enregistrement et de suivi de la demande d'enlèvement;

9° les modalités de rémunération des coûts des services prestés notamment pour la collecte, le tri, la préparation en vue du réemploi et le rapportage;

10° l'organisation et le financement d'une campagne d'information annuelle vers les différents public-cibles tels que les particuliers, les détaillants ou les professionnels, en faveur du réemploi via les entreprises d'économie sociale;

11° l'organisation d'au moins une réunion annuelle d'évaluation, de coordination et d'adaptation des mesures prises en faveur de la préparation en vue du réemploi;

12° les actions spécifiques visant à favoriser la prévention, le tri, en vue de la préparation au réemploi, le réemploi et le recyclage des DEEE dans les PME et TPE;

13° les dispositions visant à favoriser l'emploi local et les filières courtes de traitement pour la préparation en vue du réemploi et le réemploi.

Art. 77. § 1^{er}. Le modèle du contrat-type visé dans la présente sous-section est annexé à toute demande d'agrément conformément au titre 2 du décret « Déchets ».

§ 2. Toute modification du contrat-type visé dans la présente sous-section est soumise pour approbation à l'administration.

La demande de modification du modèle de contrat-type est introduite auprès de l'administration conformément aux articles 180 et 182 du décret « Déchets ».

L'administration notifie la décision d'approbation ou de refus de la demande de modification au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception de ladite demande.

Au terme du délai prévu à l'alinéa 3, du présent article, à défaut d'envoi de la décision de l'administration, la demande de modification est réputée refusée de plein droit.

Sous-section 5. — Collaboration avec les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers

Art. 78. À l'exception des déchets de panneaux photovoltaïques, lorsque les DEEE sont des déchets d'origine domestique, l'organisme agréé conclut un contrat-type avec les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers.

Art. 79. Tout contrat-type visé dans la présente sous-section contient au moins :

1° les modalités de collecte des DEEE d'origine domestique et de prise en charge de la totalité desdits déchets collectés;

2° les modalités d'accès et de dépôt gratuit des DEEE;

3° les possibilités offertes aux détaillants et entreprises de déposer gratuitement certaines quantités de DEEE dans certains parcs à conteneurs;

4° la fréquence et le mode de collecte des DEEE dans les points de collecte;

5° les conditions techniques minimales pour le stockage des DEEE;

6° la mise à disposition par les organismes agréés, des conteneurs et récipients nécessaires pour le stockage provisoire des DEEE collectés;

7° les dispositions destinées à prévenir, réparer ou indemniser les actes de vandalisme directement liés à la collecte des DEEE;

8° les modalités d'intervention découlant des mesures de prévention;

9° l'organisation de campagnes d'information auprès des ménages, telles que visées à l'article 136 du décret « Déchets » assurant la promotion des parcs à conteneurs;

10° les modalités de transmission des données utiles pour la collaboration avec les personnes morales de droit public responsables de la collecte des DEEE ménagers;

11° les modalités de formation des préposés des parcs à conteneurs en matière d'identification et de gestion sécuritaire des DEEE, par exemple pour les DEEE qui contiennent des batteries intégrées.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les modalités d'accès et de dépôt visées garantissent qu'aucun système de points, de quotas, de restrictions d'accès ou de conditions équivalentes ne sont mises en œuvre.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 8°, les modalités d'intervention concernent par exemple la communication vers les usagers des parcs à conteneurs. Elles assurent la qualité des déchets et la sécurité des personnes durant les opérations de gestion des déchets.

Art. 80. § 1^{er}. Le modèle de contrat-type visé dans la présente sous-section est annexé à toute demande d'agrément.

§ 2. Toute modification du contrat-type visé dans la présente sous-section est soumise à l'approbation de l'administration.

La demande de modification du modèle de contrat-type est introduite auprès de l'administration conformément aux articles 180 et 182 du décret « Déchets ».

L'administration notifie la décision d'approbation ou de refus de la demande de modification au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception de ladite demande.

Au terme du délai prévu à l'alinéa 3, du présent article, à défaut d'envoi de la décision de l'administration, la demande de modification est réputée refusée de plein droit.

Art. 81. Chaque personne morale de droit public responsable de la collecte des DEEE ménagers communique annuellement à l'organisme agréé les données statistiques relatives aux collectes sélectives des DEEE dans les parcs à conteneurs et autres sites de collecte, ainsi que les éventuelles collectes en porte-à-porte.

Lorsque la personne morale visée à l'alinéa 1^{er} réalise également le tri ou le traitement desdits déchets dans le cadre d'un contrat conclu avec le producteur d'EEE ou l'organisme agréé concerné, elle transmet également annuellement audit producteur ou audit organisme agréé les données statistiques relatives au tri ou au traitement des DEEE visés par ledit contrat.

Sous-section 6. — Collaboration avec les acteurs intervenants dans un système de collecte et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine industrielle

Art. 82. L'organisme agréé conclut un contrat avec les acteurs intervenant dans le système de collecte, de tri, de prétraitement et de traitement des DEEE d'origine industrielle et contient au moins :

- 1° une description des modalités de l'acquittement des obligations en matière de responsabilité élargie le concernant;
- 2° les modalités de collaboration avec les acteurs intervenant dans le système de collecte et de traitement en ce compris la fourniture des informations adéquates;
- 3° les mesures, en ce compris les normes techniques, afférentes au traitement conformément à la législation et à la réglementation environnementale en vigueur, des DEEE collectés notamment la série CENELEC et la norme EN 50614;
- 4° une description de la manière dont l'organisme agréé intervient forfaitairement dans les frais de prévention, de collecte sélective, de préparation en vue du réemploi, de réemploi, de recyclage, de valorisation des DEEE;
- 5° les actions spécifiques visant à favoriser la prévention, le tri, en vue de la préparation au réemploi, le réemploi et le recyclage des DEEE dans les PME et TPE;
- 6° les dispositions prises visant à favoriser l'emploi local et les filières courtes de traitement pour la préparation en vue du réemploi, le réemploi, recyclage et toute autre valorisation des DEEE;
- 7° les modalités de prise en charge des coûts afférents à la communication des données ainsi que les coûts des audits nécessaires pour la certification des données.

Sous-section 7. — Attribution de marchés

Art. 83. § 1^{er}. L'attribution des contrats relatifs à la collecte, au transport et au traitement des DEEE d'origine domestique s'effectue sur la base de cahiers des charges et dans le respect des articles 164 à 172 du décret « Déchets ».

L'organisme agréé applique les dispositions suivantes :

- 1° les contrats sont passés suivant les principes d'une procédure d'appel d'offres restreint, comprenant une phase de sélection des candidatures sur la base de critères objectifs et transparents, suivie d'une phase de remise d'offres par les seuls candidats retenus en fonction des critères prédéfinis;
- 2° la procédure de sélection et d'attribution des contrats est décrite dans un document établi par l'organisme agréé dans sa demande d'agrément et est accessible au public au moins en français;
- 3° le marché peut être constitué par lots;
- 4° les cahiers des charges retiennent comme critères d'attribution le prix, la valeur technique du contenu de l'offre en ce compris la performance environnementale de l'ensemble des prestations ainsi que la qualité du service ou le caractère innovant de l'offre;
- 5° lorsque l'administration demande un complément d'informations, le délai initial d'approbation qui est de soixante jours est prolongé d'un mois maximum à partir de la réception des informations sollicitées;
- 6° l'organisme agréé assure une publicité suffisante de ses appels d'offres par l'intermédiaire des fédérations sectorielles concernées;
- 7° l'organisme agréé prend les mesures nécessaires pour vérifier les capacités économiques, techniques et financières des candidats ainsi que la présence de toutes les autorisations légales requises en vue d'écarter les offres non conformes;
- 8° l'organisme agréé ne peut pas utiliser les informations reçues dans le cadre d'appels d'offres conformément à l'article 171 du décret « Déchets » du 9 mars 2023 à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont fournies;
- 9° l'attribution du contrat s'opère sur la base des critères et des modalités d'attribution déterminés par le cahier des charges, après vérification de l'aptitude des candidats conformément aux critères de sélection susmentionnés;
- 10° le choix des opérateurs est communiqué à l'administration pour avis, accompagné d'un rapport motivé et fondé sur les critères d'attribution du marché déterminés par le cahier des charges;
- 11° tout candidat peut prendre connaissance du rapport d'évaluation de son offre;
- 12° toute modification significative des conditions des contrats conclus est approuvée préalablement par l'administration;
- 13° en cas de conflit d'intérêt dans le chef d'une personne liée à l'organisme agréé tel que décrit à l'article 166 du décret « Déchets », la procédure d'attribution du marché est nulle de plein droit.

§ 2. Concernant le paragraphe 1^{er}, 2°, le document précise :

- 1° les critères minimaux de sélection pour la capacité économique, technique et financière des candidats ainsi que les critères d'exclusion;
- 2° la répartition du marché;
- 3° les délais de remise des candidatures et des offres;
- 4° les modalités de publicité;
- 5° les attestations et documents-types requis;
- 6° la pondération des critères et sous-critères d'attribution;
- 7° les modalités d'examen des candidatures et des offres, d'examen des critères de sélection qualitatives et le rôle du rapport d'expert externe;

8° les modalités de traitement des candidatures et des offres dont

- a) la régularité de la candidature;
- b) la date de dépôt de candidature; et;
- c) le rôle du comité de sélection des offres;

9° la communication de la sélection aux candidats et les modalités de communication de la motivation de l'attribution du marché avec l'accès éventuel au rapport d'expert externe;

10° toute autre information jugée pertinente par l'organisme agréé.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 3°, la répartition éventuelle du marché entre deux ou plusieurs candidats est annoncée dans les avis de marché et le cahier des charges de sorte que chacun dispose de tous les éléments nécessaires à l'établissement des offres tenant compte des clés de répartition.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 4°, les cahiers des charges sont approuvés par l'administration et précisent la pondération des critères, le prix comptant pour cinquante pour cent maximum, et la valeur technique et la performance environnementale pour trente pour cent minimum.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 6°, l'organisme agréé assure à ses appels d'offres une publicité adéquate par la diffusion des caractéristiques essentielles du marché et une description de la procédure d'attribution. Il s'assure que tout candidat potentiel dispose des renseignements utiles et identiques pour présenter sa candidature et pour élaborer son offre. A cet effet, des informations complémentaires communiquées à un candidat après la communication du cahier des charges, sont communiquées aux autres candidats si ces renseignements sont essentiels pour l'élaboration des offres ou concernent une interprétation du cahier des charges.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 10°, le contrat est attribué au candidat qui a remis l'offre régulière la plus intéressante.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 11°, le rapport motivé contient :

- 1° l'évaluation des processus de traitement par un expert externe;
- 2° le score attribué pour chaque critère et sous-critère d'attribution annexé de sa justification et des modalités de calcul.

Art. 84. Les cahiers des charges tiennent compte de l'emploi social ainsi que les critères innovants tels que le recours au transport ferroviaire ou fluvial pour diminuer l'impact des transports.

Art. 85. La valeur technique de l'offre tient compte de la hiérarchie des déchets, telle que visé à l'article 6 du décret « Déchets ». La cotation des offres tient également compte de la qualité du traitement, de l'efficacité énergétique et de la minimisation des déchets résiduels à éliminer.

Pour la qualité du traitement, les sous critères suivants sont prévus :

- 1° la contrôlabilité du processus, des résultats et des procédures pour assurer cette contrôlabilité ;
- 2° la continuité du contrat et la garantie de son exécution ;
- 3° la fluidité des opérations de traitement.

Art. 86. La procédure d'attribution détaillée est conforme aux articles 162 à 172 du décret « Déchets » et fait partie intégrante de la demande d'agrément. Toute modification est soumise à l'approbation de l'administration.

En cas de marché passé par lot, les offres remises pour chaque lot sont analysées et cotées indépendamment des offres remises pour les autres lots. Le classement des offres se fait lot par lot.

Art. 87. L'administration reçoit les rapports de chaque étape importante de la procédure d'attribution des contrats, prise de connaissance des candidatures, prise de connaissance des offres, évaluation finale des offres et attribution des marchés, établis par l'organisme agréé et vérifie que la concurrence n'est pas faussée.

Art. 88. L'administration émet, avant l'attribution des contrats, un avis sur le respect de la procédure telle que décrite à l'article 84 et sur le rapport d'attribution du marché. En cas d'avis défavorable et si l'organisme agréé s'écarte de l'avis de l'administration, il doit le motiver. Par ailleurs, dans ce cas, l'avis est notifié au comité de suivi de l'agrément visé à l'article 71.

Art. 89. L'organisme agréé assure la gestion des déchets en favorisant l'emploi local et le principe de proximité qui implique le choix des installations appropriées les plus proches, au moyen des méthodes et technologies les plus adaptées, afin d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé publique.

Sous-section 8. — Registre des producteurs d'équipements électriques et électroniques

Art. 90. § 1^{er}. L'organisme agréé établit un registre des producteurs d'EEE qui lui ont confié l'exécution des obligations visées dans le présent titre, y compris des producteurs d'EEE qui fournissent des EEE par des moyens de vente à distance.

Ce registre est utilisé pour contrôler le respect des obligations énoncées par le présent arrêté.

Les producteurs d'EEE qui fournissent des EEE par des moyens de vente à distance sont établis dans l'Etat membre dans lequel ils vendent. Lorsque ces producteurs d'EEE ne sont pas établis dans l'Etat membre dans lequel ils vendent, ils sont enregistrés par l'intermédiaire de leurs mandataires tels que visés à l'article 69.

§ 2. Tout producteur d'EEE, ou tout mandataire, lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 69, est dûment enregistré dans le registre des producteurs d'EEE. À cet égard :

1° tout producteur d'EEE, ou tout mandataire, lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 69, a la possibilité de faire figurer, en ligne, dans le registre toutes les informations utiles, rendant compte des activités du producteur d'EEE en question sur le territoire de la Région wallonne;

2° lors de l'enregistrement, tout producteur d'EEE, ou tout mandataire lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 69, fournit les informations visées à l'annexe 5, A, et les met à jour, le cas échéant;

3° tout producteur d'EEE, ou tout mandataire lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 69, fournit les informations visées à l'annexe 5, partie B.

§ 3. Le registre des producteurs d'EEE est disponible sur au moins un site internet de l'organisme agréé.

Sous-section 9. — Obligations renforcées en matière de plan stratégique,
de financement de la gestion des DEEE et de la reprise des DEEE

Art. 91. Lorsque l'obligation de dresser un plan financier visée à l'article 52 est exécutée par l'organisme agréé, ledit plan est complété au moins des éléments suivants :

1° le budget annuel;

2° les éléments du calcul des cotisations et les modalités de révisions;

3° la stratégie en matière d'affectation des cotisations;

4° la stratégie en matière de provisions et réserves;

5° le mode de financement des pertes éventuelles;

6° le mode de financement de la gestion des DEEE dont le producteur n'est plus actif ou ne peut être identifié;

7° la politique d'investissement, les placements financiers devant être sécurisés et limitant les risques de pertes de capital;

8° le cas échéant, les dispositions prises en matière d'éco-modulation.

Art. 92. La cotisation environnementale destinée à couvrir les coûts relatifs à la mise en œuvre de l'obligation de reprise, visée à la section 6 du chapitre 1^{er} du présent titre, pour les déchets d'origine domestique et le cas échéant d'origine industrielle, est visible sur les factures entre les différents maillons de la chaîne de commercialisation. En ce qui concerne les EEE, ladite cotisation est précisée au point de vente vers le consommateur final.

Art. 93. L'organisme agréé respecte l'obligation de reprise, visée à la section 6 du chapitre 2 du présent titre, en fournissant les informations nécessaires à la formation des préposés des parcs à conteneurs en matière d'identification et de gestion sécuritaire des DEEE qui contiennent des batteries intégrées.

Art. 94. § 1^{er}. L'organisme agréé tend à ce que les quantités de DEEE préparées en vue de leur réemploi par les entreprises d'économie sociale augmentent d'un pourcentage fixé dans son agrément et durant toute la durée de celui-ci.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable aux déchets de panneaux photovoltaïques en raison des conditions du marché et de l'insuffisance des filières de préparation en vue du réemploi pour ce type de DEEE.

L'administration évalue lesdites conditions du marché et l'état desdites filières au moins une fois tous les trois ans. Sur la base de cette évaluation, le Gouvernement révisé le cas échéant le présent paragraphe.

Art. 95. L'organisme agréé assure la reprise des DEEE issus de catastrophes naturelles et accidentelles et reconnues comme telles par les autorités.

Sous-section 10. — Projets pilotes et études

Art. 96. Lorsque l'obligation de gestion est exécutée par l'organisme agréé, ledit organisme peut mettre en œuvre des projets pilotes visant à rechercher des scénarios alternatifs de collecte ou de traitement, favorables pour l'environnement et dans le respect de la hiérarchie des déchets telle que visée à l'article 6 du décret « Déchets ».

Les projets pilotes visés à l'alinéa 1^{er} ne portent pas préjudice aux missions des communes et des personnes morales de droit public et sont mis en œuvre pour une durée limitée visée à l'article 162, alinéa 3, du décret « Déchets ».

Art. 97. L'organisme agréé met en place une étude sur la réparation, le réemploi et la préparation en vue du réemploi qui recense les quantités réparées et réemployées par le producteur d'EEE, qu'elles aient été effectuées ou non sous garantie.

Art. 98. L'administration ou le Gouvernement sur recours administratif peut conditionner l'agrément à la réalisation par le demandeur d'agrément ou l'organisme agréé d'une étude portant sur les impacts liés à la présence de certaines substances toxiques dans les DEEE qui perturbent l'environnement et la santé humaine. L'administration ou le Gouvernement sur recours administratif selon le cas, précise le délai endéans lequel ladite étude est réalisée au cours de la durée de l'agrément.

TITRE 5. — *DISPOSITIONS DIVERSES*CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions administratives*

Art. 99. Le ministre peut arrêter tout formulaire inhérent à l'exécution du titre 2 du décret « Déchets » et du présent arrêté, notamment :

- 1° un formulaire de demande d'approbation de plan stratégique individuel;
- 2° un formulaire de demande d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs d'EEE;
- 3° un formulaire de demande d'approbation de plan annuel d'exécution;
- 4° un formulaire d'introduction de recours administratif.

Art. 100. L'administration est le responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle traite en application du présent arrêté, conformément à l'article 202, § 2, alinéa 1^{er}, du décret « Déchets ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 101. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), modifié en dernier lieu par un arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : les déchets d'équipements électriques et électroniques au sens de l'article 4, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente ;

2° équipements électriques et électroniques (EEE) : les équipements au sens de de l'article 4, § 1^{er}, 12°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente. ».

Art. 102. L'article 37 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les gaz préjudiciables à la couche d'ozone sont traités conformément au règlement (CE) numéro 1005/2009. Les gaz de refroidissement sont toujours mentionnés sur les équipements qui contiennent des CFC ou des HCFC. ».

Art. 103. Le chapitre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations, comportant les articles 96 à 108/3, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 2017, est abrogé.

Art. 104. Dans le même arrêté, les annexes IA à V, modifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 2017, sont abrogées.

CHAPITRE 3. — *Dispositions d'entrée en vigueur et exécutoire*

Art. 105. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 37 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

Art. 106. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

**ANNEXE 1. LISTE INDICATIVE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES RELEVANT
DES CATEGORIES ENUMEREES A L'ARTICLE 3, § 1^{er}, 1°****1° Gros équipements ménagers**

Gros équipements frigorifiques

Réfrigérateurs

Congélateurs

Autres gros équipements pour réfrigérer, conserver et entreposer les produits alimentaires

Lave-linge

Séchoirs

Lave-vaisselle

Cuisinières

Réchauds électriques

Plaques chauffantes électriques

Fours à micro-ondes

Autres gros équipements pour cuisiner et transformer les produits alimentaires

équipements de chauffage électriques

Radiateurs électriques

Autres gros équipements pour chauffer les pièces, les lits et les sièges

Ventilateurs électriques

Équipements de conditionnement d'air

Autres équipements pour la ventilation, la ventilation d'extraction et la climatisation

2° Petits équipements ménagers

Aspirateurs

Aspirateurs-balais

Autres équipements pour nettoyer

Équipement pour la couture, le tricot, le tissage et d'autres transformations des textiles

Fers à repasser et autres équipements pour le repassage, le calandrage et d'autres formes d'entretien des vêtements

Grille-pain

Friteuses

Moulins à café, machines à café et équipements pour ouvrir ou sceller des récipients ou pour emballer

Couteaux électriques

Équipements pour couper les cheveux, sèche-cheveux, brosses à dents, rasoirs, Équipements pour le massage et pour d'autres soins corporels

Réveils, montres et autres équipements destinés à mesurer, indiquer ou enregistrer le temps

Balances

3° Équipements informatiques et de télécommunications

Traitement centralisé des données :

Unités centrales

Mini-ordinateurs

Imprimantes

Informatique individuelle :

Ordinateurs individuels (unité centrale, souris, écran et clavier compris)

Ordinateurs portables (unité centrale, souris, écran et clavier compris)

Petits ordinateurs portables

Tablettes électroniques

Imprimantes

Photocopieuses

Machines à écrire électriques et électroniques

Calculatrices de poche et de bureau

et autres produits et équipements pour collecter, stocker, traiter, présenter ou communiquer des informations par des moyens électroniques

Terminaux et systèmes pour les utilisateurs

Télécopieurs (fax)

Télex

Téléphones

Téléphones payants

Téléphones sans fils

Téléphones cellulaires

Répondeurs

et autres produits ou équipements pour transmettre des sons, des images ou d'autres informations par télécommunication

4° Matériel grand public et panneaux photovoltaïques

Postes de radio

Postes de télévision

Caméscopes

Magnétoscopes

Chaînes haute fidélité

Amplificateurs

Instruments de musique

et autres produits ou équipements destinés à enregistrer ou à reproduire des sons ou des images, y compris des signaux ou d'autres technologies permettant de distribuer le son et l'image autrement que par télécommunication

Panneaux photovoltaïques

5° Matériel d'éclairage

Équipements d'éclairage pour tubes fluorescents, à l'exception des équipements d'éclairage domestiques

Tubes fluorescents rectilignes

Lampes fluorescentes compactes

Lampes à décharge à haute intensité, y compris les lampes à vapeur de sodium haute pression et les lampes à halogénures métalliques

Lampes à vapeur de sodium basse pression

Autres matériels d'éclairage ou équipements destinés à diffuser ou à contrôler la lumière, à l'exception des ampoules à filament

6° Outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes)

Foreuses

Scies et tronçonneuses

Machines à coudre

Équipements pour le tournage, le fraisage, le ponçage, le meulage, le sciage, la coupe, le cisaillement, le perçage, la perforation de trous, le poinçonnage, le repliage, le cintrage ou d'autres transformations du bois, du métal et d'autres matériaux

Outils pour river, clouer ou visser ou retirer des rivets, des clous, des vis ou pour des utilisations similaires

Outils pour souder, braser ou pour des utilisations similaires

Équipements pour la pulvérisation, l'étendage, la dispersion ou d'autres traitements de substances liquides ou gazeuses par d'autres moyens

Outils pour tondre ou pour d'autres activités de jardinage

7° Jouets, équipements de loisir et de sport

Trains ou voitures de course miniatures

Consoles de jeux vidéo portables

Jeux vidéo

Ordinateurs pour le cyclisme, la plongée sous-marine, la course, l'aviron, etc.

Équipements de sport comportant des composants électriques ou électroniques Machines à sous

8° Dispositifs médicaux (à l'exception de tous les produits implantés ou infectés)

Matériel de radiothérapie

Matériel de cardiologie

Dialyseurs

Ventilateurs pulmonaires

Matériel de médecine nucléaire

Équipements de laboratoire pour diagnostics in vitro

Analyseurs

Équipements frigorifiques

Tests de fécondation

Autres équipements pour détecter, prévenir, surveiller, traiter, soulager les maladies, les blessures ou les incapacités

9° Instruments de surveillance et de contrôle

Détecteurs de fumée

Régulateurs de chaleur

Thermostats

Équipements de mesure, de pesée ou de réglage pour les ménages ou utilisés comme équipement de laboratoire

Autres instruments de surveillance et de contrôle utilisés dans des installations industrielles (par exemple, dans les panneaux de contrôle)

10° Distributeurs automatiques

Distributeurs automatiques de boissons chaudes

Distributeurs automatiques de bouteilles ou canettes, chaudes ou froides

Distributeurs automatiques de produits solides

Distributeurs automatiques d'argent

Tous les équipements qui fournissent automatiquement toutes sortes de produits

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente.

Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

ANNEXE 2. LISTE NON EXHAUSTIVE DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES RELEVANT DES CATÉGORIES ÉNUMÉRÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 1^{ER}, 2°**1° Équipements d'échange thermique**

Réfrigérateurs, congélateurs, distributeurs automatiques de produits froids, équipements de conditionnement d'air, déshumidificateurs, pompes à chaleur, radiateurs à bain d'huile et autres équipements d'échange thermique fonctionnant avec des fluides autres que l'eau pour l'échange thermique.

2° Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés

Écrans, télévisions, cadres photo LCD, moniteurs, ordinateurs portables, petits ordinateurs portables.

3° Lampes

Tubes fluorescents rectilignes, lampes fluorescentes compactes, lampes fluorescentes, lampes à décharge à haute intensité, y compris les lampes à vapeur de sodium haute pression et les lampes à halogénures métalliques, lampes à vapeur de sodium basse pression, LED.

4° Gros équipements

Lave-linge, séchoirs, lave-vaisselle, cuisinières, réchauds électriques, plaques chauffantes électriques, luminaires, équipements destinés à reproduire des sons ou des images, équipements musicaux (à l'exclusion des orgues d'église), équipements pour le tricot et le tissage, grosses unités centrales, grosses imprimantes, photocopieuses, grosses machines à sous, gros dispositifs médicaux, gros instruments de surveillance et de contrôle, gros distributeurs automatiques de produits et d'argent, panneaux photovoltaïques.

5° Petits équipements

Aspirateurs, aspirateurs-balais, équipements pour la couture, luminaires, fours à micro-ondes, ventilateurs, fers à repasser, grille-pain, couteaux électriques, bouilloires électriques, réveils et montres, rasoirs électriques, balances, équipements pour les soins des cheveux et du corps, calculatrices, postes de radio, caméscopes, magnétoscopes, chaînes haute-fidélité, instruments de musique, équipements destinés à reproduire des sons ou des images, jouets électriques et électroniques, équipements de sport, ordinateurs pour le cyclisme, la plongée sous-marine, la course à pied, l'aviron, etc., détecteurs de fumée, régulateurs de chaleur, thermostats, petits outils électriques et électroniques, petits dispositifs médicaux, petits instruments de surveillance et de contrôle, petits distributeurs automatiques de produits, petits équipements avec cellules photovoltaïques intégrées.

6° Petits équipements informatiques et de télécommunications (dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à cinquante centimètres)

Téléphones portables, GPS, calculatrices de poche, routeurs, ordinateurs individuels, imprimantes, téléphones.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

ANNEXE 3. PRÉPARATION EN VUE DU RÉEMPLOI DE CERTAINS DEEE**1. Label énergétique**

Seuls les équipements disposant d'un label énergétique, au moins équivalent au label minimum admis pour la mise sur le marché d'un EEE neuf correspondant, peuvent être préparés en vue de leur réemploi.

Afin de vérifier le label énergétique de l'équipement, une base de données peut être utilisée. Si l'équipement n'y est pas repris, ou si l'utilisation d'une telle base de données est impossible, la consommation énergétique est mesurée sur la base d'une procédure de test documentée approuvée par l'administration.

Un label énergétique minimum est encouragé pour les catégories suivantes d'équipements :

- 1° frigo, surgélateurs : label énergétique A ;
- 2° machines à laver, lave-vaisselles : label énergétique B ;
- 3° équipements mobiles d'air conditionné, sèche-linge : label énergétique C.

2. Tests de fonctionnalité**2.1. Matériel ICT**

Le matériel ICT répond aux conditions et tests suivants :

1° Power on self test, en abrégé « POST » : le POST consiste en une série de tests qu'un ordinateur ou un dispositif connexe exécute lorsqu'il est allumé. Il est exécuté par le BIOS et contrôle le fonctionnement de la RAM, la carte graphique, les disques durs, le clavier et les autres hardwares. Si le test est positif, la procédure d'allumage est poursuivie ;

- 2° le clavier et la souris sont entiers et fonctionnels ;
- 3° les câbles et prises sont entiers et fonctionnels ;
- 4° l'écran est fonctionnel : bonne image, pas de dégâts, câbles présents ;
- 5° le test d'impression de l'imprimante est positif ;
- 6° les pièces détachées sont fonctionnelles et testées comme pièces d'ordinateur ;
- 7° l'ordinateur portable dispose d'un adaptateur d'origine, intact et fonctionnant correctement ;
- 8° la batterie est fonctionnelle et rechargeable ;
- 9° l'ordinateur portable peut fonctionner au minimum une demi-heure sur la batterie.

Lors de la préparation en vue du réemploi des équipements ICT, les opérateurs de gestion suppriment toutes les données à caractère personnel ainsi que les logiciels non transférables protégés par copyright, sur la base d'une procédure documentée pour la suppression des logiciels. Un nouveau logiciel est installé s'il a une licence.

2.2. Téléphones portables

Les téléphones portables répondent aux conditions et tests suivants :

- 1° le test de la réponse ;
- 2° le test du microphone et haut-parleur : son clair, pas de déformation, le niveau sonore d'entrée est égal au niveau sonore de sortie ;
- 3° le test de l'écran et du clavier : chaque bouton est fonctionnel, l'écran est clair et chaque bouton du clavier apparaît à l'écran ;
- 4° le test de la batterie : la batterie est chargée et sa fonctionnalité est testée à l'aide d'un voltmètre. La batterie conserve un minimum de charge (au minimum 80 pour cent). Son circuit de protection est présent et fonctionnel.

2.3. Les frigos et surgélateurs ménagers

Les frigos et surgélateurs ménagers répondent aux conditions suivantes :

1° les frigos : ils refroidissent au moins jusqu'à cinq degrés Celsius ;

2° les surgélateurs : ils refroidissent au moins jusqu'à :

a) moins six degrés Celsius pour les surgélateurs à une étoile ;

b) moins douze degrés Celsius pour les surgélateurs à deux étoiles ;

c) moins dix-huit degrés Celsius pour les surgélateurs à trois étoiles.

3. Exigences spécifiques à certains types d'EEE réemployés

1° Réfrigérateurs, surgélateurs et systèmes d'air conditionné mobiles :

(1) l'isolation est complète et intacte ;

(2) il n'y pas ou peu de rouille ;

(3) il n'y pas ou peu de dégâts cosmétiques ;

(4) présence de CFC/HCFC : les équipements qui contiennent l'une des substances régulées par le règlement (CE) numéro 1005/2009 ne peuvent être réemployés. Les équipements qui ne mentionnent pas les gaz de refroidissement qu'ils contiennent ne peuvent être réemployés ;

2° fours à micro-ondes : le four à micro-ondes ne présente aucune perte de rayonnement ;

3° lave-linge, lave-vaisselle, séchoirs : les résistances des équipements doivent être détartrées ;

4° pour les PC : au minimum processeur : Pentium III, 1,6 GHz.

5° pour les panneaux photovoltaïques :

(1) il est tenu compte d'un taux de dégradation de soixante pourcents de la capacité de production théorique d'origine pour qu'un panneau photovoltaïque soit fonctionnel ;

(2) la sécurité de chaque panneau photovoltaïque est testée selon l'essai d'isolation MST 16 (IEC 61730-2), qui vérifie que les propriétés d'isolation des surfaces intérieures de la production sont conformes aux exigences de l'Union Européenne, et selon l'essai de courant de fuite par voie humide MST 17 (IEC 61730-2), qui vérifie que les propriétés d'isolation des surfaces extérieures des panneaux solaires photovoltaïques sont conformes aux exigences de sécurité électrique. La résistance d'isolement doit être d'au moins $40 \text{ M}\Omega \cdot \text{m}^2$, ce qui correspond à une résistance d'isolement de $25 \text{ M}\Omega$ pour un module de $1,6 \text{ m}^2$;

(3) le panneau photovoltaïque répond au moins aux conditions suivantes :

- le verre frontal ne présente aucun dommage et pas de décoloration. De légères rayures superficielles sont autorisées ;

- le cadre est complet. Une corrosion et une décoloration mineures sont autorisées ;

- l'aspect et la texture de la feuille arrière (polymère) ne sont pas endommagés en ce que le panneau ne présente pas de décoloration, pas de délamination pas de fissures, ni de cravage. Ne sont pas pris en compte les marques, rayures ou de brûlures superficielles ou encore de bulles avec une dimension de moins de cinq millimètres ou moins d'un pourcent de la surface de bulle accumulée ;

- les fils et connecteurs ne présentent pas de rouille ;

- les adhésifs et les joints de la boîte de jonction sont fixés ;

- les cellules de silicium interne et l'encapsulation ne présentent pas de fissures dans les cellules, pas de cellules cassées, pas de trainées d'escargots, pas de décoloration, pas de décollement de l'encapsulation, pas d'humidité et la barre omnibus et l'interconnexion des cordes sont en bon état.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2026 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente

Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,

Y. COPPIETERS

ANNEXE 4. SYMBOLE POUR LE MARQUAGE DES EEE

Le symbole indiquant que les EEE font l'objet d'une collecte sélective représente une poubelle sur roues barrée d'une croix, comme ci-dessous. Ce symbole est apposé d'une manière visible, lisible et indélébile.



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 206 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente
Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

ANNEXE 5. INFORMATIONS AUX FINS DE L'ENREGISTREMENT ET DE LA DÉCLARATION VISÉS À L'ARTICLE 91**A. Informations à fournir lors de l'enregistrement**

1. nom et adresse du producteur d'EEE ou nom et adresse du mandataire lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 69 (code postal et localité, rue et numéro, pays, numéros de téléphone et de télécopieur, adresse de courrier électronique, ainsi que personne de contact). Dans le cas d'un mandataire, tel que défini à l'article 69, également les coordonnées du producteur d'EEE qu'il représente ;

2. numéro d'identification national du producteur d'EEE, y compris numéro d'identification fiscal européen ou national ;

3. catégorie de l'EEE visée à l'article 3 selon le cas ;

4. type d'EEE (d'origine domestique ou destinés à des utilisateurs industriels) ;

5. dénomination commerciale de l'EEE ;

6. informations relatives à la manière dont le producteur d'EEE assume ses responsabilités : dans le cadre d'un système individuel ou collectif, y compris informations sur les garanties financières ;

7. méthode de vente utilisée (par exemple, vente à distance) ;

8. déclaration certifiant que les informations fournies sont conformes à la réalité.

B. Informations à fournir lors de la déclaration

1. numéro d'identification national du producteur d'EEE ;

2. période couverte par le rapport ;

3. catégorie de l'EEE visée l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1^o, ou 2^o, selon le cas ;

4. quantité d'EEE mis sur le marché national, exprimée en poids ;

5. quantité, exprimée en poids, de DEEE collectés sélectivement, recyclés (y compris préparés en vue du réemploi), valorisés et éliminés dans l'État membre concerné ou transférés à l'intérieur ou hors du territoire de l'Union européenne.

Concernant les informations visées aux points 4 et 5 du point B, celles-ci sont fournies par catégorie d'EEE.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 206 relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de produits y afférente
Namur, le 16 juillet 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
Y. COPPIETERS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/006602]

16. JULI 2026 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2024/573 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Februar 2024 über fluoridierte Treibhausgase, zur Änderung der Richtlinie (EU) 2019/1937 und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 517/2014, Artikel 9;

Aufgrund des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit, abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2024, Artikel 5 § 2 Absatz 1, Artikel 6 § 2, Artikel 22 § 1 Ziffer 1, Ziffer 3, Buchstaben d) und e), Ziffer 6, Ziffer 8 und Ziffer 9, Artikel 38 § 1, Artikel 42, Artikel 49, Artikel 52, Artikel 60 § 1, Artikel 70 § 1, Artikel 124 § 1 Ziffer 2 und § 2 Absatz 1 Ziffer 3, Artikel 137 § 1 Absatz 1, Artikel 144 § 1, Artikel 154, Artikel 160 § 5, Artikel 161 § 1 Absatz 2, Artikel 176 Ziffer 2 und Artikel 202;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 26. März 2026 mit verschiedenen Maßnahmen in den Bereichen Haushalt und Buchführung, Tierschutz, lokale Behörden, Raumordnung, Mobilität, Wirtschaft, Beschäftigung, Ausbildung, Umwelt, Klima, Tourismus, Kulturerbe sowie Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten, Artikel 4, 5, 7 und

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle;

Aufgrund der am 27. Januar 2026 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Union des villes et communes de Wallonie");

Aufgrund des Berichts vom 16. Juli 2025, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 24. März 2023 abgegebenen Standardstellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 1. Juni 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 79.238/17 des Staatsrats;

In Erwägung der am 28. Januar 2026 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt" Abteilung "Abfälle";

In Erwägung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, zuletzt geändert durch die Richtlinie (EU) 2025/1892 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. September 2025 zur Änderung der Richtlinie 2008/98/EG über Abfälle;

In Erwägung der Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (Neufassung), zuletzt geändert durch die Richtlinie (EU) 2024/884 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. März 2024 zur Änderung der Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

In Erwägung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt geändert durch das Dekret vom 29. April 2024 über die Beschleunigung des Einsatzes erneuerbarer Energien;

In Erwägung des am 16. September 1987 verabschiedeten Montrealer Protokolls über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

In Erwägung des am 11. Dezember 1997 verabschiedeten Protokolls von Kyoto zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen;

In Erwägung des am 10. Oktober 2013 verabschiedeten Minamata-Übereinkommens;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2024;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. November 2006 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von gefährlichen Abfällen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2022;

In der Erwägung, dass die oben genannte Richtlinie 2012/19/EU "zur Nachhaltigkeit von Produktion und Verbrauch sowie zur effizienten Ressourcennutzung und zur Rückgewinnung von wertvollen Sekundärrohstoffen beitragen (soll), indem vorrangig durch die Vermeidung von Abfällen von Elektro- und Elektronikgeräten und darüber hinaus durch Wiederverwendung, Recycling und andere Formen der Verwertung solcher Abfälle die zu beseitigende Abfallmenge reduziert wird." (6. Erwägungsgrund der genannten Richtlinie);

In der Erwägung, dass die Richtlinie auch darauf abzielt, "ferner die Umweltschutzleistung aller in den Lebenszyklus von Elektro- und Elektronikgeräten einbezogenen Beteiligten, z. B. der Hersteller, der Vertreiber und der Verbraucher, und insbesondere der unmittelbar mit der Sammlung und Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten befassten Beteiligten (zu) verbessern" (6. Erwägungsgrund der genannten Richtlinie);

In der Erwägung, dass das Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit (im Folgenden kurz als "Abfalldekret" bezeichnet) *ad hoc* Begriffe für verschiedene Abfallarten definiert hat;

In der Erwägung, dass sich die Begriffe "Haushaltsabfälle", "Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind" und "Gewerbeabfälle", wie sie in Titel 1 desselben Dekrets verwendet werden, auf den Ersterzeuger von Abfällen beziehen;

In der Erwägung, dass sich die Begriffe "Abfälle aus Haushalten" und "Abfälle industrieller Herkunft", wie sie in Titel 2 desselben Dekrets verwendet werden, auf die Art des betreffenden Abfalls beziehen;

In der Erwägung, dass durch die Einführung der oben genannten *ad hoc*-Begriffe Widersprüche zwischen den beiden Titeln des genannten Dekrets und dessen Durchführungsbestimmungen vermieden werden können;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das von den im Bereich der Abfallbewirtschaftung tätigen Betreibern bei ihren Vorbereitungsmaßnahmen im Hinblick auf die Wiederverwendung angewendet wird;

In der Erwägung, dass dieses Vorsorgeprinzip darin besteht, festzustellen, ob Elektro- und Elektronik-Altgeräte im Nachhinein, nach Durchführung geeigneter Maßnahmen im Hinblick auf die Vorbereitung zur Wiederverwendung, als wiederverwendete Elektro- und Elektronikgeräte eingestuft werden können;

In der Erwägung, dass die selektive Sammlung ein wesentlicher Bestandteil der Abfallbewirtschaftung ist und dass Elektro- und Elektronik-Altgeräte daher zunächst als Abfall und nicht als wiederverwendete Elektro- und Elektronikgeräte betrachtet werden;

In der Erwägung, dass unter der Verbringung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten die grenzüberschreitende Verbringung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten zu verstehen ist;

In der Erwägung, dass Anlass besteht, das Verantwortungsbewusstsein der Sektoren, die am Ursprung der Abfallerzeugung stehen, zu wecken;

In der Erwägung, dass einerseits die Vermeidung und die Wiederverwendung von Elektro- und Elektronikgeräten sowie andererseits die Vorbereitung zur Wiederverwendung, das Recycling und andere Formen der Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten gefördert werden sollten;

In der Erwägung, dass Artikel 21 des vorliegenden Erlasses, bei dem es sich um eine allgemeine Bestimmung handelt, die für alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte gilt, insbesondere in Verbindung mit Artikel 22 des vorliegenden Erlasses auszulegen ist;

In der Erwägung, dass dies für Abfälle aus Photovoltaikmodulen bedeutet, dass sich das in Artikel 21 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Verbot auf die Entsorgung ganzer Photovoltaikmodule bezieht, während der vorliegende Erlass vorschreibt, dass diese in Bestandteile zerlegt werden müssen, die je nach Fall gemäß den geltenden wallonischen Rechtsvorschriften und Regelungen verwertet oder entsorgt werden;

In der Erwägung, dass es dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten obliegt, die in Artikel 121 § 3 Absatz 1 Ziffer 1 und Ziffer 2 Buchstaben a) bis c), des "Abfalldekrets" genannten Verpflichtungen gemäß diesem Dekret und dem vorliegenden Erlass zu erfüllen;

In der Erwägung, dass der Hersteller die Möglichkeit hat, diese Verpflichtungen selbst zu erfüllen oder einer gemäß Artikel 127 Absatz 2 des "Abfalldekrets" zugelassenen Ste beizutreten;

In der Erwägung, dass unter dem Begriff "Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten" in Titel 4 des vorliegenden Erlasses der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder gegebenenfalls die von ihm angeschlossene zugelassene Stelle zu verstehen ist;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass den Rahmen für die erweiterte Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte festlegt, der für Abfälle aus Elektro- und Elektronikgeräten im Sinne und gemäß den Bestimmungen des "Abfalldekrets" gilt;

In der Erwägung, dass mit Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Frist von neun Monaten zu laufen beginnt, nach deren Ablauf zum einen jeder Produkthersteller, der seine Verpflichtungen individuell erfüllen möchte, verpflichtet ist, einen Antrag auf Genehmigung eines individuellen Strategieplans zu stellen, und zum anderen jede Organisation, die als Organisation für die erweiterte Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte im Bereich der Elektro- und Elektronikaltgeräte zugelassen werden möchte, verpflichtet ist, einen Zulassungsantrag zu stellen;

In der Erwägung, dass Elektro- und Elektronikgeräte, die der Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegen, integrierte Lithiumbatterien enthalten können;

In der Erwägung, dass in anderen Abfallströmen oder im Restmüll Brände oder Brandausbrüche festgestellt werden, die auf Fehler oder Versäumnisse bei der Sortierung durch den Endverbraucher zurückzuführen sind;

In der Erwägung, dass diese Brände sowohl für die körperliche Unversehrtheit und Gesundheit der Arbeitnehmer als auch für die der Bürger ein erhebliches Risiko darstellen und dass die Folgen für die Umwelt und die Funktionsfähigkeit der Abfallentsorgungs- und -aufbereitungsanlagen verheerend sind;

In der Erwägung, dass die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten Präventions- und Sensibilisierungsmaßnahmen entwickeln sollten, die speziell auf diese Problematik ausgerichtet sind;

In der Erwägung, dass der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten Maßnahmen ergreifen muss, die die Herstellung und das Inverkehrbringen von jenen Elektro- und Elektronikgeräten fördern, die für nachgelagerte Behandlungskreisläufe ein größeres Wiederverwendungspotenzial aufweisen;

In der Erwägung, dass der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten Maßnahmen ergreifen muss, die den Zugang für Sozialunternehmen oder für andere Akteure erleichtern, die im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten tätig sind;

In der Erwägung, dass bei Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus privaten Haushalten die Herstellerverantwortung zudem mit den Zuständigkeiten und Aufgaben der Gemeinden und der juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die für die Entsorgung von Haushaltsabfällen zuständig sind, in Einklang gebracht werden muss;

In der Erwägung, dass die Verpflichtungen, die sich aus der Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte ergeben, dem Ziel von allgemeinem Interesse der Wallonischen Region im Bereich des Umweltschutzes, der Abfallvermeidung und der Abfallbewirtschaftung dienen;

In Erwägung des in Artikel 7 § 3 des "Abfalldekreets" erwähnten Konzepts der Nähe;

In der Erwägung, dass der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten lokalen Bewirtschaftungsketten, lokalen Anlagen oder lokal eingestuftten Anlagen den größtmöglichen Vorrang einräumt;

In der Erwägung, dass die für die erweiterte Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte zugelassene Stelle die lokale Beschäftigung und den Grundsatz der Nähe fördert, der die Auswahl der am besten geeigneten Anlagen in unmittelbarer Nähe unter Einsatz der am besten geeigneten Methoden und Technologien vorsieht, um ein hohes Schutzniveau für die Umwelt und die öffentliche Gesundheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Begriffsbestimmungen des "Abfalldekreets" Anwendung finden;

In der weiteren Erwägung, dass der Begriff der besten verfügbaren Techniken im Sinne von Artikel 5 § 1 Ziffer 55 des "Abfalldekreets" zu verstehen ist, der seinerseits auf die Definition in Artikel 1 Ziffer 19 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verweist;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung den Begriff der besten verfügbaren Techniken als die wirksamste und fortgeschrittenste Entwicklungsstufe der Anlagen und Aktivitäten und deren Planungs-, Bau-, Betriebs-, Instandhaltungs- und Stilllegungsformen, die die praktische Eignung besonderer Techniken nachweist, grundsätzlich die Grundlage für Emissionsgrenzwerte und andere Betriebsbedingungen bilden, und die darauf abzielen, Emissionen und deren Auswirkungen auf die Umwelt insgesamt zu vermeiden und, falls sich dies als unmöglich erweist, diese allgemein zu verringern, unter der Bedingung, dass diese Techniken in einem Maßstab entwickelt werden, der es ermöglicht, sie in dem betreffenden Industriezweig unter wirtschaftlich und technisch vertretbaren Verhältnissen anzuwenden, unabhängig davon, ob diese Techniken im Gebiet der Region eingesetzt oder hergestellt werden, und dass sie zu vertretbaren Bedingungen zugänglich sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL 1 — EINLEITENDE BESTIMMUNGEN

KAPITEL 1 — Gegenstand und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (Neufassung), zuletzt geändert durch die Richtlinie (EU) 2024/884 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. März 2024, teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Mit dem vorliegenden Erlass werden Maßnahmen eingeführt, die darauf abzielen, die Umwelt und die menschliche Gesundheit zu schützen, indem schädliche Auswirkungen im Zusammenhang mit der Erzeugung und der Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten verhindert oder verringert werden, sowie die negativen Gesamtauswirkungen der Ressourcennutzung zu verringern und die Effizienz dieser Nutzung zu verbessern, gemäß den Artikeln 2 und 6 des "Abfalldekreets" und trägt damit zur nachhaltigen Entwicklung bei.

Art. 3 - § 1. Dieser Erlass gilt für Elektro- und Elektronikgeräte wie folgt:

1. vom 13. August 2012 bis zum 14. August 2018, vorbehaltlich Paragraf 3, für Elektro- und Elektronikgeräte der folgenden Kategorien:

- a) Haushaltsgroßgeräte;
- b) Haushaltskleingeräte;
- c) IT- und Telekommunikationsgeräte;
- d) Geräte der Unterhaltungselektronik und Photovoltaikmodule;
- e) Beleuchtungskörper
- f) Elektrische und elektronische Werkzeuge (mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge);
- g) Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte;
- h) Medizinische Geräte (mit Ausnahme aller implantierten und infektiösen Produkte);
- i) Überwachungs- und Kontrollinstrumente;
- j) Ausgabeautomaten;

2. ab dem 15. August 2018, vorbehaltlich der Paragraphen 3 und 4, für alle für Elektro- und Elektronikgeräte. Alle Elektro- und Elektronikgeräte werden in folgende Kategorien eingeteilt:

a) Wärmeüberträger;

b) Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als 100 cm² enthalten;

c) Lampen;

d) Großgeräte (eine der äußeren Abmessungen beträgt mehr als 50 cm), einschließlich unter anderem: Haushaltsgeräte; IT- und Telekommunikationsgeräte; Geräte der Unterhaltungselektronik; Leuchten, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung; elektrische und elektronische Werkzeuge; Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte; medizinische Geräte; Überwachungs- und Kontrollinstrumente; Ausgabeautomaten; Geräte zur Erzeugung elektrischer Ströme. In diese Kategorie fallen nicht die von den Kategorien a) bis c) erfassten Geräte;

e) Kleingeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als 50 cm), einschließlich unter anderem: Haushaltsgeräte; Geräte der Unterhaltungselektronik; Leuchten; Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung; elektrische und elektronische Werkzeuge; Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte; medizinische Geräte; Überwachungs- und Kontrollinstrumente; Ausgabeautomaten; Geräte zur Erzeugung elektrischer Ströme. In diese Kategorie fallen nicht die von den Kategorien a) bis c) und f) erfassten Geräte;

f) Kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als 50 cm).

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 enthält Anhang 1 eine indikative Liste von Elektro- und Elektronikgeräten, die unter die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 des vorliegenden Artikels aufgeführten Kategorien fallen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 enthält Anhang 2 eine nicht abschließende Liste von Elektro- und Elektronikgeräten, die unter die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 des vorliegenden Artikels aufgeführten Kategorien fallen.

§ 2. Der vorliegende Erlass gilt unbeschadet der Rechtsvorschriften der Europäischen Union in Bezug auf Sicherheit, Gesundheitsschutz und chemische Stoffe, insbesondere:

a) die Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Agentur für chemische Stoffe, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates, der Verordnung (EG) Nr. 1488/94 der Kommission, der Richtlinie 76/769/EWG des Rates sowie der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission;

b) einschlägiger Rechtsvorschriften der Europäischen Union über Abfallbewirtschaftung oder über Produktkonzeption.

§ 3. Der vorliegende Erlass gilt in keiner Weise für folgende Elektro- und Elektronikgeräte:

1° Geräte, die für den Schutz der wesentlichen Sicherheitsinteressen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union erforderlich sind, einschließlich Waffen, Munition und Kriegsmaterial, die eigens für militärische Zwecke bestimmt sind;

2° Geräte, die speziell als Teil eines anderen Gerätetyps, der vom Geltungsbereich dieser Richtlinie ausgenommen ist oder nicht in den Geltungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt, konzipiert und darin eingebaut sind und ihre Funktion nur als Teil dieses anderen Geräts erfüllen können;

3° Glühlampen.

§ 4. Zusätzlich zu den in Paragraph 3 genannten Geräten gilt diese Richtlinie ab dem 15. August 2018 nicht für die folgenden Elektro- und Elektronikgeräte:

1° Ausrüstungsgegenstände für einen Einsatz im Weltraum;

2° ortsfeste industrielle Großwerkzeuge;

3° ortsfeste Großanlagen, ausgenommen Geräte, die nicht speziell als Teil dieser Anlagen konzipiert und darin eingebaut sind;

4° Verkehrsmittel zur Personen- oder Güterbeförderung mit Ausnahme von elektrischen Zweirad-Fahrzeugen, die nicht typgenehmigt sind;

5° bewegliche Maschinen, die nicht für den Straßenverkehr bestimmt sind und ausschließlich zur industriellen Nutzung zur Verfügung gestellt werden;

6° Geräte, die ausschließlich zu Zwecken der Forschung und Entwicklung speziell entworfen wurden und nur auf zwischenbetrieblicher Ebene bereitgestellt werden;

7° medizinische Geräte und In-vitro-Diagnostika, wenn zu erwarten ist, dass diese vor Ablauf ihrer Lebensdauer infektiös werden, und aktive implantierbare medizinische Geräte.

§ 5. Der vorliegende Erlass findet unbeschadet des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte Anwendung.

KAPITEL 2 — *Definitionen*

Art. 4 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

1° "Verwaltung": der Direktor der Direktion der Infrastrukturen zur Abfallbewirtschaftung und der Abfallpolitik oder sein Beauftragter;

2° "Batterie": die Batterie im Sinne von Artikel 3, 1, 1) der Verordnung (EU) 2023/1542 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Juli 2023 über Batterien und Altbatterien, zur Änderung der Richtlinie 2008/98/EG und der Verordnung (EU) 2019/1020 und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/66/EG;

3° "Finanzierungsvereinbarung": ein Kredit-, Leasing-, Miet- oder Ratenkaufvertrag oder eine derartige Vereinbarung über ein Gerät, unabhängig davon, ob die Bedingungen dieses Vertrags oder dieser Vereinbarung oder eines Zusatzvertrags oder einer Zusatzvereinbarung vorsehen, dass eine Übertragung des Eigentums an diesem Gerät stattfindet oder stattfinden kann;

4° "Elektro- und Elektronik-Altgeräte" Elektro- und Elektronikgeräte, die im Sinne des Artikels 5 § 1 Ziffer 1 des "Abfalldekrets" als Abfall gelten, einschließlich aller Bauteile, Unterbaugruppen und Verbrauchsmaterialien, die zum Zeitpunkt der Entledigung Teil des Produkts sind;

5° "Sehr kleine Elektro- und Elektronik-Altgeräten": Elektro- und Elektronik-Altgeräte, bei denen alle äußeren Abmessungen höchstens fünfundzwanzig Zentimeter betragen;

6° "Abfalldekret": das Dekret vom 9. März über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit;

7° "Medizinisches Gerät": ein Medizinprodukt oder ein Zubehör im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a bzw. Buchstabe b der Verordnung (EU) 2017/745 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2017 über Medizinprodukte, zur Änderung der Richtlinie 2001/83/EG, der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 und der Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 und zur Aufhebung der Richtlinien 90/385/EWG und 93/42/EWG des Rates, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

8° "In-vitro-Diagnostikum": ein In-vitro-Diagnostikum oder ein Zubehör im Sinne von Artikel 1 Paragraph 2 Ziffer 2 oder 5 des Königlichen Erlasses vom 14. November 2001 über In-vitro-Diagnostika, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

9° "aktives implantierbares medizinisches Gerät": ein aktives implantierbares medizinisches Gerät im Sinne von Artikel 2 4) und 5) Verordnung (EU) 2017/745 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2017 über Medizinprodukte, zur Änderung der Richtlinie 2001/83/EG, der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 und der Verordnung (EG) Nr. 1223/2009 und zur Aufhebung der Richtlinien 90/385/EWG und 93/42/EWG des Rates, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

10° 10° Vertreiber: jede natürliche oder juristische Person in der Lieferkette, die Elektro- und Elektronikgeräte auf dem Markt bereitstellt;

11° "mobile Maschinen": Maschinen mit eigener Energieversorgung, die beim Betrieb entweder beweglich sein müssen oder kontinuierlich oder halbkontinuierlich zu verschiedenen festen Betriebsorten bewegt werden müssen;

12° "Sozialunternehmen": das Sozialunternehmen im Sinne von Artikel 5 § 1 Ziffer 45 des "Abfalldekrets", das gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von, die Bedingungen für die Ausübung und die Gewährung von Ausgleichen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als sozialwirtschaftliche Unternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, zugelassen wurde;

13° "Elektro- und Elektronikgeräte": Geräte im Sinne von Artikel 123 Paragraph 1 Ziffer 5 des "Abfalldekrets";

14° "Elektro- und Elektronik-Altgeräte": alle Elektro- und Elektronikgeräte, die bereits benutzt wurden, noch funktionsfähig sind, ohne dass umfangreiche Reparaturen erforderlich sind, und die keine Elektro- und Elektronik-Altgeräte darstellen;

15° "wiederverwendete Elektro- und Elektronik-Altgeräte": alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die die Vorbereitungsmaßnahmen für die Wiederverwendung erfolgreich durchlaufen haben, unabhängig davon, ob sie einen neuen Besitzer gefunden haben oder nicht;

16° "Entfernen": die manuelle, mechanische, chemische oder metallurgische Bearbeitung, in deren Folge im Laufe des Behandlungsverfahrens gefährliche Stoffe, Gemische oder Bestandteile in einem unterscheidbaren Strom erhalten werden oder einen unterscheidbaren Teil eines Stromes bilden;

17° "ortsfeste industrielle Großwerkzeuge": eine groß angelegte Anordnung von Maschinen, Geräten oder Bauteilen, die für eine bestimmte Anwendung gemeinsam eine Funktion erfüllen, die von Fachpersonal dauerhaft an einem bestimmten Ort installiert und abgebaut werden und die von Fachpersonal in einer industriellen Fertigungsanlage oder einer Forschungs- und Entwicklungsanlage eingesetzt und instand gehalten werden;

18° "ortsfeste Großanlage": eine groß angelegte Kombination von Geräten unterschiedlicher Art und gegebenenfalls weiteren Einrichtungen, die

a) von Fachpersonal montiert, installiert und abgebaut werden;

b) dazu bestimmt sind, auf Dauer als Teil eines Gebäudes oder Bauwerks an einem vorbestimmten und eigens dafür vorgesehenen Standort betrieben zu werden, und

c) nur durch die gleichen speziell konstruierten Geräte ersetzt werden können;

19° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umweltpolitik gehört;

20° "Bereitstellung auf dem Markt": jede entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe eines Produkts zum Vertrieb, Verbrauch oder zur Verwendung auf dem Markt eines Mitgliedstaats im Rahmen einer gewerblichen Tätigkeit;

21° "Inverkehrbringen": die erstmalige Bereitstellung eines Produkts auf dem Markt innerhalb des Hoheitsgebiets eines Mitgliedstaats auf gewerblicher Grundlage;

22° der "Abfallentsorger": jede natürliche oder juristische Person, die über eine Zulassung, eine Registrierung oder eine sonstige behördliche Genehmigung verfügt, die für die Durchführung einer oder mehrerer Maßnahmen zur Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten erforderlich ist;

23° "Verfahren der Abfallbewirtschaftung": jede materielle Maßnahme, die im Rahmen der Abfallbewirtschaftung durchgeführt wird;

24° "Zugelassene Stelle für die erweiterte Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte" oder kurz die "zugelassene Stelle": die zugelassene Stelle für die erweiterte Herstellerverantwortung im Sinne von Artikel 127 Paragraf 2 Ziffer 2 des "Abfalldekrets" in Bezug auf Elektro- und Elektronikgeräte;

25° "Abfallbewirtschaftung": die Abfallbewirtschaftung im Sinne von Artikel 5 Paragraf 1 Ziffer 10 des "Abfalldekrets";

26° "Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Produkte": die Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Produkte im Sinne von Artikel 123 § 1 Ziffer 1 des "Abfalldekrets";

27° "Verordnung (EG) Nr. 1013/2006": die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen;

28° "Verordnung (EG) Nr. 1005/2009": die Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

29° "Verordnung (EG) Nr. 1418/2007": die Verordnung (EG) Nr. 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt;

30° "Verordnung (EU) 2024/573": die Verordnung (EU) Nr. 2024/573 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Februar 2024 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 517/2014;

§ 2. Was die Definition des Begriffs "Vertreibers" gemäß Paragraf 1 Ziffer 10 betrifft, so schließt diese nicht aus, dass ein Vertreter gleichzeitig Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten ist.

Was die Definition des Begriffs "Entfernens" gemäß Paragraf 1 Ziffer 16 betrifft, so gelten Stoffe, Gemische oder Bestandteile dann als unterscheidbar, wenn sie überwacht werden können, um ihre umweltgerechte Behandlung zu überprüfen.

KAPITEL 3 — *Mitteilungsmodalitäten und Berechnung der Fristen*

Art. 5 - Jede von dem vorliegenden Erlass betroffene Mitteilung erfolgt gemäß Artikel 89 des "Abfalldekrets".

Art. 6 - Jede von dem vorliegenden Erlass betroffene Frist wird gemäß Artikel 90 des "Abfalldekrets" berechnet.

TITEL 2 — **BEWIRTSCHAFTUNGSVORGÄNGE FÜR BEREICH ELEKTRO- UND ELEKTRONIKALTGERÄTE**

KAPITEL 1 — *Sammlung und Beförderung von Elektro- und Elektronikaltgeräten*

Art. 7 - Alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte werden getrennt gesammelt und nicht mit anderen Abfallarten vermischt.

Art. 8 - § 1. Um die getrennte Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten zu gewährleisten, entsorgen die Haushalte ihre Elektro- und Elektronik-Altgeräte wie folgt:

1° entweder durch kostenlose Abgabe in Containerparks oder an anderen geschlossenen Sammelstellen, die von den für die Sammlung von Haushaltsabfällen zuständigen juristischen Personen des öffentlichen Rechts eingerichtet wurden;

2° entweder indem sie gemäß Artikel 58 dem Einzelhändler oder dem Vertreter übergeben werden;

3° oder indem sie an ein Sozialunternehmen oder an einen anderen Akteur übergeben werden, der im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten tätig ist.

§ 2. Die für die Sammlung von Hausabfälle zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts erteilen ihre vorherige Zustimmung zur Sammlung von Abfällen aus Rauchmeldern aus Privathaushalten in Containerparks oder an anderen geschlossenen Sammelstellen gemäß Paragraf 1 Ziffer 1.

§ 3. Natürliche oder juristische Personen, die Photovoltaikmodule installieren, dürfen Abfälle aus Photovoltaikmodulen sammeln.

Art. 9 - Die getrennte Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten sowie deren Transport erfolgen so, dass optimale Bedingungen für die Aufbereitung im Hinblick auf die Wiederverwendung, das Recycling und die Eindämmung gefährlicher Stoffe gewährleistet sind.

Zu diesem Zweck wird jedes Elektro- und Elektronik-Altgerät gemäß den folgenden Bestimmungen gesammelt oder transportiert:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten,

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. März 2015 zur Einführung einer Pflicht zur Sortierung bestimmter Abfälle,

3° gegebenenfalls Teil VIII von Buch I des Umweltgesetzbuches,

4° gegebenenfalls die gemäß den Artikeln 34, 48 und 53 des "Abfalldekrets" erlassenen lokalen Vorschriften.

Art. 10 - Alle gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte werden an trockenen Orten gelagert, mit Ausnahme der Photovoltaikmodule.

Kühl- und Gefrierschränke, die als Abfall gelten, werden so transportiert, dass sie nicht beschädigt werden und keine Flüssigkeiten oder Gase austreten. Sie werden so gelagert, dass ihr Kühlkreislauf nicht beschädigt wird.

Jeder Bildschirm, der als Abfall gilt, wird so gesammelt und gelagert, dass der Zustand, in dem er sich zum Zeitpunkt der Entsorgung durch den Vorbesitzer befand, erhalten bleibt.

Art. 11 - § 1. Sammler, Händler, Makler, Anlagen oder Unternehmen, denen im Bereich Elektro- und Elektronik-Altgeräte eine Zulassung erteilt wurde, können an den freiwilligen Abgabestellen zusätzliche Sammlungen von sehr kleinen Elektro- und Elektronik-Altgeräten organisieren, die zuvor von der Verwaltung genehmigt wurden, mit Ausnahme von Lampen und Rauchmeldern.

Der in Absatz 1 genannte Antrag auf eine zusätzliche Sammlung ist bei der Verwaltung einzureichen und muss mindestens folgende Angaben enthalten:

1° eine Beschreibung des eingerichteten Sammelsystems;

2° eine Beschreibung der Behälter, die so konzipiert sind, dass die Sicherheit bei der Lagerung, die Eindämmung gefährlicher Stoffe, die Vorbereitung zur Wiederverwendung und die Wiederverwendung selbst optimiert werden;

3° die Zuständigkeiten der an der Bewirtschaftung der gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte beteiligten Akteure;

4° die Liste der zusätzlichen Sammelstellen;

5° eine Beschreibung der regelmäßigen Organisation der Sammlung;

Die Verwaltung notifiziert ihre Entscheidung über den Antrag auf zusätzliche Sammlung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags.

§ 2. Für die in Paragraph 1 genannten zusätzlichen Sammlungen von sehr kleinen Elektro- und Elektronik-Altgeräten gelten folgende Bedingungen:

1° Der Name des für Elektro- und Elektronik-Altgeräte zugelassenen Sammlers, Händlers oder Maklers sowie der Anlage oder des Unternehmens ist auf dem Sammelbehälter angegeben;

2° Elektro- und Elektronik-Altgeräte werden regelmäßig und in geordneter Weise gesammelt;

3° Die Abholung an den zusätzlichen Sammelstellen erfolgt innerhalb von drei Werktagen nach Eingang des Abholauftrags beim Betreiber des Standorts, an dem sich der Sammelbehälter befindet;

4° Elektro- und Elektronik-Altgeräte werden nicht auf öffentlichen Straßen gesammelt;

5° Die Sammelstelle und ihr Umfeld werden sauber gehalten;

6° Die Sammelbehälter sind so ausgelegt, dass Folgendes optimiert wird:

a) die Sicherheit der Lagerstätten;

b) die Eindämmung gefährlicher Stoffe; und

c) die Vorbereitung zur Wiederverwendung und die Wiederverwendung;

7° Die Sammelbehälter befinden sich an einem sicheren Ort;

8° Die zusätzliche Sammelstelle verfügt über eine Gesamtfläche von höchstens zwei Quadratmetern, die für die Sammlung vorgesehen ist, wobei mindestens ein Drittel dieser Fläche für die Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten bestimmt ist, die für die Wiederverwendung aufbereitet werden können;

9° Die Liste der Sammelstellen, die gesammelten Mengen und die an der Bewirtschaftung von sehr kleinen Elektro- und Elektronik-Altgeräten beteiligten Akteure werden auf Anfrage der Verwaltung übermittelt.

§ 3. Jede Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten in Schulen ist verboten.

KAPITEL 2 — *Behandlung von Abfällen aus elektrischen und elektronischen Geräten**Abschnitt 1 — Vorbereitungsmaßnahmen für die Wiederverwendung*

Art. 12 - Dieser Abschnitt gilt vorbehaltlich der Anwendung von Abschnitt 3.

Art. 13 - Vorrang haben die Wiederverwendung von Elektro- und Elektronikgeräten sowie die Vorbereitung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten auf die Wiederverwendung.

Art. 14 - Als "zur Wiederverwendung bestimmte Elektro- und Elektronik-Altgeräte" gelten alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die in diesem Kapitel aufgeführten, für alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte geltenden Vorbereitungsmaßnahmen für die Wiederverwendung sowie gegebenenfalls die in Anhang 3 aufgeführten, für die jeweilige Art von Elektro- und Elektronik-Altgeräten geltenden Vorbereitungsmaßnahmen für die Wiederverwendung erfolgreich durchlaufen haben. Diese Vermutung ist widerlegbar.

Die Abfallentsorger, die Geräte für die Wiederverwendung vorbereiten, führen zunächst eine visuelle Vorauswahl durch, um wiederverwendbare Elektro- und Elektronikgeräte von den nicht wiederverwendbaren zu trennen.

Das Gerät gilt als nicht wiederverwendbar, wenn es einem der folgenden Kriterien entspricht:

- a) das Gerät wirkt veraltet;
- b) das Gerät hat keinen Marktwert mehr;
- c) das Gerät ist nicht mehr reparierbar oder die Reparatur ist zu kostspielig.

Art. 15 - § 1. Die Vorbereitung jedes Elektro- und Elektronik-Altgeräts auf die Wiederverwendung erfolgt unter Einhaltung aller in diesem Artikel vorgesehenen Bestimmungen.

§ 2. Elektro- und Elektronik-Altgeräte können nur dann für die Wiederverwendung aufbereitet werden, wenn ein Markt oder eine Nachfrage für diese Geräte besteht.

§ 3. Jedes Elektro- und Elektronik-Altgerät, das aus elektrischer Sicht sicher ist, kann für die Wiederverwendung vorbereitet werden.

Die elektrische Sicherheit jedes zur Wiederverwendung vorbereiteten Elektro- und Elektronik-Altgeräts wird geprüft, einschließlich – sofern zutreffend – der Isolationsmessung, der Erdungsmessung und einer Kurzschlussprüfung.

§ 4. Jedes voll funktionsfähige Elektro- und Elektronik-Altgerät kann für die Wiederverwendung vorbereitet werden.

Die Funktionsfähigkeit aller Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die für die Wiederverwendung vorbereitet wurden, wird geprüft. Ein elektrisches und elektronisches Gerät ist voll funktionsfähig, wenn die Prüfung ergibt, dass die ursprünglichen Funktionen dieses Geräts weiterhin vollständig erfüllt werden können. Für die in Anhang 3 genannten Elektro- und Elektronikgeräte gelten die dort festgelegten spezifischen Funktionsvorschriften.

§ 5. Alle für den betreffenden Elektro- oder Elektronikgerätetyp wesentlichen Komponenten sind vorhanden und in einwandfreiem Zustand.

Die Isolierung der Wände und der Tür von Kühl- und Gefrierschränken ist vollständig und unbeschädigt, damit der Energieverbrauch nicht steigt. Bei Waschmaschinen und Geschirrspülern sind die Wasserheizelemente nicht verkalkt.

§ 6. Alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die nicht verrostet oder nur leicht verrostet sind, können für die Wiederverwendung aufbereitet werden.

§ 7. Alle Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die keine oder nur geringe äußerliche Beschädigungen aufweisen, können für die Wiederverwendung aufbereitet werden.

Art. 16 - Die Vorbereitung zur Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die Fluorchlorkohlenwasserstoffe (FCKW) und teilhalogenierte Fluorkohlenwasserstoffe (HFKW) gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 enthalten, ist verboten.

Die verwendeten Kältemittel sind stets auf den elektrischen und elektronischen Geräten angegeben, die FCKW oder HFKW enthalten. Sind die Kältemittel auf den Kühlsystemen nicht angegeben, wird davon ausgegangen, dass sie FCKW oder HFKW enthalten.

Art. 17 - Was wiederverwendete Elektro- und Elektronikgeräte aus privaten Haushalten betrifft, ist die Wiederverwendung von Bildschirmen mit Kathodenstrahlröhren (CRT) verboten.

Gewerblich genutzte Elektro- und Elektronikgeräte mit integriertem CRT-Bildschirm, wie beispielsweise bestimmte medizinische Geräte, können für die Wiederverwendung vorbereitet werden.

Art. 18 - § 1. Jedes wiederverwendete Elektro- und Elektronikgerät verfügt über einen Wiederverwendungsnachweis, der den in dem vorliegenden Artikel festgelegten Anforderungen entspricht.

§ 2. Der Wiederverwendungsnachweis bescheinigt, dass die elektrischen und elektronischen Geräte die verschiedenen, in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Kriterien für die Wiederverwendung erfüllen. Dieser Nachweis enthält mindestens folgende Angaben:

1° den Namen des Abfallentsorgers, bei dem das Elektro- und Elektronikgerät für die Wiederverwendung aufbereitet wurde, sowie die Adresse der Kundenkontaktstelle, die dem Ort, an dem das Gerät für die Wiederverwendung vorbereitet wurde, am nächsten liegt;

2° den eindeutigen Identifikationscode des Elektro- und Elektronikgeräts;

3° die Bezeichnung des Elektro- und Elektronikgeräts;

4° die Kategorie von Elektro- und Elektronikgeräten im Sinne von Artikel 3 Paragraph 1 des vorliegenden Erlasses;

5° das Herstellungsjahr, sofern bekannt;

6° das Datum der Funktionsprüfung und die dabei benutzten Kriterien;

7° die Beschreibung der Bewertungen oder der durchgeführten Prüfungen;

8° die Ergebnisse der verschiedenen durchgeführten Prüfungen und das Datum, an dem sie durchgeführt wurden.

Der Nachweis über die Vorbereitung zur Wiederverwendung kann in Papierform, digital oder als Eintrag in einer Datenbank vorliegen.

Für jedes Elektro- und Elektronikgerät, das zur Wiederverwendung vorbereitet wurde, kann der Nachweis über die Vorbereitung zur Wiederverwendung den zur Kontrolle befugten Behörden unverzüglich zur Verfügung gestellt werden, auch während des Transports.

Der Betreiber bewahrt den Nachweis über die Vorbereitung zur Wiederverwendung im Hinblick auf eine Wiederverwendung mindestens fünf Jahre lang auf.

Art. 19 - Wiederverwendete Elektro- und Elektronikgeräte werden angemessen vor Transportschäden geschützt, insbesondere durch eine ausreichende Verpackung und eine sachgemäße Stapelung der Ladung.

Abschnitt 2 — Sonstige Behandlungsmaßnahmen

Art. 20 - Die Verbrennung und die Zuweisung in technische Vergrabungszentren von getrennt gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die noch nicht gemäß dem vorliegenden Kapitel behandelt wurden, sind verboten.

Art. 21 - § 1. Getrennt gesammelte Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die nicht für die Wiederverwendung vorbereitet werden konnten, werden in verschiedene Fraktionen zerlegt:

1° Ersatzteile und Materialien, die im Rahmen der Reparatur eines Elektro- und Elektronik-Altgeräts, das für die Vorbereitung zur Wiederverwendung in Frage kommt, wiederverwendet werden;

2° Ersatzteile und Materialien, die zum Recycling bestimmt sind;

3° Ersatzteile und Materialien, die zur Beseitigung bestimmt sind;

4° gefährliche Ersatzteile, gefährliche Materialien und gefährliche Stoffe, wie beispielsweise PCB-haltige Kondensatoren oder Elektrolytkondensatoren, die gefährliche Stoffe oder Gemische enthalten (Höhe über 25 Millimeter, Durchmesser über 25 Millimeter oder ein vergleichbares Volumen), Quecksilberschalter, Batterien, Kathodenstrahlröhren, Stoffe, die unter das am 16. September 1987 verabschiedete Montrealer Protokoll über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, fallen, FKW, PFC und Schwefelhexafluorid (SF₆) sowie gegebenenfalls weitere Bauteile, die gefährliche Stoffe enthalten;

5° Altbatterien.

§ 2. Abfälle aus ganzen Photovoltaikmodulen werden in mehrere verschiedene Fraktionen zerlegt:

1° Kabelabfälle und Abfälle aus der Anschlussdose;

2° Aluminiumrahmenabfälle;

3° Glasabfälle, einschließlich der darin enthaltenen sonstigen Bestandteile.

Art. 22 - Die Behandlung der in Artikel 22 genannten Elektro- und Elektronik-Altgeräte umfasst mindestens die Entnahme aller Flüssigkeiten sowie eine selektive Behandlung der Materialien und Bauteile der Elektro- und Elektronik-Altgeräte gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte.

Die in diesem Artikel genannten Stoffe, Gemische und Bauteile werden gemäß Artikel 47 des "Abfalldekrets" behandelt.

Unter Berücksichtigung von Umweltaspekten und der Zweckmäßigkeit der Vorbereitung im Hinblick auf die Wiederverwendung und das Recycling ist dieser Artikel so anzuwenden, dass die Vorbereitung im Hinblick auf die Wiederverwendung und das umweltgerechte Recycling von Bauteilen oder ganzen Geräten nicht beeinträchtigt wird.

Abschnitt 3 — Verbringung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten sowie von Elektro- und Elektronikaltgeräten

Art. 23 - Die Behandlung kann außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region oder der Europäischen Union erfolgen, sofern die Verbringung der Elektro- und Elektronikaltgeräte im Einklang mit der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 und der Verordnung (EG) Nr. 1418/2007 steht.

Art. 24 - § 1. Die Verbringung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten, bei denen es sich vermutlich um Elektro- und Elektronikaltgeräte handelt, erfolgt unter Beachtung der Mindestanforderungen des vorliegenden Artikels.

Um zwischen gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten und Elektro- und Elektronikaltgeräten unterscheiden zu können, muss der Inhaber des betreffenden Gegenstands, wenn er erklärt, dass er beabsichtigt, gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte und keine Elektro- und Elektronikaltgeräte zu verbringen, oder diese tatsächlich verbringt, den zur Durchführung von Kontrollen befugten Behörden zum Nachweis dieser Erklärung folgende Unterlagen zur Verfügung stellen:

1° eine Kopie der Rechnung und des Vertrags über den Verkauf der Elektro- und Elektronikgeräte und/oder die Übertragung des Eigentums daran, aus der hervorgeht, dass die Geräte für die direkte Wiederverwendung bestimmt und voll funktionsfähig sind;

2° einen Nachweis über die Bewertung oder die Prüfungen in Form einer Kopie der Unterlagen (Prüfbescheinigung, Nachweis der ordnungsgemäßen Funktion) für jedes Gerät der Charge sowie ein Protokoll, das alle gemäß Paragraf 3 des vorliegenden Artikels festgehaltenen Informationen enthält;

3° eine Erklärung des Besitzers, der die Beförderung der Elektro- und Elektronikgeräte veranlasst, aus der hervorgeht, dass es sich bei keinem der Materialien oder Geräte in der Sendung um Abfall im Sinne von Artikel 5 § 1 Ziffer 1 des "Abfalldokrets" handelt;

4° angemessenen Schutz vor Beschädigung bei der Beförderung und beim Be- und Entladen, insbesondere durch ausreichende Verpackung und eine geeignete Stapelung der Ladung.

§ 2. In Abweichung vom vorliegenden Artikel finden § 1 Absatz 2 Ziffern 1 und 2 sowie § 4 keine Anwendung, wenn durch schlüssige Unterlagen belegt wird, dass die Verbringung im Rahmen einer zwischenbetrieblichen Übergabevereinbarung erfolgt und dass

a) Elektro- und Elektronikgeräte als fehlerhaft zur Instandsetzung im Rahmen der Gewährleistung mit der Absicht der Wiederverwendung an den Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder einen in seinem Namen handelnden Dritten zurückgesendet werden oder

b) gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte für die gewerbliche Nutzung zur Überholung oder Reparatur im Rahmen eines gültigen Vertrags mit der Absicht der Wiederverwendung an den Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder einen in seinem Namen handelnden Dritten oder eine Einrichtung von Dritten in Staaten, für die der Beschluss C(2001)107 des OECD-Rates zur Änderung des Beschlusses C(92)39 endg. über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von zur Verwertung bestimmten Abfällen gilt, versendet werden oder

c) fehlerhafte gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte für die gewerbliche Nutzung, beispielsweise medizinische Geräte oder Teile davon, im Rahmen eines gültigen Vertrags zur Fehler-Ursachen-Analyse — sofern eine solche Analyse nur vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder von in seinem Namen handelnden Dritten durchgeführt werden kann —, an den Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder einen in seinem Namen handelnden Dritten versendet werden.

§ 3. Zum Nachweis dafür, dass es sich bei den verbrachten Gegenständen um gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte und nicht um Elektro- und Elektronikaltgeräte handelt, werden die gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräte die folgenden Stufen zur Prüfung und Aufzeichnung der Prüfungsergebnisse durchlaufen:

1° Schritt 1: Prüfungen

a) Prüfung der Funktionsfähigkeit und Bewertung des Vorhandenseins gefährlicher Stoffe. Welche Prüfungen durchgeführt werden, hängt von der Art des Elektro- bzw. Elektronikgeräts ab.

b) Die Ergebnisse der Bewertung und Prüfung sind aufzuzeichnen.

2° Schritt 2: Aufzeichnung des Prüfungsergebnisses

a) Die Aufzeichnung ist sicher, aber nicht dauerhaft entweder auf dem Elektro- bzw. Elektronikgerät selbst (falls ohne Verpackung) oder auf der Verpackung anzubringen, damit sie gelesen werden kann, ohne dass das Gerät ausgepackt werden muss.

b) die Aufzeichnung enthält folgende Angaben:

(1) Bezeichnung des Gegenstands, Bezeichnung des Geräts, wenn in Anhang 1 bzw. in Anhang 2 aufgeführt, und je nach Fall Angabe der Kategorie gemäß Anhang 1 oder 2;

(2) Identifikationsnummer des Gegenstands;

(3) Herstellungsjahr, wenn bekannt;

(4) Name und Anschrift des Unternehmens, das für den Nachweis der Funktionsfähigkeit zuständig ist;

(5) Ergebnisse der unter Schritt 1 beschriebenen Prüfungen (einschließlich des Datums der Funktionsfähigkeitsprüfung);

(6) Art der durchgeführten Prüfungen.

Was Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe a betrifft, so reicht bei den meisten gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten eine Prüfung der ordnungsgemäßen Funktion der Hauptfunktionen aus.

§ 4. Zusätzlich zu den in den Paragraphen 1 bis 3 verlangten Unterlagen muss jede Ladung von Altgeräten, beispielsweise pro Container oder Lkw, der für den Transport verwendet wird, folgende Unterlagen enthalten:

- 1° ein einschlägiges Beförderungsdokument, beispielsweise CMR-Frachtbrief und
2. eine Erklärung der befugten Person über ihre Verantwortung.

§ 5. Fehlen die in den Paragraphen 1 bis 4 verlangten Unterlagen zum Nachweis, dass es sich bei einem Gegenstand um ein gebrauchtes Elektro- oder Elektronikgerät und nicht um ein Elektro- oder Elektronik-Altgerät handelt, und fehlt ein angemessener Schutz vor Beschädigung bei der Beförderung und beim Be- und Entladen insbesondere durch ausreichende Verpackung und eine geeignete Stapelung der Ladung — wofür der Besitzer, der die Beförderung veranlasst, zu sorgen hat —, so gilt ein Gegenstand als Elektro- oder Elektronik-Altgerät und gilt, dass die Ladung eine illegale Verbringung umfasst. Unter diesen Umständen wird die Ladung gemäß den Artikeln 24 und 25 der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 behandelt.

§ 6. Die Kosten für die entsprechenden Prüfungen und Kontrollen, einschließlich der Lagerkosten, für gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte, bei denen der Verdacht besteht, dass es sich um Elektro- und Elektronik-Altgeräte handelt, können den Herstellern von Elektro- und Elektronikgeräten, Dritten, die im Auftrag der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten handeln, oder anderen Personen, die die Verbringung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten organisieren, bei denen der Verdacht besteht, dass es sich um Elektro- und Elektronik-Altgeräte handelt, in Rechnung gestellt werden.

TITEL 3 — ABFALLENTSORGER

Art. 25 - Jeder Abfallentsorger entsorgt Elektro- und Elektronik-Altgeräte mindestens gemäß dem "Abfalldekret" und dem vorliegenden Erlass.

Art. 26 - Bei der Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten sind die besten verfügbaren Behandlungstechniken anzuwenden, und es sind mindestens die in Kapitel 2 von Titel 2 genannten Anforderungen zu erfüllen.

TITEL 4 — ERWEITERTE HERSTELLERVERANTWORTUNG FÜR ELEKTRO- UND ELEKTRONIK-ALTGERÄTE

KAPITEL 1 — Hauptsächliche und durchsetzbare Verpflichtungen, die im Rahmen der Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronik-Altgeräte anwendbar sind

Abschnitt 1 — Einleitende Bestimmungen

Art. 27 - In Bezug auf die Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte:

1° die in Artikel 121 § 3 Absatz 1 Ziffer 1 des "Abfalldekrets" genannten Verpflichtungen werden gemäß demselben Dekret und dem vorliegenden Erlass durchgeführt;

2° die in Artikel 121 § 3 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstaben a bis c des "Abfalldekrets" genannten Verpflichtungen gelten für den Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten und werden gemäß demselben Dekret und dem vorliegenden Erlass erfüllt.

Die in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Verpflichtungen werden vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder von der gemäß Artikel 127 § 2 des "Abfalldekrets" zugelassenen Organisation erfüllt.

Im vorliegenden Titel ist unter Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten Folgendes zu verstehen:

1° der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der die in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Verpflichtungen selbst erfüllt, oder gegebenenfalls;

2° die zugelassene Organisation, wenn der Hersteller die in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Verpflichtungen durch eine im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte zugelassene Organisation durchführen lässt.

Art. 28 - Die Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte gilt für Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft, die aus neuen vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten in Verkehr gebrachten Elektro- und Elektronikgeräten stammen.

Abschnitt 2 — Verpflichtung zur Abfallentsorgung

Art. 29 - Um seiner in den Artikeln 130 und 131 des "Abfalldekrets" festgelegten Verpflichtung zur Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten nachzukommen, ergreift der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten in Absprache mit allen betroffenen Parteien die erforderlichen Maßnahmen, um die ordnungsgemäße Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten zu gewähren, insbesondere durch die Überwachung der in Titel 2 des vorliegenden Erlasses genannten Bewirtschaftungsverfahren im Zusammenhang mit Elektro- und Elektronik-Altgeräten.

Die in Absatz 1 genannten Maßnahmen ermöglichen es, Elektro- und Elektronik-Altgeräte im Hinblick auf ihre Vorbereitung zur Wiederverwendung auf den am besten geeigneten Sammelstufen auszuwählen, wobei lokale Bewirtschaftungsketten so weit wie möglich bevorzugt werden, und gewährleisten eine umweltgerechte Behandlung.

Art. 30 - Jedes Jahr legt der Hersteller der Verwaltung die aktualisierten Listen der Sammelstellen vor, mit denen ein Vertrag über die Rücknahme von Elektro- und Elektronik-Altgeräten geschlossen wurde.

Art. 31 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kann zusätzliche Sammelaktionen für Elektro- und Elektronik-Altgeräte organisieren, sofern er einen im Bereich Elektro- und Elektronik-Altgeräte zugelassenen Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen beauftragt. Diese zusätzliche Sammlung erfolgt gemäß Artikel 11.

Art. 32 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten gewährleistet dem Verbraucher den Zugang zu einem Reparaturdienst für die Elektro- und Elektronikgeräte, die er in Verkehr bringt.

*Abschnitt 3 — Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallentsorgung
und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung*

Art. 33 - Die vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten geleisteten finanziellen Beiträge decken die in Artikel 132 des "Abfalldekreets" genannten Kosten ab, gegebenenfalls wie im vorliegenden Erlass bestimmt.

Unter den im vorliegenden Abschnitt genannten Kosten sind die tatsächlichen und vollständigen Kosten zu verstehen, die den Kosten aus der Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten an den Containerparks der Wallonischen Region entsprechen, sofern diese juristische Personen des öffentlichen Rechts betreffen.

Art. 34 - Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten tragen mindestens die Kosten für die Sammlung, die Behandlung, die Verwertung sowie für die umweltgerechte Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten, die über die in Artikel 8 genannten Sammelkanäle gesammelt wurden, wenn diese aus Folgenden stammen:

1° Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1, mit Ausnahme von Photovoltaikmodulen, die nach dem 13. August 2005 in Verkehr gebracht wurden;

2° Photovoltaikmodulen, die ab dem 13. August 2012 in Verkehr gebracht wurden; und,

3° Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 2, die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 fallen, die ab dem 15. August 2018 in Verkehr gebracht wurden.

Die Verantwortung für die Finanzierung der Kosten der Entsorgung von in Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Elektro- und Elektronikgeräten, mit Ausnahme von Photovoltaikmodulen, aus Haushalten, die am oder vor dem 13. August 2005 in Verkehr gebracht wurden, wird von einem oder mehreren Systemen getragen, zu dem bzw. denen alle Hersteller, die zum Zeitpunkt der Kostenentstehung auf dem Markt vorhanden sind, anteilmäßig beitragen, zum Beispiel im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Marktanteil für den betreffenden Gerätetyp.

Jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten aus Haushalten ist für die Finanzierung der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Vorgänge im Zusammenhang mit den Abfällen aus seinen eigenen Produkten verantwortlich.

Art. 35 - Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten tragen zumindest die Kosten für die Sammlung, Behandlung, Verwertung sowie für die umweltgerechte Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten industrieller Herkunft, sofern diese aus Folgenden stammen:

1° Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1, mit Ausnahme von Photovoltaikmodulen, die nach dem 13. August 2005 in Verkehr gebracht wurden;

2° Photovoltaikmodulen, die ab dem 13. August 2012 in Verkehr gebracht wurden; und,

3° Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 2, die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 fallen und ab dem 15. August 2018 in Verkehr gebracht wurden.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Finanzierung der dort genannten Kosten für Elektro- und Elektronik-Altgeräte industrieller Herkunft, die am oder vor dem 13. August 2005 in Verkehr gebracht wurden, wie folgt gewährleistet:

1° durch den Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1, mit Ausnahme von Photovoltaikmodulen, wenn diese durch ein gleichwertiges Produkt oder durch ein Produkt ersetzt werden, das die gleichen Funktionen erfüllt;

2° durch den Nutzer von Elektro- und Elektronikgeräten gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1, mit Ausnahme von Photovoltaikmodulen, in den anderen Fällen.

Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten und der industrielle Anwender können Vereinbarungen treffen, in denen andere Finanzierungsmethoden festgelegt werden.

Art. 36 - Die in den Artikeln 35 und 36 genannten Kosten umfassen die Finanzierung der Rückgewinnung und des Recyclings, der Aufarbeitung oder der Vernichtung der in den Anhängen I und II der Verordnung (EU) Nr. 2024/573 aufgeführten Treibhausgase, die aus Elektro- und Elektronikgeräten stammen, welche diese Gase enthalten und ab dem 11. März 2024 in Verkehr gebracht wurden.

Art. 37 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten führt eine analytische Buchhaltung.

In der Buchhaltung des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten werden die Einnahmen und Ausgaben im Zusammenhang mit Elektro- und Elektronikgeräten aus Haushalten und Elektro- und Elektronikgeräten industrieller Herkunft sowie seine eigenen Betriebskosten ausgewiesen.

Auf den ersten Antrag der Verwaltung übermittelt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten dieser die Unterlagen zu dieser Buchhaltung sowie alle dazugehörigen Belege.

Art. 38 - Gemäß Artikel 161 des "Abfalldekreets" leistet der Hersteller, der ein Elektro- oder Elektronikgerät in Verkehr bringt, eine Sicherheit, die gewährleistet, dass die Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten gemäß dem vorliegenden Abschnitt finanziert wird.

Diese Sicherheit dient der Finanzierung der Vorgänge zur Sammlung, Behandlung, Verwertung und umweltgerechten Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten.

Die Sicherheit entspricht drei Vierteln des Jahresdurchschnitts der letzten drei Jahre der Kosten des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten, die im Jahresabschluss unter der Rubrik "Kosten der verkauften Waren und erbrachten Dienstleistungen (Code 60/66A)" ausgewiesen sind, mit Ausnahme der Zuführungen zu "Rückstellungen (Code 635)".

Die Sicherheit kann in Form einer Beteiligung des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten an eine zugelassene Organisation, einer Recycling-Versicherung oder eines gesperrten Bankkontos geleistet werden.

Abschnitt 4 — Verpflichtung zur Information und Sensibilisierung

Art. 39 - § 1. Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die Vertreiber und die Einzelhändler stellen den Verbrauchern entweder über die Gebrauchsanweisung, durch Aushänge an der Verkaufsstelle oder im Rahmen von Sensibilisierungskampagnen die erforderlichen Informationen, wie in Artikel 136 des "Abfalldokrets" genannt, sowie die erforderlichen Informationen über Folgendes zur Verfügung:

1° die Verpflichtung, Elektro- und Elektronik-Altgeräte nicht zusammen mit unsortiertem Siedlungsabfall zu entsorgen und eine getrennte Sammlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte durchzuführen, wobei die Batterien nach Möglichkeit von den Geräten zu trennen sind;

2° die ihnen zur Verfügung stehenden Rücknahme- und Sammelsysteme, die die Koordinierung der Informationen über die verfügbaren Sammelstellen fördern, unabhängig davon, welcher Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder welcher Betreiber diese einrichtet;

3° ihren Beitrag zur Vorbereitung zur Wiederverwendung, zum Recycling und zu anderen Formen der Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten;

4° die potenziellen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit aufgrund gefährlicher Stoffe in Elektro- und Elektronikgeräten;

5° die Bedeutung des Symbols in Anhang 4;

6° das Reparaturnetzwerk;

7° die Modalitäten für die Trennung der Batterien von dem Elektro- und Elektronik-Altgerät;

8° das eventuelle Vorhandensein einer Lithium-Ionen-Batterie;

9° die Vermeidung von Brandgefahren durch in Elektro- und Elektronik-Altgeräten eingebaute Batterien.

§ 2. Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten übermitteln den Entsorgungsketten für Elektro- und Elektronik-Altgeräte die in Paragraf 1 des vorliegenden Artikels genannten Informationen gemäß Artikel 136 § 1 Absatz 3 des "Abfalldokrets".

Abschnitt 5 — Verpflichtung zur Berichterstattung

Art. 40 - Zur Erfüllung seiner Verpflichtung zur Berichterstattung gemäß den Artikeln 137 bis 139 des "Abfalldokrets" übermittelt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten der Verwaltung jährlich die in Artikel 138 § 1 Absatz 1 des "Abfalldokrets" vorgeschriebenen Informationen, und zwar vor dem 1. Juli jedes Jahres.

Art. 41 - Zur Förderung und Überwachung von Reparatur, Vorbereitung zur Wiederverwendung und Wiederverwendung führt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten alle fünf Jahre eine Studie über Reparatur, Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung durch.

Art. 42 - Der Einzelhändler, der Händler oder der Dritte, der Elektro- und Elektronik-Altgeräte auf eigene Rechnung zurücknimmt, übermittelt dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der zu diesem Zweck benannten Organisation vor dem 1. Juli jedes Jahres einen Bericht darüber, wie er seine Verpflichtungen zur Rücknahme von Elektro- und Elektronik-Altgeräten erfüllt. In diesem Bericht stehen mindestens folgende Angaben:

1° die vom Bericht abgedeckte Periode;

2° sein Name, seine Unternehmensnummer, seine Telefon- und Faxnummer(n), seine E-Mail-Adresse und seine Kontaktperson;

3° die Menge an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und Einheiten, nach Kategorie gemäß Artikel 3 Paragraf 1 und nach Typ (Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft), die:

a) von einem Abfallsammler, -händler oder -makler gesammelt wurde oder zur Sammlung bereitgestellt wurde;

b) einem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten ausgehändigt worden ist;

c) zur Wiederverwendung vorbereitet wurde.

Art. 43 - Der Sammler, Händler oder Makler, die Anlage oder das Unternehmen, der bzw. die oder das im Bereich Elektro- und Elektronik-Altgeräte zugelassen ist und Elektro- und Elektronik-Altgeräte sammelt oder sammeln lässt, stellt dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der zu diesem Zweck benannten Organisation vor dem 1. Juli jedes Jahres einen Bericht darüber zur Verfügung, wie er bzw. sie oder es seine bzw. ihre Verpflichtungen im Bereich der Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten durchführt. In diesem Bericht stehen mindestens folgende Angaben:

1° die vom Bericht abgedeckte Periode;

2° die Menge an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und Einheiten, nach Kategorie gemäß Artikel 3 § 1 und nach Typ (Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft), die:

a) vom Hersteller oder im Namen des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten gesammelt wurde oder zur Sammlung bereitgestellt wurde;

b) einem anderen Sammler, Händler oder Makler ausgehändigt wurde;

c) an eine Behandlungsanlage übergeben wurde;

3° die Menge an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und Einheiten, nach Kategorie gemäß Artikel 3 § 1, nach Typ (Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft) und nach Werkstoffstrom (eisenhaltige, nicht eisenhaltige, Kunststoff- und andere Werkstoffe), die:

- a) vom Abfallentsorger zur Wiederverwendung vorbereitet wurde;
- b) recycelt wurde;
- c) verwertet wurde;
- d) in Verbrennungsanlagen entsorgt wurde;
- e) deponiert wurde.

Art. 44 - Ein Sozialunternehmen oder jeder andere Akteur, das bzw. der im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung tätig ist und Elektro- und Elektronik-Altgeräte zur Wiederverwendung vorbereitet, stellt dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der zu diesem Zweck benannten Organisation vor dem 1. Juli jedes Jahres einen Bericht darüber zur Verfügung, wie es bzw. er seine Verpflichtungen im Bereich der Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten durchführt. In diesem Bericht stehen mindestens folgende Angaben:

1° die vom Bericht abgedeckte Periode;

2° die Menge an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und Einheiten, nach Kategorie gemäß Artikel 3 § 1 und nach Typ (Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft), die zur Wiederverwendung auf dem Hoheitsgebiet vorbereitet wurde.

Art. 45 - Der Notifizierende im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006, der Elektro- und Elektronik-Altgeräte oder gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte gemäß den Artikeln 24 und 25 verbracht hat, stellt dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der zu diesem Zweck benannten Organisation vor dem 1. Juli jedes Jahres einen Bericht zur Verfügung, der mindestens folgende Angaben enthält:

1° die vom Bericht abgedeckte Periode;

2° die Menge an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und Einheiten, nach Kategorie gemäß Artikel 3 § 1 und nach Typ (Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft);

3° die Menge an gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten, die gemäß den Artikeln 24 und 25 verbracht wurde.

Art. 46 - Alle Daten, die aufgrund des vorliegenden Abschnitts an die Verwaltung übermittelt werden, werden von einer unabhängigen gemäß der Norm ISO 17020 akkreditierten Kontrolleinrichtung zertifiziert.

Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kann den im vorliegenden Artikel genannten Bericht ganz oder teilweise in elektronischer Form an die Verwaltung übermitteln.

Abschnitt 6 — Verpflichtung zur Erstellung eines Strategieplans und der dazugehörigen jährlichen Durchführungspläne

Art. 47 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten erstellt einen Strategieplan und jährliche Durchführungspläne gemäß dem "Abfalldekret".

Art. 48 - Die zugelassene Organisation erstellt einen Strategieplan und die dazugehörigen jährlichen Durchführungspläne gemäß dem "Abfalldekret".

Art. 49 - Der vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder von der zugelassenen Organisation erstellte jährliche Durchführungsplan ist der Verwaltung spätestens am 1. Oktober jedes Jahres, das dem Kalenderjahr seiner Umsetzung vorausgeht, gemäß den Artikeln 180 und 182 des "Abfalldekrets" zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 50 - Der jährliche Durchführungsplan dient dazu, die Durchführung und die jährliche Überwachung des individuellen Strategieplans bzw. der Zulassung sicherzustellen. Dieser Plan enthält eine Beschreibung der Umsetzung des Inhalts des individuellen Strategieplans oder der Zulassung und umfasst mindestens folgende Elemente:

1° die Art und Weise, wie der Hersteller die Verpflichtungen erfüllt, die sich aus der für ihn geltenden Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung ergeben;

2° die voraussichtliche Gesamtmenge, ausgedrückt in Kilogramm und gegebenenfalls in der Anzahl der in Verkehr gebrachten Elektro- und Elektronikgeräte, wobei zwischen Elektro- und Elektronikgeräten aus Haushalten und industrieller Herkunft zu unterscheiden ist;

3° die Präventionsmaßnahmen, insbesondere im Zusammenhang mit Brandgefahren;

4° eine Auflistung der Maßnahmen, die ergriffen wurden, um die umweltgerechte Gestaltung von Produkten zu fördern und insbesondere die Vorbereitung zur Wiederverwendung, die Wiederverwendung und die Recyclingfähigkeit zu erleichtern;

5° gegebenenfalls die Ermittlung der Menge der zu sammelnden Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

6° die Auflistung der Maßnahmen entgegen den gewerblichen Anwendern und Haushalten;

7° die Auflistung der spezifischeren Maßnahmen entgegen den KMU und Kleinstunternehmen;

8° die Auflistung der Maßnahmen bezüglich der Sammlung und Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

9° eine Übersicht über die Kommunikations- und Sensibilisierungsmaßnahmen sowie die Ergebnisse der Bewertung seiner jährlichen Informations- und Sensibilisierungskampagnen;

10° den jährlichen vorläufigen Haushaltsplan;

11° eine Beschreibung, in welcher Weise sich der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder die zugelassene Organisation an den Kosten für die getrennte Sammlung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung, die Wiederverwendung, das Recycling und die Verwertung beteiligt, um seine Ziele zu erreichen;

12° gegebenenfalls die Überwachung der im Rahmen der Zulassung der zugelassenen Organisation angeforderten Studien.

Art. 51 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten sollte das wirtschaftliche und finanzielle Gleichgewicht des eingeführten Systems gewährleisten. Zu diesem Zweck erstellt der Hersteller jedes Jahr als Anhang zu seinem jährlichen Durchführungsplan einen jährlichen Finanzplan und einen jährlichen vorläufigen Haushaltsplan.

Die Verwaltung kann jeden Finanzplan zur Begutachtung von einem auf eigene Kosten bestellten externen Rechnungsprüfer oder Wirtschaftsprüfer prüfen lassen.

Art. 52 - § 1. Die Verwaltung bearbeitet den Antrag auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller, der die Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans beantragt hat, innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für seinen Antrag.

§ 3. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller den Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags auf Genehmigung des genannten Plans.

§ 4. Ist der Antrag auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans unvollständig, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans eine Liste der fehlenden Angaben oder Unterlagen, im Folgenden als "ergänzende Unterlagen" bezeichnet. In diesem Fall wird das Verwaltungsverfahren ab dem Eingang der genannten Unterlagen wieder aufgenommen.

Der Antragsteller, der die Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans beantragt hat, übermittelt der Verwaltung die angeforderten ergänzenden Unterlagen innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum der Einsendung des Antrags auf die genannten ergänzenden Unterlagen.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller, der die Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans beantragt hat, innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für die ergänzenden Unterlagen.

§ 5. Innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag des Erhalts der ergänzenden Unterlagen von der Verwaltung übermittelt diese dem Antragsteller den Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller den Beschluss über die Unzulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans, wenn:

1° der Antragsteller, der die Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans beantragt hat, die angeforderten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Paragraph 4 Absatz 2 genannten Frist übermittelt hat;

2° er zweimal als unvollständig gilt.

§ 6. Nach Ablauf der in den Paragraphen 3 bis 5 vorgesehenen Fristen und wenn dem Antragsteller der Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit bzw. Unzulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans nicht übermittelt wurde, so gilt der Antrag auf Genehmigung des genannten jährlichen Durchführungsplans von Rechts wegen als zulässig.

Art. 53 - Die Verwaltung kann die Zulassung der zugelassenen Organisation gemäß Artikel 178 des "Abfalldokrets" aussetzen oder widerrufen, wenn sich bei der vom Rechnungsprüfer der genannten Organisation durchgeführten Prüfung des Jahresabschlusses herausstellt, dass die Rückstellungen nach dem Buchhaltungsrecht nicht gerechtfertigt sind oder dass ihre Begründung nicht gerechtfertigt ist.

Der Aussetzung geht eine Aufforderung voraus, in der die zugelassene Organisation aufgefordert wird, einen Vorschlag zur Berichtigung ihrer Jahresabschlüsse oder deren Begründung vorzulegen. Wird von der zugelassenen Organisation innerhalb von drei Monaten nach Erhalt der Aufforderung kein Vorschlag vorgelegt oder wird dieser von der Verwaltung nicht angenommen, so fasst die Verwaltung einen Beschluss über die Aussetzung oder den Widerruf der Zulassung der genannten Organisation.

Art. 54 - Die beiden letzten Durchführungspläne werden gemäß Artikel 142 des "Abfalldokrets" alle zwei Jahre, beginnend mit dem Jahr nach dem Genehmigungsbeschluss, an den Pool "Umwelt", Abteilung "Abfall" übermittelt, um einen regelmäßigen Dialog zu gewährleisten.

Art. 55 - Was den individuellen Strategieplan betrifft, ist der Minister die zuständige Behörde für administrative Beschwerden, um über die gegen die Beschlüsse der Verwaltung eingelegten Beschwerden zu befinden.

Abschnitt 7 — Verpflichtung zur Abfallrücknahme

Art. 56 - Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kommen ihrer Verpflichtung zur Rücknahme der Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten und industrieller Herkunft gemäß den Artikeln 144 bis 150 des "Abfalldokrets" und dem vorliegenden Abschnitt nach.

Die zugelassene Organisation gewährleistet auch die Weiterbildung des Personals von Containerparks hinsichtlich der Identifizierung von und des sicheren Umgangs mit Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die eingebaute Batterien enthalten.

Art. 57 - § 1. Der Einzelhändler oder gegebenenfalls der Vertreiber nimmt vom Verbraucher kostenlos und Zug um Zug jedes Elektro- und Elektronik-Altgerät aus Haushalten zurück, das dieser ihm vorlegt, sofern das zurückgegebene Gerät gleichwertiger Art ist und dieselben Funktionen wie das abgegebene Gerät erfüllt hat; dies gilt unabhängig von den Verkaufsmodalitäten und der Art der Lieferung oder Abholung des Geräts.

§ 2. Um die in Artikel 63 genannten ambitionierten Sammelquote zu erreichen, gewährleisten die Einzelhändler in Einzelhandelsgeschäften mit Verkaufsflächen von mindestens vierhundert Quadratmetern für Elektro- und Elektronikgeräte oder in deren unmittelbarer Nähe die Rücknahme von sehr kleinen Elektro- und Elektronik-Altgeräten, und zwar kostenlos für die Verbraucher und ohne Verpflichtung zum Kauf gleichartiger Elektro- und Elektronikgeräte. Der Einzelhändler stellt seinen Sammelbehälter an einer gut sichtbaren Stelle in seinem Verkaufsraum oder in dessen unmittelbarer Nähe auf.

Die in Absatz 1 genannte Verpflichtung kann aufgehoben werden, wenn eine Bewertungsstudie, die Gegenstand eines Genehmigungsbeschlusses der Verwaltung oder der zuständigen Behörde im Rahmen einer Verwaltungsbeschwerde war, nachweist, dass bestehende Alternativen hinsichtlich der kostengünstigen Sammlung von sehr kleinen Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten mindestens ebenso wirksam sein können. Die Bewertungsstudie und ihre Ergebnisse sind dem Genehmigungsbeschluss als Anhang beigefügt. Die Bewertungsstudie wird von den Einzelhändlern auf ihrer Website oder über jeden anderen Kommunikationskanal veröffentlicht.

§ 3. Der Einzelhändler bewahrt die Elektro- und Elektronik-Altgeräte auf, so wie sie ihm von den Verbrauchern übergeben worden sind, um sie dem Verteiler oder gegebenenfalls dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten anzuvertrauen. Er darf die Geräte weder abbauen noch deren verschiedene Bauteile trennen, es sei denn, die zugelassene Organisation hat dem zugestimmt und nur dann, wenn seinen Kunden im Rahmen eines von ihm geleisteten Reparaturdienstes gelegentlich Ersatzteile geliefert werden.

§ 4. In Abweichung von den Paragraphen 1 bis 3 kann die Rücknahme von Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, vom Vertreiber oder vom Einzelhändler verweigert werden, wenn das Gerät nicht alle für sein Funktionieren wesentlichen Bauteile enthält und Folgendes enthält:

1° Abfall oder Abfälle, bei denen es sich nicht um Elektro- und Elektronik-Altgeräte handelt; oder,

2° ein Element, das infolge einer Verunreinigung ein Risiko für die Gesundheit oder Sicherheit seines Personals darstellt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 informiert der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der Vertreiber oder der Einzelhändler den Inhaber des zurückgewiesenen Elektro- und Elektronik-Altgeräts aus Haushalten über alternative Rücknahmemöglichkeiten bei zugelassenen Sammlern, Händlern, Maklern oder Behandlungsanlagen für Elektro- und Elektronik-Altgeräte.

Abschnitt 8 — Verpflichtung zur Abfallvermeidung

Art. 58 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kommt seiner Pflicht zur Vermeidung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten gemäß den Artikeln 151 bis 153 des "Abfalldokrets" nach.

Art. 59 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten fördert die Konzeption und Produktion von Elektro- und Elektronikgeräten, um deren Wiederverwendung, Reparatur und Demontage sowie die Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und deren Bauteilen und Werkstoffen zu erleichtern.

Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten darf die Wiederverwendung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte nicht durch besondere Herstellungsverfahren verhindern, es sei denn, dass die Vorteile dieser Konstruktionsmerkmale oder dieser besonderen Herstellungsprozesse überwiegen, beispielsweise im Hinblick auf den Umweltschutz und/oder die Sicherheitsvorschriften.

Art. 60 - § 1. Um die Vorbereitung zur Wiederverwendung sowie die korrekte und umweltgerechte Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten - einschließlich Wartung, Nachrüstung, Umrüstung und Recycling - zu erleichtern, übermittelt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kostenlos Informationen über die Vorbereitung zur Wiederverwendung und die Behandlung für jeden Typ neuer Elektro- und Elektronikgeräte, die erstmals in der Europäischen Union in Verkehr gebracht werden, innerhalb eines Jahres nach Inverkehrbringen des jeweiligen Elektro- und Elektronikgeräts.

Diese Informationen enthalten, soweit dies erforderlich ist, damit die Sozialunternehmen, die anderen Akteure, die im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten tätig sind sowie die Behandlungs- und Recyclinganlagen die Auflagen des vorliegenden Erlasses erfüllen können, Angaben zu den verschiedenen Bauteilen und Materialien in Elektro- und Elektronikgeräten, die Energieeffizienzklassen, die Stellen, an denen sich gefährliche Stoffe und Gemische in den Elektro- und Elektronikgeräten befinden, und die Lokalisierung und Reparatur von Störungen nach Ablauf der gesetzlichen Mindestgarantie.

Die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten stellen diese Informationen den Sozialunternehmen, den anderen Akteuren, die im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten tätig sind, sowie Behandlungs- und Recyclinganlagen in Form von Handbüchern oder in elektronischer Form zur Verfügung.

§ 2. Damit der Zeitpunkt, zu dem das Elektro- oder Elektronikgerät in Verkehr gebracht wurde, eindeutig festgestellt werden kann, wird ein Hinweis auf dem Elektro- oder Elektronikgerät angebracht, in dem angegeben wird, dass das Gerät nach dem 13. August 2005 in Verkehr gebracht wurde. Zu diesem Zweck ist vorzugsweise die europäische Norm EN 50419:2022 anzuwenden.

Die in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen genannte Verpflichtung gilt:

1° ab dem 13. August 2012 für Photovoltaikmodule, die ab diesem Datum in Verkehr gebracht wurden;

2° ab dem 15. August 2018 für die Elektro- und Elektronikgeräte, die in Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 2 genannt sind und nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 fallen, und die ab diesem Datum in Verkehr gebracht wurden.

*Abschnitt 9 — Verpflichtung zur Erreichung quantifizierter Ziele
und zur Annäherung an Zielwerte für die Sammlung und Behandlung*

Art. 61 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten erreicht die quantifizierten Ziele für die Sammlung oder Verwertung, insbesondere für das Recycling, gemäß Artikel 154 des "Abfalldekrets".

Art. 62 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten erreicht die folgenden Ziele hinsichtlich der Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten:

1° die Mindestsammelquote beträgt vier Kilogramm Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten pro Einwohner und pro Jahr;

2° ab 2016 wird die Mindestsammelquote auf fünfundvierzig Prozent festgesetzt und auf der Grundlage des Gesamtgewichts der in einem bestimmten Jahr auf dem Gebiet der Wallonischen Region gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte berechnet, ausgedrückt als Prozentsatz des Durchschnittsgewichts der Elektro- und Elektronikgeräte, die in den drei vorangegangenen Jahren in Verkehr gebracht wurden;

3° ab 2019 ist die jährlich zu erreichende Mindestsammelquote fünfundsechzig Prozent des Durchschnittsgewichts der im Laufe der drei vorangegangenen Jahre in Verkehr gebrachten Elektro- und Elektronikgeräte oder fünfundachtzig Prozent der Elektro- und Elektronik-Altgeräte auf dem Gebiet der Wallonischen Region und nach Gewicht.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 2 stellen die Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten sicher, dass die Menge der gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte von 2016 bis 2019 schrittweise steigt, es sei denn, die in Paragraph 3 genannte Sammelquote wurde bereits erreicht.

Art. 63 - Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten erreicht die folgenden Mindestziele für die Verwertung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung und das Recycling:

1° Mindestzielvorgaben je Kategorie ab dem 13. August 2012 bis zum 14. August 2015 in Bezug auf die in Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 genannten Gerätekategorien:

a) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Haushaltsgroßgeräte oder Ausgabeautomaten fallen;

(1) achtzig Prozent werden verwertet, und

(2) fünfundsechzig Prozent werden recycelt;

b) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien IT- und Telekommunikationsgeräte oder Unterhaltungselektronik und Photovoltaikmodule fallen:

(1) sechundsiebzig Prozent werden verwertet, und

(2) fünfundsechzig Prozent werden recycelt;

c) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Kleingeräte, Beleuchtungskörper, elektrische und elektronische Werkzeuge, mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge, Spielzeug, Freizeit- und Sportgeräte sowie medizinische Geräte, mit Ausnahme aller implantierten oder infektiösen Produkte, oder Überwachungs- und Kontrollinstrumente fallen:

(1) siebzig Prozent werden verwertet, und

(2) fünfzig Prozent werden recycelt;

für Entladungslampen werden achtzig Prozent recycelt.

2° Mindestzielvorgaben je Kategorie ab dem 15. August 2015 bis zum 14. August 2018 für die in Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 aufgelisteten Kategorien:

a) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Haushaltsgroßgeräte oder Ausgabeautomaten fallen:

(1) fünfundachtzig Prozent werden verwertet, und

(2) achtzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

b) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien IT- und Telekommunikationsgeräte oder Unterhaltungselektronik und Photovoltaikmodule fallen:

(1) achtzig Prozent werden verwertet, und

(2) siebzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

c) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Kleingeräte, Beleuchtungskörper, elektrische und elektronische Werkzeuge, mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge, Spielzeug, Freizeit- und Sportgeräte sowie medizinische Geräte, mit Ausnahme aller implantierten oder infektiösen Produkte, oder Überwachungs- und Kontrollinstrumente fallen:

(1) fünfundsechzig Prozent werden verwertet, und

(2) fünfundfünfzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

für Entladungslampen werden achtzig Prozent recycelt.

3° Mindestzielvorgaben je Kategorie ab dem 15. August 2018 für die in Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 2 aufgelisteten Kategorien:

a) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Wärmeüberträger oder Großgeräte fallen:

(1) fünfundachtzig Prozent werden verwertet, und

(2) achtzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

b) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorie Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als hundert Quadratzentimetern enthalten, fallen:

(1) achtzig Prozent werden verwertet, und

(2) siebzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

c) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Kleingeräte oder kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als fünfzig Zentimeter) fallen:

(1) fünfundsechzig Prozent werden verwertet, und

(2) fünfundfünfzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

d) für Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorie Lampen werden achtzig Prozent recycelt.

Art. 64 - Ab dem 15. August 2018 nähert sich der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten den folgenden Mindestzielwerten für die Verwertung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung und das Recycling für die in Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 2 aufgelisteten Kategorien an:

1° für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Wärmeüberträger oder Großgeräte fallen:

a) neunzig Prozent werden verwertet, und

b) achtzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

2° für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorie Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als hundert Quadratzentimetern enthalten, fallen:

a) neunzig Prozent werden verwertet, und

b) fünfundsechzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

3° für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die unter die Kategorien Kleingeräte oder kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als fünfzig Zentimeter) fallen:

a) neunzig Prozent werden verwertet, und

b) fünfundsechzig Prozent werden zur Wiederverwendung vorbereitet und recycelt;

4° für Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorie Lampen werden neunzig Prozent recycelt.

Art. 65 - Bei den Abfällen aus Photovoltaikmodulen, berechnet nach Gewicht, werden in der Regel fünfundachtzig Prozent verwertet und achtzig Prozent für die Wiederverwendung und das Recycling aufbereitet.

Bei der Behandlung der Bauteile, Werkstoffe und Stoffe aus Abfällen aus Photovoltaikmodulen wird nach den folgenden Zielen im Hinblick auf die Vorbereitung zur Wiederverwendung und das Recycling gestrebt:

1° eisenhaltige- und nichteisenhaltige Metalle: fünfundneunzig Prozent;

2° Kunststoffe: fünfzig Prozent;

3° Glas: neunzig Prozent.

Art. 66 - Die Erfüllung der Zielvorgaben des vorliegenden Abschnitts wird berechnet, indem für jede Kategorie von Elektro- und Elektronikgeräten das Gewicht der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die nach ordnungsgemäßer Behandlung im Hinblick auf Verwertung oder Recycling gemäß Artikel 23 der Verwertungs- oder Recyclinganlage/Anlage zur Vorbereitung zur Wiederverwendung zugeführt werden, durch das Gewicht aller selektiv gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte dieser Kategorie geteilt wird, ausgedrückt als prozentualer Anteil.

Vorbereitende Maßnahmen einschließlich Sortierung und Lagerung vor der Verwertung bleiben im Hinblick auf die Erreichung dieser Zielvorgaben unberücksichtigt.

Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die aus der Europäischen Union ausgeführt werden, werden nur dann für die Durchführung der Verpflichtungen bzw. Zielvorgaben gemäß vorliegendem Abschnitt berücksichtigt, wenn der Exporteur gemäß den Verordnungen (EG) Nr. 1013/2006 und (EG) Nr. 1418/2007 beweisen kann, dass die Behandlung unter Bedingungen erfolgt ist, die den im vorliegenden Erlass festgelegten Anforderungen gleichwertig sind.

Im Hinblick auf die Berechnung dieser Zielvorgaben führt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der in seinem Namen handelnde Dritte Aufzeichnungen über das Gewicht der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, ihrer Bauteile, Werkstoffe und Stoffe, wenn diese die Sammlungsanlagen verlassen, Behandlungsanlagen, einschließlich der Vorbehandlungsanlagen, zugeführt werden und diese verlassen und der Verwertungs- oder Recyclinganlage/Anlage zur Vorbereitung zur Wiederverwendung zugeführt werden und diese verlassen.

KAPITEL 2 — *Sonderbestimmungen**Abschnitt 1 — Betreiber eines Online-Marktplatzes*

Art. 67 - § 1. Der Betreiber eines Online-Marktplatzes informiert alle Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die über seinen Online-Marktplatz in Belgien Elektro- und Elektronikgeräte im Fernabsatz verkaufen, über die Verpflichtungen, die ihnen gemäß der für sie geltenden Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte obliegen und die gemäß dem "Abfalldekret" für sie gelten.

Ist der Betreiber eines Online-Marktplatzes auch als Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten tätig, so unterliegt er ebenfalls der Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Produkte, die gemäß dem "Abfalldekret" und dem vorliegenden Erlass gilt.

§ 2. Auf Verlangen des Betreibers des Online-Marktplatzes übermittelt der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der über einen Online-Marktplatz in Belgien ein Elektro- oder Elektronikgerät im Fernabsatz verkauft, bei seiner Registrierung bei diesem Betreiber einen schriftlichen Nachweis über die Durchführung eines von der Verwaltung genehmigten individuellen Strategieplans oder gegebenenfalls über seine Mitgliedschaft bei einer zugelassenen Organisation.

Verfügt der Betreiber eines Marktplatzes nicht über den in Absatz 1 genannten Nachweis, so verweigert er dem betreffenden Hersteller den Zugang oder erfüllt gegebenenfalls in dessen Namen und auf dessen Rechnung die Verpflichtungen, die sich aus der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte im Namen dieses Herstellers ergeben.

§ 3. Der Betreiber eines Online-Marktplatzes übermittelt der Verwaltung bis zum 1. März jedes Jahres die Liste aller Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die im Vorjahr Fernabsatzverträge auf seinem Online-Marktplatz mit Verbrauchern in dem Hoheitsgebiet abgeschlossen haben, sowie das Datum der Genehmigung durch die Verwaltung ihres individuellen Strategieplans oder ihrer Mitgliedschaft bei einer zugelassenen Organisation.

Abschnitt 2 — Bevollmächtigte

Art. 68 - Jeder in einem anderen Mitgliedstaat ansässige Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten kann in Abweichung von Artikel 123 § 1 Ziffer 1 Buchstaben a bis c sowie § 2 Absatz 4 des "Abfalldekrets" eine im Hoheitsgebiet ansässige natürliche oder juristische Person als Bevollmächtigten benennen, der damit beauftragt ist, die Einhaltung der Verpflichtungen zu gewährleisten, die diesem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten aufgrund des "Abfalldekrets" und des vorliegenden Erlasses obliegen.

Jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten im Sinne von Artikel 123 § 1 Ziffer 25 Buchstabe d und § 2 Absatz 4 des "Abfalldekrets", der im Hoheitsgebiet niedergelassen ist und in einem anderen Mitgliedstaat, in dem er nicht niedergelassen ist, Elektro- und Elektronikgeräte vertreibt, benennt einen Bevollmächtigten in dem genannten Mitgliedstaat, der damit beauftragt ist, die Einhaltung der Verpflichtungen, die diesem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten im Hoheitsgebiet dieses Mitgliedstaats aufgrund der dort geltenden Gesetzgebung obliegen, zu gewährleisten.

Der Bevollmächtigte wird durch eine schriftliche Vollmacht benannt.

Der Bevollmächtigte hält der Verwaltung alle Informationen über die Durchführung der Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte seines Vollmachtgebers zur Verfügung.

*Abschnitt 3 — Bestimmungen, die ausschließlich für zugelassene Organisationen im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte gelten**Unterabschnitt 1 — Einleitende Bestimmungen*

Art. 69 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts ergänzen die Bestimmungen von Kapitel 1 des vorliegenden Titels.

Die Organisation für die erweiterte Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte erfüllt die ihr von den Herstellern von Elektro- und Elektronikgeräten übertragenen Verpflichtungen auf der Grundlage einer Zulassung, die gemäß dem "Abfalldekret" und dem vorliegenden Erlass erteilt wurde.

Unterabschnitt 2 — Konzertierungs- und Überwachungsmodalitäten mit den beteiligten Parteien

Art. 70 - § 1. Es wird ein Ausschuss zur Überwachung der Zulassung eingerichtet, der sich aus mindestens Folgenden zusammensetzt:

- 1° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umweltpolitik gehört;
- 2° zwei Vertretern der Verwaltung;
- 3° zwei Vertretern der zugelassenen Organisation.

Sachverständige können je nach der Tagesordnung von dem Überwachungsausschuss eingeladen werden.

§ 2. Der Überwachungsausschuss tritt mindestens einmal im Jahr auf Initiative der Verwaltung oder auf Antrag der Vertreter des Überwachungsausschusses in den Räumlichkeiten zusammen.

Die Verwaltung stellt die Tagesordnung auf.

Dem Überwachungsausschuss werden von der zugelassenen Organisation mindestens die folgenden Themen unterbreitet:

1° die Informationen, die zur Durchführung der sie betreffenden Verpflichtung zur Berichterstattung zu übermitteln sind;

2° die Durchführung der Zulassung und des jährlichen Durchführungsplans.

Die zugelassene Organisation kann dem Überwachungsausschuss alle Elemente vorlegen, die der Genehmigung oder der Stellungnahme der Verwaltung unterliegen.

Art. 71 - Die Verwaltung übernimmt die Rolle des Beobachters im Verwaltungsrat und in der Generalversammlung der zugelassenen Organisation. Die Verwaltung wird gebeten, rechtzeitig an den von der zugelassenen Organisation organisierten Sitzungen teilzunehmen.

Art. 72 - Wenn die zugelassene Organisation im Rahmen der Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte selbst Verträge über die Sammlung, Sortierung, Vorbehandlung, Behandlung oder das Recycling von Elektro- und Elektronik-Altgeräten abschließt, werden diese Verträge auf der Grundlage eines Lastenhefts und eines Ausschreibungsverfahrens von der zugelassenen Organisation abgeschlossen.

Bei der Ausarbeitung der Lastenhefte und des Ausschreibungsverfahrens konsultiert die zugelassene Organisation die Verbände, die die Unternehmen der Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten vertreten, sowie die Verbände der Sozialunternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, sofern diese betroffen sind.

Unterabschnitt 3 — Zusammenarbeit zwischen einem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten und einer im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte zugelassenen Organisation

Art. 73 - § 1. Der in Artikel 127 § 2 Ziffer 2 und in Artikel 160 Absatz 1 Ziffer 6 des "Abfalldekrets" genannte Mitgliedsvertrag umfasst die erforderlichen Maßnahmen zur Sicherstellung der Finanzierung der Durchführung der Verpflichtungen der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte, die während der Laufzeit des Mitgliedsvertrags in Verkehr gebracht wurden.

§ 2. Jeder Mitgliedsvertrag kann rückwirkend gelten, mit Ausnahme der Kalenderjahre, in denen der betreffende Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten:

1° keine Elektro- und Elektronikgeräte in Verkehr gebracht hat;

2° nachweist, dass er seinen Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Verantwortung nachgekommen ist;

3° durch eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung oder durch einen endgültigen Verwaltungsbeschluss, mit dem eine oder mehrere Verwaltungssanktionen verhängt wurden, wegen mindestens eines Verstoßes gegen Titel 2 des "Abfalldekrets" verurteilt wurde.

Im Falle einer rückwirkenden Mitgliedschaft kann die zugelassene Organisation Verzugszinsen für die Kalenderjahre vor dem Jahr der Mitgliedschaft verlangen, und zwar in Höhe der Summe, die zu zahlen wäre, wenn zum gesetzlichen Satz berechnete Zinsen auf die rückwirkenden Beiträge angewandt würden.

§ 3. Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der Mitglied ist, kann bei der zugelassenen Organisation die Rückerstattung des von ihm entrichteten Beitrags beantragen, der der Menge an Elektro- und Elektronikgeräten entspricht, die in Verkehr gebracht wurde und für die bereits ein Beitrag von einem anderen Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der Mitglied ist, gezahlt wurde.

Der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, der Mitglied ist, und der die Rückerstattung beantragt, muss in der Lage sein, der zugelassenen Organisation nachzuweisen:

1° dass er beim Inverkehrbringen oder beim Kauf der betreffenden Elektro- und Elektronikgeräte einen Beitrag entrichtet hat; und;

2° dass die genannten Elektro- und Elektronikgeräte insbesondere anhand von Beförderungsdokumenten oder Rechnungen exportiert oder wieder exportiert wurden.

Art. 74 - § 1. Die im vorliegenden Unterabschnitt genannte Mustervertragsvorlage ist jedem Zulassungsantrag gemäß Titel 2 des "Abfalldekrets" beizufügen.

§ 2. Jede Änderung des Mustervertrags für die Mitgliedschaft wird zuvor der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt.

Die zugelassene Organisation reicht den Antrag auf Änderung des Mustervertrags für die Mitgliedschaft gemäß den Artikeln 180 und 182 des "Abfalldekrets" bei der Verwaltung ein.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss über die Genehmigung oder Ablehnung des Änderungsantrags des Mustervertrags für die Mitgliedschaft innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des genannten Änderungsantrags.

Wird nach Ablauf der in Absatz 3 des vorliegenden Paragraphen vorgesehenen Frist dem Antragsteller kein Beschluss von der Verwaltung über die Genehmigung oder Ablehnung des Änderungsantrags versandt, so gilt der Änderungsantrag von Rechts wegen als abgelehnt.

Unterabschnitt 4 — Zusammenarbeit mit Sozialunternehmen

Art. 75 - Handelt es sich bei den Elektro- und Elektronik-Altgeräten um Abfälle aus Haushalten, kann der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten einen Mustervertrag mit einem Sozialunternehmen abschließen.

Art. 76 - Jeder im vorliegenden Unterabschnitt genannte Mustervertrag enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Ziele und Herausforderungen dieser Zusammenarbeit;
- 2° die Typen der betroffenen Elektro- und Elektronik-Altgeräte und Elektro- und Elektronikgeräte;
- 3° die Modalitäten für die Sammlung und Entsorgung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten;
- 4° die Modalitäten für den Zugang zur Lagerstätte für Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die im Hinblick auf ihre Wiederverwendung vorzubereiten sind;
- 5° die Modalitäten für die Lagerung und den Transport, die Elektro- und Elektronik-Altgeräte schützen, um deren Potenzial zur Vorbereitung zur Wiederverwendung zu erhalten; die Modalitäten für die Sortierung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte im Hinblick auf ihre Vorbereitung zur Wiederverwendung;
- 6° die Modalitäten für die Organisation der Abholung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte sowie den Verkauf der von dem Sozialunternehmen wiederverwendeten Elektro- und Elektronikgeräte;
- 7° die Modalitäten der Unterrichtung, um die Ausbildung des Personals des Wiederverwendungszentrums und des mit der Sammlung befassten Personals zu gewährleisten;
- 8° die Modalitäten für die Registrierung und Überwachung des Abholantrags;
- 9° die Modalitäten für die Vergütung der Kosten der erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für die Sammlung, die Sortierung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung und die Berichterstattung;
- 10° die Organisation und die Finanzierung einer jährlichen Informationskampagne, die für die verschiedenen Zielgruppen, wie Privatpersonen, Einzelhändler, Gewerbetreibende, bestimmt ist, und die die Wiederverwendung über die Sozialunternehmen fördert;
- 11° die Organisation von mindestens einem jährlichen Treffen zur Bewertung, Koordinierung und Anpassung der zur Vorbereitung zur Wiederverwendung getroffenen Maßnahmen;
- 12° die spezifischen Maßnahmen zur Förderung der Vermeidung, der Sortierung zur Vorbereitung zur Wiederverwendung, der Wiederverwendung und des Recyclings von Elektro- und Elektronik-Altgeräten in KMU und Kleinstunternehmen;
- 13° die Maßnahmen zur Förderung der lokalen Beschäftigung und der kurzen Behandlungskreisläufe für die Vorbereitung zur Wiederverwendung und die Wiederverwendung.

Art. 77 - § 1. Die im vorliegenden Unterabschnitt genannte Mustervertragsvorlage ist jedem Zulassungsantrag gemäß Titel 2 des "Abfalldokrets" beizufügen.

§ 2. Jede Änderung des im vorliegenden Unterabschnitt genannten Mustervertrags wird der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt.

Der Antrag auf Änderung der Mustervertragsvorlage wird gemäß den Artikeln 180 und 182 des "Abfalldokrets" bei der Verwaltung eingereicht.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung des Änderungsantrags innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wird nach Ablauf der in Absatz 3 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Frist kein Beschluss seitens der Verwaltung versandt, gilt der Änderungsantrag von Rechts wegen als abgelehnt.

Unterabschnitt 5 — Zusammenarbeit mit den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die für die Sammlung von häuslichen Elektro- und Elektronik-Altgeräten zuständig sind

Art. 78 - Mit Ausnahme der Abfälle aus Photovoltaikmodulen schließt die zugelassene Organisation, sofern es sich bei den Elektro- und Elektronik-Altgeräten um Haushaltsabfälle handelt, einen Mustervertrag mit den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die auf ihrem Zuständigkeitsgebiet für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortlich sind.

Art. 79 - Jeder im vorliegenden Unterabschnitt genannte Mustervertrag enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Modalitäten für die Sammlung der häuslichen Elektro- und Elektronik-Altgeräte und für die Übernahme der gesamten gesammelten Abfälle;
- 2° die Modalitäten für den Zugang und die kostenlose Abgabe der Elektro- und Elektronik-Altgeräte;
- 3° die den Einzelhändlern und Unternehmen gebotenen Möglichkeiten, bestimmte Mengen von Elektro- und Elektronik-Altgeräten an bestimmten Containerparks kostenlos abzugeben;
- 4° die Häufigkeit und die Art der Sammlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte an den Sammelstellen;
- 5° die technischen Mindestanforderungen für die Lagerung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten;
- 6° die Zurverfügungstellung durch die zugelassenen Organisationen der notwendigen Container und Behälter für die provisorische Lagerung der gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte;
- 7° die getroffenen Maßnahmen, um Vandalismus in direkter Beziehung mit der Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten zu vermeiden, die Schäden wieder gut zu machen oder zu entschädigen;

8° die Einsatzmodalitäten, die sich aus den Präventionsmaßnahmen ergeben;

9° die Durchführung von Informationskampagnen für Haushalte gemäß Artikel 136 des "Abfalldekrets" zur Förderung von Containerparks;

10° die Modalitäten für die Übermittlung der Daten, die für die Zusammenarbeit mit den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die für die Sammlung von häuslichen Elektro- und Elektronik-Altgeräten zuständig sind, erforderlich sind;

11° die Modalitäten für die Weiterbildung des Personals von Containerparks hinsichtlich der Identifizierung und des sicheren Umgangs mit Elektro- und Elektronik-Altgeräten, beispielsweise bei Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die eingebaute Batterien enthalten.

In Bezug auf Absatz Ziffer 2 wird es durch die genannten Zugangs- und Abgabemodalitäten garantiert, dass kein Punktesystem, keine Quoten, keine Zugangsbeschränkungen oder gleichwertige Bedingungen zur Anwendung kommen.

In Bezug auf Absatz Ziffer 8 beziehen sich die Einsatzmodalitäten beispielsweise auf die Kommunikation mit den Nutzern der Containerparks. Sie gewährleisten die Qualität der Abfälle und die Sicherheit der Personen während der Abfallsorgung.

Art. 80 - § 1. Die im vorliegenden Unterabschnitt genannte Mustervertragsvorlage ist jedem Zulassungsantrag beizufügen.

§ 2. Jede Änderung des im vorliegenden Unterabschnitt genannten Mustervertrags bedarf der Zustimmung der Verwaltung.

Der Antrag auf Änderung der Mustervertragsvorlage wird gemäß den Artikeln 180 und 182 des "Abfalldekrets" bei der Verwaltung eingereicht.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller die Entscheidung über die Gewährung oder Verweigerung der Änderungsantrag innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des genannten Antrags.

Wird nach Ablauf der in Absatz 3 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Frist keine Entscheidung der Verwaltung versandt, gilt der Änderungsantrag von Rechts wegen als abgelehnt.

Art. 81 - Jede juristische Person des öffentlichen Rechts, die für die Sammlung von häuslichen Elektro- und Elektronik-Altgeräten zuständig ist, übermittelt der zugelassenen Organisation jährlich die statistischen Daten über die getrennte Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten in Containerparks und an anderen Sammelstellen sowie über etwaige Haus-zu-Haus-Sammlungen.

Wenn die in Absatz 1 genannte juristische Person im Rahmen eines mit dem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder der betreffenden zugelassenen Organisation geschlossenen Vertrags auch die Sortierung oder Behandlung dieser Abfälle durchführt, übermittelt sie diesem Hersteller oder dieser zugelassenen Organisation ebenfalls jährlich die statistischen Daten über die Sortierung oder Behandlung der in diesem Vertrag genannten Elektro- und Elektronik-Altgeräte.

Unterabschnitt 6 — Zusammenarbeit mit den Akteuren, die an einem System zur Sammlung und Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten industrieller Herkunft beteiligt sind

Art. 82 - Die zugelassene Organisation schließt einen Vertrag mit den Akteuren, die am System der Sammlung, Sortierung, Vorbehandlung und Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten industrieller Herkunft beteiligt sind. Dieser Vertrag enthält mindestens:

1° eine Beschreibung der Modalitäten zur Erfüllung der sie betreffenden Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Verantwortung;

2° die Modalitäten der Zusammenarbeit mit den am System der Sammlung und Behandlung beteiligten Akteuren, einschließlich der Bereitstellung geeigneter Informationen;

3° die Maßnahmen, einschließlich der technischen Normen, im Zusammenhang mit der Behandlung von gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräten gemäß den geltenden Rechts- und Umweltvorschriften, insbesondere der CENELEC-Normenreihe und der Norm EN 50614;

4° eine Beschreibung der Art und Weise, wie sich die zugelassene Organisation pauschal an den Kosten für die Vermeidung, die getrennte Sammlung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung, die Wiederverwendung, das Recycling und die Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten beteiligt;

5° die spezifischen Maßnahmen zur Förderung der Vermeidung, der Sortierung zur Vorbereitung auf die Wiederverwendung, der Wiederverwendung und des Recyclings von Elektro- und Elektronik-Altgeräten in KMU und Kleinstunternehmen;

6° die getroffenen Maßnahmen zur Förderung der lokalen Beschäftigung und der kurzen Behandlungskreisläufe für die Vorbereitung zur Wiederverwendung, die Wiederverwendung, das Recycling und jede andere Verwertung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten;

7° die Modalitäten für die Übernahme der Kosten im Zusammenhang mit der Übermittlung der Daten sowie der Kosten für die zur Zertifizierung der Daten erforderlichen Audits.

Unterabschnitt 7 — Vergabe von Aufträgen

Art. 83 - § 1. Die Vergabe von Verträgen für die Sammlung, den Transport und die Behandlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten aus Haushalten erfolgt auf der Grundlage von Lastenheften und unter Einhaltung der Artikel 164 bis 172 des "Abfalldekreets".

Die zugelassene Organisation befolgt folgende Bestimmungen:

1° die Verträge werden nach den Grundsätzen eines beschränkten Angebotsaufrufverfahrens vergeben, das eine Phase der Auswahl der Bewerbungen auf der Grundlage objektiver und transparenter Kriterien umfasst, gefolgt von einer Phase der Angebotsabgabe ausschließlich durch die Bewerber, die anhand der vorab festgelegten Kriterien ausgewählt wurden;

2° das Verfahren zur Auswahl und Vergabe der Verträge wird in einem Dokument beschrieben, das von der zugelassenen Organisation in ihrem Zulassungsantrag erstellt wurde und der Öffentlichkeit zumindest in französischer Sprache zugänglich ist;

3° der Auftrag kann in Lose unterteilt werden;

4° als Zuschlagskriterien führen die Lastenhefte den Preis, den technischen Wert des Angebotsinhalts einschließlich der Umweltleistung der gesamten Leistungen und die Qualität der Dienstleistung oder der innovative Charakter des Angebots an;

5° wenn die Verwaltung um weitere Auskünfte bittet, wird die ursprüngliche Genehmigungsfrist von sechzig Tagen um höchstens einen Monat ab dem Eingang der geforderten Auskünfte verlängert;

6° die zugelassene Organisation gewährleistet eine ausreichende Bekanntmachung ihrer Angebotsaufrufe über die betreffenden Sektorenverbände;

7° die zugelassene Organisation trifft die erforderlichen Maßnahmen, um die wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Kräfte der Bewerber sowie das Vorliegen aller erforderlichen gesetzlichen Genehmigungen zu überprüfen, um nicht konforme Angebote auszuschließen;

8° die zugelassene Organisation darf die im Rahmen von Angebotsaufrufen gemäß Artikel 171 des "Abfalldekreets" vom 9. März 2023 erhaltenen Informationen nicht für andere Zwecke als diejenigen verwenden, für die sie bereitgestellt wurden;

9° die Vertragsvergabe erfolgt auf der Grundlage der im Lastenheft festgelegten Zuschlagskriterien und -modalitäten, nach vorheriger Prüfung der Eignung der Bewerber gemäß den oben genannten Auswahlkriterien;

10° die Auswahl der Betreiber wird der Verwaltung zur Stellungnahme vorgelegt, zusammen mit einem begründeten Bericht, der sich auf die in den Lastenheften festgelegten Zuschlagskriterien des Auftrags stützt;

11° jeder Bewerber kann Einsicht in den Bewertungsbericht zu seinem Angebot nehmen;

12° jede bedeutende Änderung der Bedingungen der abgeschlossenen Verträge wird vorher von der Verwaltung genehmigt;

13° im Falle eines Interessenkonflikts seitens einer Person, die mit der zugelassenen Organisation im Sinne von Artikel 166 des "Abfalldekreets" verbunden ist, ist das Vergabeverfahren von Rechts wegen nichtig.

§ 2. In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 2 gibt das Dokument Folgendes an:

1° die Mindestauswahlkriterien hinsichtlich der wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Kraft der Bewerber sowie die Ausschlusskriterien;

2° die Verteilung des Auftrags;

3° die Fristen für die Einreichung der Bewerbungen und Angeboten;

4° die Modalitäten der Bekanntmachung;

5° die erforderlichen Bescheinigungen und Musterdokumente;

6° die Gewichtung der Zuschlagskriterien und -unterkriterien;

7° die Modalitäten für die Prüfung der Bewerbungen und Angebote, die Prüfung der qualitativen Auswahlkriterien und die Rolle des Berichts eines externen Sachverständigen;

8° die Modalitäten für die Bearbeitung der Bewerbungen und Angebote, darunter

a) die Ordnungsmäßigkeit der Bewerbung;

b) das Datum der Einreichung der Bewerbung; und;

c) die Rolle des Ausschusses für die Angebotsauswahl;

9° die Mitteilung der Auswahl an die Bewerber und die Modalitäten für die Bekanntgabe der Begründung für die Auftragsvergabe mit eventuellem Zugang zum Bericht des externen Sachverständigen;

10° alle sonstigen Informationen, die von der zugelassenen Organisation als relevant erachtet werden.

In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 3 wird die eventuelle Verteilung des Auftrags auf zwei oder mehrere Bewerber in den Auftragsbekanntmachungen und dem Lastenheft angekündigt, so dass jeder über alle notwendigen Elemente für die Ausarbeitung der Angebote unter Berücksichtigung der Verteilerschlüssel verfügt.

In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 4 werden die Lastenhefte von der Verwaltung genehmigt und legen die Gewichtung der Kriterien fest, wobei der Preis höchstens fünfzig Prozent und der technische Wert sowie die Umweltleistung mindestens dreißig Prozent ausmachen.

In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 6 sorgt die zugelassene Organisation bei ihren Angebotsaufrufen für eine angemessene Bekanntmachung durch die Veröffentlichung der wesentlichen Merkmale des Auftrags und eine Beschreibung des Vergabeverfahrens. Sie stellt sicher, dass jeder potenzielle Bewerber über die gleichen relevanten Informationen verfügt, um seine Bewerbung einzureichen und sein Angebot auszuarbeiten. Zu diesem Zweck werden ergänzende Informationen, die einem Bewerber nach der Übermittlung des Lastenhefts mitgeteilt wurden, auch den anderen Bewerbern zur Verfügung gestellt, wenn diese Informationen für die Ausarbeitung der Angebote wesentlich sind oder eine Auslegung des Lastenhefts betreffen.

In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 10 wird der Vertrag dem Bewerber vergeben, der das interessanteste ordnungsmäßige Angebot eingereicht hat.

In Bezug auf Paragraph 1 Ziffer 11 enthält der begründete Bericht:

- 1° die Bewertung der Bearbeitungsprozesse durch einen externen Sachverständigen;
- 2° die für jedes Zuschlagskriterium und -unterkriterium vergebene Punktzahl, ergänzt durch seine Begründung und die Berechnungsmodalitäten.

Art. 84 - In den Lastenheften werden die soziale Beschäftigung sowie innovative Kriterien wie die Nutzung des Schienen- oder Binnenschiffsverkehrs zur Verringerung der verkehrsbedingten Auswirkungen berücksichtigt.

Art. 85 - Der technische Wert des Angebots berücksichtigt die Abfallhierarchie gemäß Artikel 6 des "Abfalldekrets". Bei der Bewertung der Angebote werden auch die Qualität der Behandlung, die Energieeffizienz und die Minimierung der zu entsorgenden Restabfälle berücksichtigt.

Für die Qualität der Behandlung sind folgende Unterkriterien vorgesehen:

- 1° die Kontrollierbarkeit des Prozesses, der Ergebnisse und der Verfahren zur Gewährleistung dieser Kontrollierbarkeit;
- 2° die Kontinuität des Vertrags und die Gewährleistung seiner Erfüllung;
- 3° der reibungslose Ablauf der Behandlungsverfahren.

Art. 86 - Das detaillierte Vergabeverfahren entspricht den Artikeln 162 bis 172 des "Abfalldekrets" und ist integraler Bestandteil des Zulassungsantrags. Jede Änderung wird der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt.

Bei einer Aufteilung des Auftrags in Lose werden die für jedes Los eingereichten Angebote unabhängig von den für die anderen Lose eingereichten Angeboten geprüft und bewertet. Die Rangordnung der Angebote erfolgt losweise.

Art. 87 - Die Verwaltung erhält die von der zugelassenen Organisation erstellten Berichte zu jeder wichtigen Phase des Vergabeverfahrens (Kenntnisnahme der Bewerbungen und Angebote, abschließende Bewertung der Angebote und Auftragsvergabe) und prüft nach, ob der Wettbewerb nicht verfälscht ist.

Art. 88 - Die Verwaltung gibt vor der Vergabe der Verträge eine Stellungnahme zur Einhaltung des in Artikel 84 beschriebenen Verfahrens sowie zum Bericht über die Auftragsvergabe ab. Im Falle einer ungünstigen Stellungnahme und wenn die zugelassene Organisation von der Stellungnahme der Verwaltung abweicht, muss sie dies begründen. Darüber hinaus wird in diesem Fall die Stellungnahme dem in Artikel 71 genannten Ausschuss zur Überwachung der Zulassung mitgeteilt.

Art. 89 - Die zugelassene Organisation übernimmt die Abfallbewirtschaftung unter Förderung der lokalen Beschäftigung und den Grundsatz der Nähe fördert, der die Auswahl der am besten geeigneten Anlagen in unmittelbarer Nähe unter Einsatz der am besten geeigneten Methoden und Technologien vorsieht, um ein hohes Schutzniveau für die Umwelt und die öffentliche Gesundheit zu gewährleisten.

Unterabschnitt 8 — Register der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten

Art. 90 - § 1. Die zugelassene Organisation führt ein Register der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die ihr die Erfüllung der im vorliegenden Titel genannten Verpflichtungen übertragen haben, einschließlich der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die Elektro- und Elektronikgeräte im Fernabsatz vertreiben.

Anhand dieses Registers wird geprüft, ob die Anforderungen des vorliegenden Erlasses eingehalten werden.

Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten, die Elektro- und Elektronikgeräte im Fernabsatz vertreiben, sind in dem Mitgliedstaat niedergelassen, in dem sie diese verkaufen. Sofern solche Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten in dem Mitgliedstaat, in den sie liefern, nicht bereits ansässig sind, müssen sie über ihren Bevollmächtigten im Sinne des Artikels 69 registriert werden.

§ 2. Jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder jeder Bevollmächtigte, sofern er gemäß Artikel 69 benannt wurde, ist ordnungsgemäß im Register der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten eingetragen. In diesem Zusammenhang:

1° hat jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder jeder gemäß Artikel 69 benannte Bevollmächtigte die Möglichkeit, alle sachdienlichen Angaben zu den Tätigkeiten des betreffenden Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten auf dem Gebiet der Wallonischen Region online in das Herstellerregister einzutragen;

2° legt jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder jeder gemäß Artikel 69 benannte Bevollmächtigte bei der Registrierung die in Anhang 5 Buchstabe A genannten Angaben vor und aktualisiert diese gegebenenfalls;

3° legt jeder Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten oder jeder gemäß Artikel 69 benannte Bevollmächtigte die in Anhang 5 Buchstabe B genannten Angaben vor.

§ 3. Das Register der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten ist auf mindestens einer Website der zugelassenen Organisation einsehbar.

Unterabschnitt 9 — Verschärfte Verpflichtungen hinsichtlich des strategischen Plans, der Finanzierung der Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und der Rücknahme von Elektro- und Elektronik-Altgeräten

Art. 91 - Wird die in Artikel 52 genannte Verpflichtung zur Erstellung eines Finanzplans von der zugelassenen Organisation erfüllt, muss dieser Plan mindestens folgende Elemente enthalten:

- 1° den Jahreshaushaltsplan;
- 2° die Grundlagen für die Berechnung der Beiträge und die Modalitäten für deren Anpassung;
- 3° die Strategie zur Verwendung der Beiträge;
- 4° die Strategie im Bereich der Rückstellungen und Rücklagen;
- 5° die Methode zur Finanzierung etwaiger Verluste;
- 6° die Methode zur Finanzierung der Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, bei denen der Hersteller nicht mehr tätig ist oder identifiziert werden kann;
- 7° die Anlagepolitik, bei der Finanzanlagen sicher sein müssen und das Risiko eines Kapitalverlusts verringert werden sollte;
- 8° gegebenenfalls die getroffenen Maßnahmen im Hinblick auf die Ökomodulation.

Art. 92 - Der Umweltbeitrag zur Deckung der Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung der Rücknahmepflicht gemäß Kapitel 1 Abschnitt 6 des vorliegenden Titels für Abfälle aus Haushalten und gegebenenfalls industrieller Herkunft ist auf den Rechnungen zwischen den verschiedenen Gliedern der Vermarktungskette ausgewiesen. Bei Elektro- und Elektronikgeräten wird dieser Beitrag an der Verkaufsstelle gegenüber dem Endverbraucher ausgewiesen.

Art. 93 - Die zugelassene Organisation kommt der in Kapitel 2 Abschnitt 6 des vorliegenden Titels genannten Rücknahmepflicht nach, indem sie die erforderlichen Informationen für die Schulung des Personals der Containerparks hinsichtlich der Identifizierung und der sicheren Handhabung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die integrierte Batterien enthalten, bereitstellt.

Art. 94 - § 1. Die zugelassene Organisation sorgt dafür, dass die Mengen an Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die von Unternehmen der Sozialwirtschaft aufgrund ihrer Wiederverwendung aufbereitet werden, um einen in ihrer Zulassung festgelegten Prozentsatz und während der gesamten Laufzeit dieser Zulassung steigen.

§ 2. Paragraf 1 ist aufgrund der Marktbedingungen und der unzureichenden Aufbereitungsketten für die Wiederverwendung dieser Art von Elektro- und Elektronik-Altgeräten nicht anwendbar für Abfälle aus Photovoltaikmodulen.

Die Verwaltung bewertet die genannten Marktbedingungen und den Stand der genannten Aufbereitungsketten mindestens einmal alle drei Jahre. Auf der Grundlage dieser Bewertung passt die Regierung den vorliegenden Paragrafen gegebenenfalls an.

Art. 95 - Die zugelassene Organisation sorgt für die Rücknahme von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die aus Naturkatastrophen und Unfällen stammen und von den Behörden als solche anerkannt sind.

Unterabschnitt 10 — Pilotprojekte und Studien

Art. 96 - Wird die Entsorgungspflicht von der zugelassenen Organisation wahrgenommen, so kann diese Pilotprojekte durchführen, um alternative, umweltfreundliche Szenarien für die Sammlung oder Behandlung zu erarbeiten, die der in Artikel 6 des "Abfalldekrets" genannten Abfallhierarchie entsprechen.

Die in Absatz 1 genannten Pilotprojekte beeinträchtigen nicht die Aufgaben der Gemeinden und der juristischen Personen des öffentlichen Rechts und werden für einen begrenzten Zeitraum gemäß Artikel 162 Absatz 3 des "Abfalldekrets" durchgeführt.

Art. 97 - Die zugelassene Organisation führt eine Studie über die Reparatur, die Wiederverwendung und die Vorbereitung zur Wiederverwendung durch, in der die vom Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten reparierten und wiederverwendeten Mengen erfasst werden, unabhängig davon, ob diese im Rahmen der Garantie erfolgten oder nicht.

Art. 98 - Die Verwaltung oder die Regierung kann im Rahmen einer administrativen Beschwerde die Zulassung davon abhängig machen, dass der Antragsteller oder die zugelassene Organisation eine Studie über die Auswirkungen bestimmter giftiger Stoffe in Elektro- und Elektronik-Altgeräten durchführt, die die Umwelt und die menschliche Gesundheit beeinträchtigen. Die Verwaltung oder die Regierung legt im Rahmen einer administrativen Beschwerde die Frist fest, innerhalb derer die genannte Studie während der Gültigkeitsdauer der Zulassung durchzuführen ist.

TITEL 5 — SONSTIGE BESTIMMUNGEN**KAPITEL 1 — Administrative Bestimmungen**

Art. 99 - Der Minister kann alle Formulare festlegen, die für die Durchführung von Titel 2 des "Abfalldekrets" und des vorliegenden Erlasses erforderlich sind, insbesondere:

1° ein Antragsformular für die Genehmigung eines individuellen strategischen Plans;

2° ein Antragsformular für die Zulassung im Bereich der erweiterten Herstellerverantwortung für Elektro- und Elektronikgeräte;

3° ein Antragsformular für die Genehmigung des jährlichen Durchführungsplans;

4° ein Formular zur Einlegung einer administrativen Beschwerde.

Art. 100 - Die Verwaltung ist gemäß Artikel 202 § 2 Absatz 1 des "Abfalldekrets" für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die sie in Anwendung des vorliegenden Erlasses verarbeitet.

KAPITEL 2 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 101 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, zuletzt abgeändert durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden Ziffer 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

"1° Elektro- und Elektronik-Altgeräte: die Elektro- und Elektronik-Altgeräte im Sinne von Artikel 4 § 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte;

2° elektrische und elektronische Geräte: die Geräte im Sinne von Artikel 4 § 1 Ziffer 12° des Erlasses der wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte."

Art. 102 - Artikel 37 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 werden ozonschädigende Gase gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 behandelt. Die Kältemittel sind stets auf den Geräten angegeben, die FCKW oder HFKW enthalten."

Art. 103 - Kapitel X des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das neue Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereine, der die Artikel 96 bis 108/3 enthält, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 2017, wird aufgehoben.

Art. 104 - In demselben Erlass werden die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 2017 abgeänderten Anhänge IA bis V aufgehoben.

KAPITEL 3 — Bestimmungen für das Inkrafttreten und die Ausführung

Art. 105 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist, beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 37 am 1. Januar 2027 in Kraft.

Art. 106 - Der Minister für Umwelt wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft
Y. COPPIETERS

**ANHANG 1 - INDIKATIVE LISTE DER ELEKTRISCHEN UND ELEKTRONISCHEN GERÄTE, DIE UNTER DIE
IN ARTIKEL 3 § 1 ZIFFER 1 AUFGEFÜHRTEN KATEGORIEN FALLEN****1° Haushaltsgroßgeräte**

Große Kühlgeräte

Kühlschränke

Gefriergeräte

Sonstige Großgeräte zur Kühlung, Konservierung und Lagerung von Lebensmitteln

Waschmaschinen

Wäschetrockner

Geschirrspüler

Herde und Backöfen

Elektrische Kochplatten

Elektrische Heizplatten

Mikrowellengeräte

Sonstige Großgeräte zum Kochen oder zur sonstigen Verarbeitung von Lebensmitteln

Elektrische Heizgeräte

Elektrische Heizkörper

Sonstige Großgeräte zum Beheizen von Räumen, Betten und Sitzmöbeln

Elektrische Ventilatoren

Klimageräte

Sonstige Belüftungs-, Entlüftungs- und Klimatisierungsgeräte

2° Haushaltskleingeräte

Staubsauger

Teppichkehrmaschinen

Sonstige Reinigungsgeräte

Geräte zum Nähen, Stricken, Weben oder zur sonstigen Bearbeitung von Textilien

Bügeleisen und sonstige Geräte zum Bügeln, Mangeln oder zur sonstigen Pflege von Kleidung

Toaster

Friteusen

Mühlen, Kaffeemaschinen und Geräte zum Öffnen und Verschließen von Behältnissen oder Verpackungen

Elektrische Messer

Haarschneidegeräte, Haartrockner, elektrische Zahnbürsten, Rasierapparate, Massagegeräte und sonstige Geräte für die Körperpflege

Wecker, Armbanduhren und Geräte zum Messen, Anzeigen oder Aufzeichnen der Zeit

Waagen

3° IT- und Telekommunikationsgeräte

Zentrale Datenverarbeitung:

Großrechner

Minicomputer

Drucker

PC-Bereich:

PCs (einschließlich CPU, Maus, Bildschirm und Tastatur)

Laptops (einschließlich CPU, Maus, Bildschirm und Tastatur)

Notebooks

Elektronische Notizbücher

Drucker

Kopiergeräte

Elektrische und elektronische Schreibmaschinen

Taschen- und Tischrechner

sowie sonstige Produkte und Geräte zur Erfassung, Speicherung, Verarbeitung, Darstellung oder Übermittlung von Informationen mit elektronischen Mitteln

Benutzerendgeräte und -systeme

Faxgeräte

Telexgeräte

Telefone

Münz- und Kartentelefone

Schnurlose Telefone

Mobiltelefone

Anrufbeantworter

sowie sonstige Produkte oder Geräte zur Übertragung von Tönen, Bildern oder sonstigen Informationen mit Telekommunikationsmitteln

4° Geräte der Unterhaltungselektronik und Photovoltaikmodule

Radiogeräte

Fernsehgeräte

Videokameras

Videorekorder

Hi-Fi-Anlagen

Audio-Verstärker

Musikinstrumente

sowie sonstige Produkte oder Geräte zur Aufnahme oder Wiedergabe von Tönen oder Bildern, einschließlich Signalen, oder andere Technologien zur Übertragung von Tönen und Bildern mit anderen als Telekommunikationsmitteln

Solarmodule

5° Beleuchtungskörper

Leuchten für Leuchtstofflampen mit Ausnahme von Leuchten in Haushalten

Stabförmige Leuchtstofflampen

Kompaktleuchtstofflampen

Entladungslampen, einschließlich Hochdruck-Natriumdampflampen und Metaldampflampen

Niederdruck-Natriumdampflampen

Sonstige Beleuchtungskörper oder Geräte für die Ausbreitung oder Steuerung von Licht mit Ausnahme von Glühlampen

6° Elektrische und elektronische Werkzeuge (mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge)

Bohrmaschinen

Sägen

Nähmaschinen

Geräte zum Drehen, Fräsen, Schleifen, Zerkleinern, Sägen, Schneiden, Abscheren, Bohren, Lochen, Stanzen, Falzen, Biegen oder zur entsprechenden Bearbeitung von Holz, Metall und sonstigen Werkstoffen

Niet-, Nagel- oder Schraubwerkzeuge oder Werkzeuge zum Lösen von Niet-, Nagel- oder Schraubverbindungen oder für ähnliche Verwendungszwecke

Schweiß- und Lötwerkzeuge oder Werkzeuge für ähnliche Verwendungszwecke

Geräte zum Versprühen, Ausbringen, Verteilen oder zur sonstigen Verarbeitung von flüssigen oder gasförmigen Stoffen mit anderen Mitteln

Rasenmäher und sonstige Gartengeräte

7° Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte

Elektrische Eisenbahnen oder Autorennbahnen

Videospielkonsolen

Videospiele

Fahrrad-, Tauch-, Lauf-, Rudercomputer usw.

Sportausrüstung mit elektrischen oder elektronischen Bauteilen Geldspielautomaten

8° Medizinische Geräte (mit Ausnahme aller implantierten oder infektiösen Produkte)

Geräte für Strahlentherapie

Kardiologiegeräte

Dialysegeräte

Beatmungsgeräte

Nuklearmedizinische Geräte

Laborgeräte für In-vitro-Diagnostik

Analysegeräte

Kühlgeräte

Fertilisations-Testgeräte

Sonstige Geräte zur Erkennung, Vorbeugung, Überwachung, Behandlung oder Linderung von Krankheiten, Verletzungen oder Behinderungen

9° Überwachungs- und Kontrollinstrumente

Rauchmelder

Heizregler

Thermostate

Geräte zum Messen, Wiegen oder Regeln in Haushalt und Labor

Sonstige Überwachungs- und Kontrollinstrumente von Industrieanlagen (z. B. in Bedienpulten)

10° Automatische Ausgabegeräte

Heißgetränkeautomaten

Automaten für heiße oder kalte Flaschen oder Dosen

Automaten für feste Produkte

Geldautomaten

Jegliche Geräte zur automatischen Abgabe von Produkten

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte als Anhang beigelegt zu werden

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

ANHANG 2 - NICHT ABSCHLIESSENDE LISTE DER ELEKTRISCHEN UND ELEKTRONISCHEN GERÄTE, DIE UNTER DIE IN ARTIKEL 3 ZIFFER 2 AUFGEFÜHRTE KATEGORIEN FALLEN**1° Wärmeübertrager**

Kühlschränke, Gefriergeräte, Geräte zur automatischen Abgabe von Kaltprodukten, Klimageräte, Entfeuchter, Wärmepumpen, ölgefüllte Radiatoren und andere Wärmeübertrager, bei denen andere Flüssigkeiten als Wasser für die Wärmeübertragung verwendet werden.

2° Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als 100 cm² enthalten

Bildschirme, Fernsehgeräte, LCD-Fotorahmen, Monitore, Laptops, Notebooks.

3° Lampen

Stabförmige Leuchtstofflampen, Kompaktleuchtstofflampen, Leuchtstofflampen, Entladungslampen (einschließlich Hochdruck-Natriumdampflampen und Metaldampflampen), Niederdruck-Natriumdampflampen, LED-Lampen

4° Großgeräte

Waschmaschinen, Wäschetrockner, Geschirrspüler, Elektroherde und -backöfen, Elektrokochplatten, Leuchten, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung (mit Ausnahme von Kirchenorgeln), Geräte zum Stricken und Weben, Großrechner, Großdrucker, Kopiergeräte, große Geldspielautomaten, medizinische Großgeräte, große Überwachungs- und Kontrollinstrumente, große Produkt- und Geldausgabeautomaten, Photovoltaikmodule.

5° Kleingeräte

Staubsauger, Teppichkehrmaschinen, Geräte zum Nähen, Leuchten, Mikrowellengeräte, Lüftungsgeräte, Bügel-eisen, Toaster, elektrische Messer, Wasserkocher, Uhren, elektrische Rasierapparate, Waagen, Haar- und Körperpflege-geräte, Taschenrechner, Radiogeräte, Videokameras, Videorekorder, Hi-Fi-Anlagen, Musikinstrumente, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, elektrisches und elektronisches Spielzeug, Sportgeräte, Fahrrad-, Tauch-, Lauf-, Rudercomputer usw., Rauchmelder, Heizregler, Thermostate, elektrische und elektronische Kleinwerkzeuge, medizinische Kleingeräte, kleine Überwachungs- und Kontrollinstrumente, kleine Produktausgabeautomaten, Kleingeräte mit eingebauten Photovoltaikmodulen.

6° Kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als fünfzig Zentimeter)

Mobiltelefone, GPS-Geräte, Taschenrechner, Router, PCs, Drucker, Telefone.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte als Anhang beigelegt zu werden

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

**ANHANG 3 - VORBEREITUNG ZUR WIEDERVERWENDUNG BESTIMMTER
ELEKTRO- UND ELEKTRONIK-ALTGERÄTE****1. Energielabel**

Nur Geräte, die über ein Energielabel verfügen, das mindestens dem minimalen Energielabel entspricht, das für die Vermarktung eines neuen entsprechenden elektrischen und elektronischen Geräts zugelassen wird, dürfen zu ihrer Wiederverwendung vorbereitet werden.

Zur Prüfung des Energielabels des Geräts kann eine Datenbank benutzt werden. Wenn das Gerät in dieser Datenbank nicht aufgenommen ist, oder wenn die Benutzung einer solchen Datenbank unmöglich ist, wird der Energieverbrauch auf der Grundlage eines dokumentierten und von der Verwaltung genehmigten Prüfungsverfahrens gemessen.

Für die folgenden Gerätekategorien wird ein minimales Energielabel gefordert:

- 1° Kühlschränke, Gefriergeräte: Energielabel A;
- 2° Waschmaschinen, Geschirrspüler: Energielabel B;
- 3° mobile Klimatisierungsgeräte, Wäschetrockner: Energielabel C.

2. Funktionsprüfungen**2.1. ICT-Geräte**

ICT-Geräte genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

1° Power on self test, abgekürzt "POST": der POST ist eine Reihe von Prüfungen, die ein Computer oder ein damit verbundenes Gerät beim Hochfahren durchläuft. Er wird vom BIOS durchgeführt und kontrolliert die Funktion des RAM, der Grafikkarte, der Festplatte, der Tastatur und sonstigen Hardware. Hat die Prüfung ein positives Ergebnis, wird das Hochfahren weitergeführt;

- 2° die Tastatur und die Maus sind unbeschädigt und funktionsfähig;
- 3° die Kabel und Stecker sind unbeschädigt und funktionsfähig;
- 4° der Bildschirm ist funktionsfähig: korrektes Bild, keine Schäden, Kabel vorhanden;
- 5° der Drucktest des Druckers ist erfolgreich;
- 6° die Bauteile sind funktionsfähig und wurden als Computerbauteile getestet;
- 7° Mobilcomputer verfügen über einen ursprünglichen, unbeschädigten und funktionsfähigen Adapter;
- 8° die Batterie funktioniert und kann geladen werden;
- 9° Mobilcomputer müssen mindestens eine halbe Stunde auf Batteriebetrieb funktionieren.

Bei der Vorbereitung der ICT-Geräte auf die Wiederverwendung löschen die Abfallentsorger alle personenbezogenen Daten sowie die nicht übertragbare, urheberrechtlich geschützte Software auf der Grundlage eines dokumentierten Verfahrens zur Software-Löschung. Eine neue Software wird installiert, wenn das Gerät über eine Lizenz verfügt;

2.2. Mobiltelefone

Mobiltelefone genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

- 1° Antwort-Test;
- 2° Prüfung des Mikrophons und des Lautsprechers: heller Klang ohne Verformung, der Eingangsgeräuschpegel ist dem Ausgangsgeräuschpegel gleich;
- 3° Prüfung des Bildschirms und der Tastatur: jede Taste ist funktionsfähig, klares Display, jede Tastaturtaste erscheint im Bildschirm;
- 4° Batterietest: die Batterie ist geladen und ihre Funktionsfähigkeit wird anhand eines Spannungsmessers geprüft. Die Batterie behält einen minimalen Ladezustand (mindestens 80 Prozent). Es gibt einen funktionsfähigen Batterie-Schutzkreislauf.

2.3. Haushaltskühlschränke und -gefriergeräte

Haushaltskühlschränke und -gefriergeräte genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

- 1° Kühlschränke: sie kühlen mindestens bis fünf Grad Celsius;
- 2° Gefriergeräte: sie kühlen mindestens bis:
 - a) minus sechs Grad Celsius, wenn sie über einen Stern verfügen;
 - b) minus zwölf Grad Celsius, wenn sie über zwei Sterne verfügen;
 - c) minus achtzehn Grad Celsius, wenn sie über drei Sterne verfügen.

3. Spezifische Anforderungen für bestimmte Arten von wiederverwendeten Elektro- und Elektronikgeräten

- 1° Kühlschränke, Gefriergeräte und mobile Klimaanlage:
 - (1) die Isolierung ist vollständig und unbeschädigt;
 - (2) es gibt keinen oder nur wenig Rost;
 - (3) es liegen keine oder nur geringe optische Mängel vor;
 - (4) Vorhandensein von FCKW/H-FCKW: Geräte, die einen der in der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 geregelten Stoffe enthalten, dürfen nicht wiederverwendet werden. Geräte, bei denen die enthaltenen Kältemittel nicht angegeben sind, dürfen nicht wiederverwendet werden;

2° Mikrowellengeräte: das Mikrowellengerät darf keinen Strahlungsverlust aufweisen;

3° Waschmaschinen, Geschirrspüler, Wäschetrockner: die Heizelemente der Geräte müssen entkalkt werden;

4° für PCs: mindestens Prozessor: Pentium III, 1,6 GHz.

5° für Photovoltaikmodule:

(1) es wird eine Leistungsminderung von sechzig Prozent der ursprünglichen theoretischen Leistung berücksichtigt, damit ein Photovoltaikmodul funktionell ist;

(2) die Sicherheit jedes Photovoltaikmoduls wird gemäß der Isolationsprüfung MST 16 (IEC 61730-2) geprüft, bei der überprüft wird, ob die Isolationseigenschaften der Innenflächen des Moduls den Anforderungen der Europäischen Union entsprechen, sowie gemäß der feuchten Ableitstromprüfung MST 17 (IEC 61730-2), mit der überprüft wird, ob die Isolationseigenschaften der Außenflächen der Photovoltaikmodule den Anforderungen an die elektrische Sicherheit entsprechen. Der Isolationswiderstand muss mindestens $40 \text{ M}\Omega \cdot \text{m}^2$ betragen, was einem Isolationswiderstand von $25 \text{ M}\Omega$ für ein Modul mit einer Fläche von $1,6 \text{ m}^2$ entspricht;

(3) das Photovoltaikmodul genügt mindestens den folgenden Bedingungen:

- das Frontglas weist keine Beschädigungen und keine Verfärbungen auf. Leichte oberflächliche Kratzer sind zulässig;

- der Rahmen ist vollständig. Leichte Korrosion und Verfärbungen sind zulässig;

- das Aussehen und die Beschaffenheit der Rückseitenfolie (Polymer) sind unbeschädigt, da das Modul keine Verfärbungen, keine Delaminierung, keine Risse und keine Vertiefungen aufweist. Nicht berücksichtigt werden Markierungen, Kratzer oder oberflächliche Brandspuren sowie Blasen mit einer Abmessung von mindestens fünf Millimetern oder weniger als einem Prozent der Gesamtfläche der Blasenfläche;

- die Kabel und Stecker weisen keinen Rost auf;

- die Klebstoffe und Dichtungen der Anschlussdose sind fest;

- die inneren Siliziumzellen und die Einkapselung weisen keine Risse in den Zellen, keine zerbrochenen Zellen, keine Schnecken Spuren, keine Verfärbungen, keine Ablösung der Einkapselung und keine Feuchtigkeit auf, und die Sammelschiene sowie die Verbindung der Stränge sind in gutem Zustand.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

ANHANG 4 - SYMBOL ZUR KENNZEICHNUNG VON ELEKTRO- UND ELEKTRONIKGERÄTEN

Das Symbol für die getrennte Sammlung von Elektro- und Elektronikgeräten stellt eine durchgestrichene Abfalltonne auf Rädern dar (siehe unten). Dieses Symbol ist sichtbar, erkennbar und dauerhaft anzubringen.



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

ANHANG 5 - VORGESCHRIEBENE ANGABEN BEI REGISTRIERUNG UND BERICHTERSTATTUNG NACH ARTIKEL 91

A. Bei der Registrierung vorzulegende Angaben

1. Name und Anschrift des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten oder des gemäß Artikel 69 benannten Bevollmächtigten (Postleitzahl und Ort, Straße und Hausnummer, Land, Telefon- und Fax-Nummer, E-Mail-Adresse sowie Angabe einer Kontaktperson). Im Falle eines Bevollmächtigten im Sinne des Artikels 69 auch die Kontaktdaten des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten, der vertreten wird;
2. nationaler Identifikationscode des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten, einschließlich europäischer oder nationaler Steuernummer;
3. Kategorie des Elektro- oder Elektronikgeräts nach Artikel 3, je nach Fall;
4. Art der Elektro- und Elektronikgeräte (für den privaten Gebrauch oder für Nutzer in der Industrie);
5. Markenname des Elektro- oder Elektronikgeräts;
6. Angaben über die Art und Weise, wie der Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten seine Verantwortungen einhält: im Rahmen eines individuellen oder eines Kollektivsystems, einschließlich Informationen über Sicherheitsleistungen;
7. verwendete Verkaufsmethode (z. B. Fernabsatz);
8. Erklärung, dass die Angaben der Wahrheit entsprechen.

B. Bei der Berichterstattung vorzulegende Angaben

1. nationale Kennnummer des Herstellers von Elektro- und Elektronikgeräten;
2. Berichtszeitraum;
3. Kategorie des Elektro- oder Elektronikgeräts gemäß Artikel 3 Paragraph 1 Ziffer 1 oder 2, je nach Fall;
4. Menge der auf dem nationalen Markt in Verkehr gebrachten Elektro- und Elektronikgeräte (nach Gewicht);
5. Menge der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die in dem betreffenden Mitgliedstaat getrennt gesammelt, recycelt (einschließlich der Vorbereitung zur Wiederverwendung), verwertet und beseitigt wurden oder in Länder innerhalb oder außerhalb der Europäischen Union verbracht wurden (nach Gewicht).

In Bezug auf die Angaben unter Buchstabe B Nummer 4 und 5 sind diese nach Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten aufzuschlüsseln.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2026 über die Bewirtschaftung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten und zur Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung für die entsprechenden Produkte als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 16. Juli 2026

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2026/006602]

16 JULI 2026. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2024/573 van het Europees Parlement en de Raad van 7 februari 2024 betreffende gefluoreerde broeikasgassen, tot wijziging van Richtlijn (EU) 2019/1937 en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 517/2014, artikel 9 Gelet op het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest voor het begrotingsjaar 2024, artikel 5, § 2, eerste lid, artikel 6, § 2, artikel 22, § 1, 1°, 3°, d) en e), 6°, 8° en 9°, artikel 38, § 1, artikel 42, artikel 49, artikel 52, artikel 60, § 1, artikel 70, § 1, artikel 124, § 1, 2° en § 2, eerste alinea, 3°, artikel 137, § 1, eerste lid, artikel 144, § 1, artikel 154, artikel 160, § 5, artikel 161, § 1, tweede lid, artikel 176, 2°, en artikel 202;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 26 maart 2026 houdende verschillende maatregelen inzake begroting en boekhouding, dierenwelzijn, plaatselijke besturen, ruimtelijke ordening, mobiliteit, economie, werk, opleiding, milieu, klimaat, toerisme, erfgoed, landbouw en landelijke aangelegenheden, de artikelen 4, 5, 7 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 27 januari 2026;

Gelet op het rapport van 16 juli 2025, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op advies 79.238/17 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2026, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afvalstoffen", uitgebracht op 28 januari 2026;

Gelet op Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, laatst gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2025/1892 van het Europees Parlement en de Raad van 10 september 2025 tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen;

Gelet op Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) (herschikking), laatst gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2024/884 van het Europees Parlement en de Raad van 13 maart 2024 tot wijziging van Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 april 2024 betreffende de versnelde uitrol van hernieuwbare energie;

Gelet op het Protocol van Montreal betreffende stoffen die de ozonlaag afbouwen, aangenomen op 16 september 1987;

Gelet op het Protocol van Kyoto bij de kaderovereenkomst van de Verenigde Naties over de klimaatverandering, aangenomen op 11 december 1997;

Gelet op het Verdrag van Minamata inzake kwik, aangenomen op 10 oktober 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2024;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 november 2006 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2022;

Overwegende dat de bovengenoemde Richtlijn 2012/19/EU tot doel heeft "bij te dragen tot duurzame productie en consumptie, in de eerste plaats door preventie van AEEA, en daarnaast door hergebruik, recycling en andere vormen van nuttige toepassing van dergelijke afvalstoffen, teneinde de hoeveelheid te verwijderen afval te verminderen en bij te dragen tot efficiënt hulpbronnengebruik en de terugwinning van waardevolle secundaire grondstoffen" (6e overweging van genoemde richtlijn);

Overwegende dat de richtlijn tevens tot doel heeft "een verbetering van de milieuprestaties van alle marktdeelnemers die bij de levenscyclus van EEA betrokken zijn, zoals producenten, distributeurs en consumenten en in het bijzonder de marktdeelnemers die rechtstreeks betrokken zijn bij de inzameling en verwerking van AEEA" (6e overweging van genoemde richtlijn);

Overwegende dat het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid (hierna verkort het « Afvalstoffendecreet » genoemd) ad-hocbegrippen heeft gedefinieerd voor verschillende soorten afvalstoffen;

Overwegende dat de begrippen huishoudelijk afval, soortgelijk afval en professioneel afval, zoals bedoeld in titel 1 van hetzelfde decreet, betrekking hebben op de oorspronkelijke producent van het afval;

Overwegende dat de begrippen afval van huishoudelijk oorsprong en afval van industriële oorsprong, zoals bedoeld in titel 2 van datzelfde decreet, betrekking hebben op het soort afval in kwestie;

Overwegende dat de invoering van de bovengenoemde *ad hoc*-begrippen tegenstrijdigheden tussen de twee titels van het genoemde decreet en de uitvoeringsbepalingen daarvan kan voorkomen;

Overwegende het voorzorgsbeginsel dat door afvalverwerkers wordt toegepast bij hun voorbereidende werkzaamheden met het oog op hergebruik;

Overwegende dat dit voorzorgsbeginsel erop neerkomt te bepalen of AEEA achteraf, na passende bewerkingen ter voorbereiding op hergebruik, als hergebruikte elektrische en elektronische apparatuur (EEA) kan worden aangemerkt;

Overwegende dat gescheiden inzameling een integraal deel uitmaakt van de afvalbeheeractiviteiten en dat AEEA in dat opzicht in eerste instantie als afval wordt beschouwd en niet als hergebruikte EEA;

Overwegende dat onder de overbrenging van AEEA moet worden verstaan, de grensoverschrijdende overbrenging van AEEA;

Overwegende dat de sectoren die aan de oorsprong liggen van de afvalproductie, geresponsabiliseerd moeten worden;

Overwegende dat enerzijds de preventie en het hergebruik van EEA en anderzijds de voorbereiding voor hergebruik, de recycling en andere vormen van nuttige toepassing van AEEA moeten worden bevorderd;

Overwegende dat artikel 21 van dit besluit, dat een algemene bepaling is die van toepassing is op alle AEEA, met name in samenhang met artikel 22 van dit besluit moet worden gelezen;

Overwegende dat dit voor afval van fotovoltaïsche panelen inhoudt dat het in artikel 21 van dit besluit vastgestelde verbod betrekking heeft op de verwijdering van afval van volledige fotovoltaïsche panelen, terwijl dit besluit voorschrijft dat deze in onderdelen moeten worden gedemonteerd, die vervolgens, al naargelang het geval, zullen worden gerecycleerd of verwijderd overeenkomstig de geldende Waalse wet- en regelgeving;

Overwegende dat het aan de EEA-producent toekomt om de verplichtingen bedoeld in artikel 121, § 3, eerste lid, 1°, en 2°, a) tot c), van het « Afvalstoffendecreet » na te komen overeenkomstig het genoemde decreet en dit besluit;

Overwegende dat de producent de mogelijkheid heeft om zelf aan deze verplichtingen te voldoen of zich aan te sluiten bij een erkende organisatie overeenkomstig artikel 127, § 2, van het "Afvalstoffendecreet";

Overwegende dat in titel 4 van dit besluit onder EEA-producent moet worden verstaan: de producent van EEA of, in voorkomend geval, de erkende organisatie waarbij hij is aangesloten;

Overwegende dat dit besluit het kader voor de uitgebreide verantwoordelijkheid van EEA-producenten uitwerkt, dat van toepassing is op afval van elektrische en elektronische apparatuur, in de zin van en overeenkomstig de bepalingen van het "Afvalstoffendecreet";

Overwegende dat vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een termijn van negen maanden ingaat, na afloop waarvan enerzijds elke producent van producten die individueel aan zijn verplichtingen wil voldoen, een aanvraag tot goedkeuring van een individueel strategisch plan moet indienen, en anderzijds elke organisatie die erkend wil worden als organisatie voor uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van EEA voor afval van elektrische en elektronische apparatuur, verplicht is een erkenningsaanvraag in te dienen;

Overwegende dat de EEA die onder de regeling voor uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van EEA vallen, ingebouwde lithiumbatterijen kunnen bevatten;

dat er branden of vonken worden waargenomen in andere afvalstromen of in restafval als gevolg van fouten of nalatigheid bij het sorteren door de eindgebruiker;

Dat deze branden een groot risico vormen voor zowel de lichamelijke integriteit en de gezondheid van de werknemers als die van de burgers, en dat de gevolgen voor het milieu en de duurzaamheid van de afvalinzamelings- en -verwerkingsinstallaties rampzalig zijn;

Overwegende dat het wenselijk is dat producenten van elektrische en elektronische apparatuur preventie- en bewustmakingsmaatregelen ontwikkelen die specifiek op deze problematiek zijn gericht;

Overwegende dat de EEA-producent maatregelen moet nemen ter bevordering van de productie en het in de handel brengen van EEA met een groter hergebruikspotentieel voor de downstreamverwerkingsketens;

Overwegende dat de EEA-producent maatregelen moet nemen om de toegang te bevorderen voor ondernemingen uit de sociale economie of andere actoren die actief zijn op het gebied van de voorbereiding met het oog op hergebruik en het hergebruik ter plaatse van AEEA;

Overwegende dat voor AEEA van huishoudelijke oorsprong de verantwoordelijkheid van de producenten bovendien moet worden afgestemd op de bevoegdheden en taken van de gemeenten en de publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van huishoudelijk afval;

Overwegende dat de verplichtingen die voortvloeien uit de regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA bijdragen aan de doelstelling van algemeen belang van het Waals Gewest op het gebied van milieubescherming, afvalpreventie en afvalbeheer;

Overwegende het nabijheidsbeginsel bedoeld in artikel 7, § 3, van het "Afvalstoffendecreet";

Overwegende dat de EEA-producent zoveel mogelijk de voorkeur geeft aan lokale afvalverwerkingsketens, lokale installaties of lokaal aangemerkte installaties;

Overwegende dat de erkende organisatie op het gebied van de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van EEA de lokale werkgelegenheid bevordert en het nabijheidsbeginsel hanteert, wat inhoudt dat de meest geschikte installaties in de directe omgeving worden gekozen, met gebruikmaking van de meest geschikte methoden en technologieën, teneinde een hoog niveau van bescherming van het milieu en de volksgezondheid te waarborgen;

Overwegende dat de definities van het "Afvalstoffendecreet" van toepassing zijn;

Overwegende met name dat het begrip "beste beschikbare technieken" moet worden opgevat overeenkomstig artikel 5, § 1^{er}, 55°, van het "Afvalstoffendecreet", dat op zijn beurt verwijst naar de definitie in artikel 1^{er}, 19°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning het begrip "beste beschikbare technieken" definieert als "het meest efficiënte en geavanceerde ontwikkelingsstadium van installaties en activiteiten en van de wijze waarop deze worden ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd, onderhouden en buiten bedrijf gesteld, waaruit blijkt dat bepaalde technieken in de praktijk in principe geschikt zijn om, de basis te vormen voor emissiegrenswaarden en andere exploitatievoorwaarden die erop gericht zijn emissies en hun impact op het milieu in zijn geheel te voorkomen en, wanneer dit onmogelijk blijkt, deze in het algemeen te verminderen, op voorwaarde dat deze technieken op een schaal zijn ontwikkeld die het mogelijk maakt ze in de betrokken industriële sector toe te passen, onder economisch en technisch haalbare omstandigheden, ongeacht of deze technieken al dan niet op het grondgebied van het Gewest worden gebruikt of geproduceerd, en dat ze onder redelijke voorwaarden toegankelijk zijn;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit:

TITEL 1. — INLEIDENDE BEPALING

HOOFDSTUK 1. — Voorwerp en toepassingsgebied

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) (herschikking), zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2024/884 van het Europees Parlement en de Raad van 13 maart 2024, gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Bij dit besluit worden maatregelen vastgesteld ter bescherming van het milieu en de menselijke gezondheid door preventie of beperking van de negatieve gevolgen van de productie en het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA), ter beperking van de gevolgen in het algemeen van het gebruik van hulpbronnen en ter verbetering van de efficiëntie van het gebruik ervan, overeenkomstig de artikelen 2 en 6 van het "Afvalstoffendecreet", waarmee wordt bijgedragen aan een duurzame ontwikkeling.

Art. 3. § 1. Deze richtlijn is als volgt van toepassing op elektrische en elektronische apparatuur (EEA):

1° van 13 augustus 2012 tot en met 14 augustus 2018, behoudens lid 3, op EEA die onder de volgende categorieën vallen:

- a) grote huishoudelijke apparatuur;
- b) kleine huishoudelijke apparatuur;
- c) IT- en telecommunicatieapparatuur
- d) consumentenapparatuur en fotonuwaitsche panelen;
- e) verlichtingsapparatuur;
- f) elektrisch en elektronisch gereedschap (uitgezonderd grote, niet-verplaatsbare industriële installaties)
- g) speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur;
- h) medische hulpmiddelen (uitgezonderd alle geïmplanteerde en geïnfecteerde producten)
- i) meet- en controle-instrumenten;
- j) automaten;

2° met ingang van 15 augustus 2018, behoudens de paragrafen 3 en 4 op alle EEA's. Alle EEA's worden ingedeeld in de volgende categorieën:

- a) warmte- of koude-uitwisselende apparatuur;
- b) schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm²
- c) lampen

d) grote apparatuur (met een buitenafmeting van meer dan 50 cm), waaronder, maar niet beperkt tot: huishoudelijke apparaten; IT- en telecommunicatieapparatuur; consumentenapparatuur; lichtarmaturen; apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur; elektrisch en elektronisch gereedschap; speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur; medische hulpmiddelen; meet- en controle-instrumenten; automaten; apparatuur voor het opwekken van elektrische stromen. Tot deze categorie behoren geen apparaten die onder de categorieën a) tot en met c) vallen;

e) kleine apparatuur (zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm), waaronder, maar niet beperkt tot: huishoudelijke apparaten; consumentenapparatuur; lichtarmaturen; apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur; elektrisch en elektronisch gereedschap; speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur; medische hulpmiddelen; meet- en controle-instrumenten; automaten; apparatuur voor het opwekken van elektrische stromen. Tot deze categorie behoren geen apparaten die onder de categorieën a) tot en met c) en f) vallen;

- f) kleine IT- en telecommunicatieapparatuur (zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm).

Wat betreft lid 1, punt 1, bevat bijlage 1 een indicatieve lijst van EEA die vallen onder de categorieën genoemd in paragraaf 1, lid 1, punt 1, van dit artikel.

Wat betreft lid 1, punt 2, bevat bijlage 2 een niet-beperkende lijst van EEA die vallen onder de categorieën die zijn genoemd in paragraaf 1, lid 1, punt 2, van dit artikel.

§ 2. Dit besluit geldt onverminderd de voorschriften van de Gemeenschapswetgeving inzake veiligheid en gezondheid en inzake chemische stoffen, met name:

a) Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, tot wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie;

- b) de specifieke Uniewetgeving inzake afvalstoffenbeheer en productontwerp.

§ 3. In ieder geval is dit besluit niet van toepassing op de hierna genoemde EEA:

1° apparatuur die noodzakelijk is voor de bescherming van de wezenlijke belangen van de veiligheid van lidstaten, met inbegrip van wapens, munitie en oorlogsmateriaal voor specifiek militaire doeleinden;

2° apparatuur die specifiek is ontworpen en geïnstalleerd om deel uit te maken van andere apparatuur welke is uitgesloten van of niet onder het toepassingsgebied van deze richtlijn valt, die haar functie alleen kan vervullen als zij deel uitmaakt van laatstbedoelde apparatuur;

3° gloeilampen.

§ 4. Behalve op de in paragraaf 3 vermelde apparatuur is dit besluit vanaf 15 augustus 2018 niet van toepassing op de hierna genoemde EEA:

1° apparatuur die is ontworpen om de ruimte ingestuurd te worden;

2° grote, niet-verplaatsbare industriële werktuigen;

3° grote, vaste installaties, met uitzondering van apparatuur die niet specifiek is ontworpen en geïnstalleerd als onderdeel van zulke installaties;

4° vervoermiddelen voor personen of goederen, met uitzondering van elektrische tweewielers zonder typegoedkeuring;

5° niet voor de weg bestemde mobiele machines die uitsluitend voor industriële doeleinden zijn gebruikt;

6° apparatuur die speciaal is ontworpen uitsluitend voor doeleinden van onderzoek en ontwikkeling en die alleen door een bedrijf aan een ander bedrijf ter beschikking wordt gesteld;

7° medische hulpmiddelen en medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek, wanneer deze hulpmiddelen naar verwachting vóór het einde van hun levensduur infectieus zijn, en actieve implanteerbare medische hulpmiddelen.

§ 5. Dit besluit is van toepassing onverminderd het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA).

HOOFDSTUK 2. — Begripsomschrijvingen

Art. 4. § 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de "administratie": de directeur van de Directie Infrastructuur Afvalbeheer en -beleid, of diens gemachtigde;

2° de "batterij": de batterij in de zin van artikel 3, 1, 1), van Verordening (EU) 2023/1542 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 inzake batterijen en afgedankte batterijen, tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG en Verordening (EU) 2019/1020 en tot intrekking van Richtlijn 2006/66/EG;

3° de "financieringsovereenkomst": een lening-, lease-, huur- of afbetalingsovereenkomst of een regeling met betrekking tot enige apparatuur, ongeacht of volgens die overeenkomst of regeling, dan wel volgens een bijkomende overeenkomst of regeling, eigendomsoverdracht van het apparaat zal of kan plaatsvinden;

4° de "afgedankte elektrische en elektronische apparatuur" of „AEEA”: elektrische of elektronische apparaten die afvalstoffen zijn in de zin van artikel 5, § 1, punt 1°, van het "afvalstoffendecreet", daaronder begrepen alle onderdelen, subeenheden en verbruiksmaterialen die deel uitmaken van het product op het moment dat het wordt afgedankt;

5° de "heel kleine afgedankte elektrische en elektronische apparatuur" of kortweg „zeer kleine AEEA”: de AEEA waarvan alle buitenafmetingen niet groter zijn dan vijftientwintig centimeter;

6° het "afvalstoffendecreet": het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;

7° het "medisch hulpmiddel": een medisch hulpmiddel of hulpstuk in de zin van artikel 2, punten 1) en 2), van Verordening (EU) 2017/745 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen, tot wijziging van Richtlijn 2001/83/EG, Verordening (EG) nr. 178/2002 en Verordening (EG) nr. 1223/2009, en tot intrekking van Richtlijnen 90/385/EEG en 93/42/EEG van de Raad, en dat een EEE is;

8° het "medisch hulpmiddel voor in-vitrodiagnostiek": een hulpmiddel of hulpstuk voor in-vitrodiagnostiek in de zin van artikel 1, paragraaf 2, 2° of 5°, van het koninklijk besluit van 14 november 2001 betreffende medische hulpmiddelen voor in-vitro diagnostiek, en dat een EEE is;

9° het "actief implanteerbaar medisch hulpmiddel": een actief implanteerbaar medisch hulpmiddel in de zin van artikel 2, punten 4) en 5), van Verordening (EU) 2017/745 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen, tot wijziging van Richtlijn 2001/83/EG, Verordening (EG) nr. 178/2002 en Verordening (EG) nr. 1223/2009 tot intrekking van de Richtlijnen 90/385/EEG en 93/42/EEG van de Raad, en dat een EEE is;

10° de "distributeur": elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die deel uitmaakt van de toeleveringsketen en EEA aanbiedt op de markt;

11° de "niet voor de weg bestemde mobiele machine: een machine met een interne krachtbron, waarvan de werking ofwel mobiliteit vereist, ofwel permanente of semipermanente beweging tussen een reeks vaste werklocaties tijdens het werk;

12° het "sociale economiebedrijf": het sociale economiebedrijf zoals gedefinieerd in artikel 5, § 1, 45° van het "Afvalstoffendecreet" en erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning, de uitoefeningsvoorwaarden en compensatie van de verenigingen zonder winstoogmerk en de ondernemingen uit de sociale-economie die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;

13° de "elektrische en elektronische apparatuur" of kortweg "EEA": apparatuur zoals gedefinieerd in artikel 123, § 1, punt 5, van het "afvalstoffendecreet";

14° de "gebruikte elektrische en elektronische apparatuur" of afgekort "gebruikte EEA": alle elektrische en elektronische apparatuur die reeds is gebruikt, nog functioneert zonder dat er ingrijpende reparaties nodig zijn en die geen AEEA vormt;;

15° het "hergebruikt EEA": alle AEEA die met succes de voorbereidingswerkzaamheden met het oog op hergebruik heeft doorlopen, ongeacht of er al dan niet een nieuwe eigenaar voor is gevonden;

16° de "afzondering": manuele, mechanische, chemische of metallurgische behandeling die ervoor zorgt dat gevaarlijke stoffen, mengsels en onderdelen tijdens het verwerkingsproces in een identificeerbare stroom of als identificeerbaar deel van een stroom zijn afgescheiden.

17° de "grote, niet-verplaatsbare industriële installaties": groot geheel van machines, apparatuur en/of onderdelen die samen werken voor een bepaalde toepassing, op een vaste plaats door vakmensen worden geïnstalleerd of afgebroken en door vakmensen worden gebruikt en onderhouden in een industriële productieomgeving of een centrum voor onderzoek en ontwikkeling;

18° de "grote, vaste installatie": een grootschalig samenstel van diverse typen apparaten en eventueel andere hulpmiddelen die:

- a) door vakmensen wordt gemonteerd, geïnstalleerd en afgebroken,
- b) bestemd is voor permanent gebruik als onderdeel van een gebouw of een structuur op een vooraf bepaalde en speciaal daarvoor bestemde plaats, en
- c) uitsluitend door dezelfde speciaal ontworpen apparatuur vervangen kan worden;

19° de "Minister": de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

20° de "op de markt aanbieden": het in het kader van een commerciële activiteit, al dan niet tegen betaling, verstrekken van een product met het oog op distributie, consumptie of gebruik op de markt van een lidstaat;

21° het "in de handel brengen": het voor het eerst beroepsmatig op de markt aanbieden van een product op het grondgebied van een lidstaat;

22° de "afvalbeheerder": elke natuurlijke of rechtspersoon die beschikt over een vergunning, registratie of enige andere administratieve toestemming die vereist is voor het uitvoeren van een of meer beheeractiviteiten met betrekking tot AEEA;

23° de „afvalbeheeractiviteiten”: elke materiële handeling die wordt verricht in het kader van het afvalbeheer;

24° de "erkende organisatie inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van EEA" of afgekort de "erkende organisatie": de erkende organisatie inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten in de zin van artikel 127, § 2, 2°, van het "Afvalstoffendecreet" met betrekking tot EEA;

25° het "afvalbeheer": het beheer van afval in de zin van artikel 5, § 1^{er}, 10°, van het "Afvalstoffendecreet";

26° de "regeling inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent van producten": de regeling inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent van producten in de zin van artikel 123, § 1, 1°, van het afvalstoffendecreet;

27° "Verordening (EG) nr. 1013/2006": Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

28° "Verordening (EG) nr. 1005/2009": Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen ;

29° "Verordening (EG) nr.1418/2007" : Verordening (EG) nr.1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is.

30° "Verordening (EU) 2024/573": Verordening (EU) 2024/573 van het Europees Parlement en de Raad van 7 februari 2024 betreffende gefluoreerde broeikasgassen, tot wijziging van Richtlijn (EU) 2019/1937 en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 517/2014,

§ 2. Wat betreft de definitie van „distributeur” als bedoeld in paragraaf 1, punt 10°, sluit deze niet uit dat een distributeur tevens producent van EEA kan zijn.

Wat betreft de definitie van "afzondering", zoals bedoeld in paragraaf 1, punt 16, is een Stof, mengsel of onderdeel identificeerbaar als zij kunnen worden gemonitord om te verifiëren of zij worden verwerkt op een wijze die veilig is voor het milieu.

HOOFDSTUK 3. — *Communicatiemodaliteiten en berekening van termijnen*

Art. 5. Elke verzending waarop dit besluit betrekking heeft, wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 89 van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 6. De in dit besluit vastgestelde termijnen worden berekend overeenkomstig artikel 90 van het "Afvalstoffendecreet".

TITEL 2. — **BEHEERSHANDELINGEN INZAKE AFGEDANKTE ELEKTRISCHE EN ELEKTRONISCHE APPARATUUR**

HOOFDSTUK 1. — *Inzameling en vervoer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur*

Art. 7. Alle AEEA wordt selectief ingezameld en wordt niet met enig ander soort afvalstoffen gemengd.

Art. 8. § 1. Met het oog op de naleving van de selectieve inzameling van AEEA ontdoen de huishoudens zich van hun AEEA:

1° hetzij door ze kosteloos af te geven in de containerparken of op andere gesloten inzamelingslocaties die zijn opgezet door de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;

2° hetzij door ze aan de detailhandelaar of de distributeur af te geven overeenkomstig artikel 58;

3° hetzij door ze af te geven aan een sociaal economiebedrijf of aan elke andere actor die actief is op het gebied van het klaarmaken voor hergebruik en het hergebruik die erkend is op het gebied van AEEA.

§ 2. De publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen verlenen hun voorafgaand akkoord voor het inzamelen van afgedankte rookmelders van huishoudelijke oorsprong in de containerparken of op andere gesloten inzamelingslocaties overeenkomstig paragraaf 1, 1°.

§ 3. De natuurlijke personen of rechtspersonen die fotovoltaïsche panelen installeren, mogen afgedankte fotovoltaïsche panelen inzamelen.

Art. 9. De selectieve inzameling van AEEA, evenals het vervoer ervan, geschieden op zodanige wijze dat optimale omstandigheden worden gewaarborgd voor de voorbereiding met het oog op het hergebruik, de recycling en de inperking van gevaarlijke stoffen

Hiertoe wordt alle AEEA ingezameld of vervoerd overeenkomstig:

1° het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten;

2° het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2015 tot invoering van een sorteerplicht voor bepaalde afvalstoffen,

3° in voorkomend geval, deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek;

4° in voorkomend geval, de lokale bepalingen die zijn vastgesteld krachtens de artikelen 34, 48 en 53 van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 10. Alle ingezamelde AEEA wordt op droge plaatsen opgeslagen, met uitzondering van fotovoltaïsche panelen.

Koelkasten en diepvriezers die afvalstoffen vormen, worden verplaatst zonder beschadiging en zonder lekkage van vloeistoffen en gassen. Ze worden zodanig opgeslagen dat hun koelsysteem niet wordt beschadigd.

Elk beeldscherm dat een afvalstof vormt, wordt zodanig ingezameld en opgeslagen dat de staat waarin het zich bevond op het moment dat de vorige houder er zich van ontleed, behouden blijft.

Art. 11. § 1. De inzamelaar, de handelaar, de makelaar, de inrichting of de onderneming die erkend is op het gebied van AEEA, kan aanvullende inzamelingen van zeer kleine AEEA, vooraf goedgekeurd door de administratie, met uitzondering van lampen en rookmelders, organiseren bij vrijwillige inbrengpunten.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag voor aanvullende inzameling wordt ingediend bij de administratie en bevat ten minste:

1° een beschrijving van het opgezette inzamelingssysteem;

2° een beschrijving van de recipiënten die zodanig zijn ontworpen dat de veiligheid van de opslag, de inperking van gevaarlijke stoffen, het klaarmaken voor hergebruik en het hergebruik worden geoptimaliseerd;

3° de verantwoordelijkheden van de actoren die betrokken zijn bij het beheer van de ingezamelde AEEA;

4° de lijst van aanvullende inzamelpunten;

5° een beschrijving van de regelmatige organisatie van de inzameling.

De administratie stelt haar beslissing over de aanvraag voor aanvullende inzameling in kennis binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag van ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Voor de in paragraaf 1 bedoelde aanvullende inzamelingen van zeer kleine AEEA zijn de volgende voorwaarden van toepassing:

1° de naam van de inzamelaar, handelaar en makelaar, van de inrichting, de onderneming die erkend is op het gebied van AEEA, wordt op de inzamelrecipiënt vermeld;

2° de AEEA worden op regelmatige en georganiseerde wijze ingezameld;

3° de inzameling bij de aanvullende inzamelpunten geschiedt binnen de drie werkdagen na de aanvraag tot inzameling door de beheerder van de plaats waar de inzamelrecipiënt zich bevindt;

4° de AEEA worden niet op de openbare weg ingezameld;

5° de inzamelinrichting en de omgeving ervan worden schoon gehouden;

6° de inzamelrecipiënten zijn zodanig ontworpen dat het volgende wordt geoptimaliseerd:

a) de veiligheid van de opslag;

b) de inperking van gevaarlijke stoffen; en

c) de voorbereiding met het oog op hergebruik en het hergebruik zelf;

7° de inzamelrecipiënten bevinden zich op een veilige plaats;

8° de aanvullende inzamelinrichting heeft een totale voor de inzameling bestemde oppervlakte van ten hoogste twee vierkante meter, waarvan ten minste een derde van die oppervlakte bestemd is voor de inzameling van AEEA die in aanmerking komen voor het klaarmaken voor hergebruik;

9° de lijst van de vrijwillige inbrengpunten, de ingezamelde hoeveelheden en de actoren die betrokken zijn bij het beheer van zeer kleine AEEA worden op verzoek van de administratie toegezonden.

§ 3. Elke inzameling van AEEA in onderwijsinstellingen is verboden.

HOOFDSTUK 2. — *Verwerking van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur**Afdeling 1. — Handelingen voor het klaarmaken voor hergebruik*

Art. 12. Deze afdeling is van toepassing onder voorbehoud van de toepassing van afdeling 3.

Art. 13. Prioriteit wordt gegeven aan het hergebruik van EEA en aan het klaarmaken voor hergebruik van AEEA.

Art. 14. Elk AEEA dat met succes de in dit hoofdstuk opgesomde handelingen voor het klaarmaken voor hergebruik heeft ondergaan die gemeenschappelijk zijn voor alle AEEA, en, in voorkomend geval, de in bijlage 3 opgesomde handelingen voor het klaarmaken voor hergebruik per betrokken type AEEA, wordt vermoed een "hergebruikt EEA" te zijn. Dit vermoeden is weerlegbaar.

De afvalverwerkers die klaarmaken voor hergebruik, voeren in de eerste plaats een visuele preselectie uit waarmee de hergebruikte EEA worden gescheiden van de EEA die dat niet zijn.

Wanneer aan een van de volgende criteria is voldaan, wordt de EEA niet als hergebruikt beschouwd:

- a) de apparatuur lijkt verouderd;
- b) de apparatuur heeft geen marktwaarde meer;
- c) de apparatuur is niet meer herstelbaar of de herstelling is te duur.

Art. 15. § 1. Bij de voorbereiding van elke AEEA met het oog op hergebruik worden alle bepalingen van dit artikel nageleefd.

§ 2. § 2. Elk AEEA mag enkel worden voorbereid voor hergebruik als er een markt of vraag is voor deze apparatuur.

§ 3. Alle AEEA die vanuit elektrisch oogpunt veilig is, kan worden voorbereid voor hergebruik.

De elektrische veiligheid van elk AEEA dat wordt voorbereid voor hergebruik wordt getest, met inbegrip van, indien van toepassing, de isolatiemeting, de aardingsmeting en een kortsluitingscontrole.

§ 4. § 4. Elk AEEA dat volledig functioneel is, mag worden voorbereid voor hergebruik.

De functionaliteit van elk AEEA dat is voorbereid voor hergebruik, wordt getest. Elektrische en elektronische apparatuur is volledig functioneel wanneer de test aantoonst dat de oorspronkelijke functies van het apparaat nog volledig kunnen worden vervuld. De specifieke functionaliteitsregels die zijn vastgelegd in bijlage 3 zijn van toepassing op de daarin genoemde EEA.

§ 5. Alle essentiële componenten voor het betreffende type EEA zijn aanwezig en in goede staat.

De isolatie van de wanden en de deur van koelkasten of diepvriezers is volledig en intact, om het energieverbruik niet te verhogen. Bij wasmachines en vaatwassers zijn de waterverwarmingselementen niet verkalkt.

§ 6. Elk AEEA dat niet verroest of licht verroest is, mag worden voorbereid voor hergebruik.

§ 7. § 7. Elk AEEA dat geen of weinig cosmetische schade vertoont, mag worden voorbereid voor hergebruik.

Art. 16. De voorbereiding voor hergebruik van AEEA die chloorfluorwaterstoffen (CFK's) en hydrochloorfluorwaterstoffen (HCFK's) bevatten als bedoeld in Verordening (EG) nr. 1005/2009 is verboden.

De gebruikte koelgassen worden altijd vermeld op de elektrische en elektronische apparatuur die CFK's of HCFK's bevat. Als de koelgassen niet op de koelsystemen zijn vermeld, wordt de aanwezigheid van CFK's of HCFK's vermoed.

Art. 17. Wat betreft hergebruikte EEA van huishoudelijke oorsprong is het hergebruik van beeldschermen met kathodestraalbuizen (CRT) verboden.

Professionele elektrische en elektronische apparatuur met een ingebouwd CRT-scherm, zoals bepaalde medische apparatuur, kunnen worden voorbereid voor hergebruik.

Art. 18. § 1. Elke hergebruikte elektrische en elektronische apparatuur (EEA) beschikt over een fiche voor hergebruik die voldoet aan de in dit artikel vastgestelde verplichtingen.

§ 2. De fiche voor hergebruik bevestigt dat de elektrische en elektronische apparatuur voldoet aan de verschillende criteria voor hergebruik zoals vastgelegd in deze afdeling. Deze fiche vermeldt ten minste:

1° de naam van de afvalverwerker waar de EEA werd voorbereid voor hergebruik en het adres van het contactpunt voor klanten dat het dichtst gelegen is bij de plaats waar de apparatuur werd voorbereid voor hergebruik;

2° de unieke identificatiecode van de EEA;

3° de benaming van de EEA;

4° de categorie van de EEA in de zin van artikel 3, § 1, van dit besluit;

5° het jaar van de vervaardiging, indien bekend;

6° de datum van de functionaliteitstest en de gehanteerde criteria;

7° de beschrijving van de uitgevoerde beoordelingen of tests;

8° het resultaat van de verschillende uitgevoerde tests en de datum waarop deze zijn uitgevoerd.

De fiche voor de voorbereiding voor hergebruik kan de vorm aannemen van een papieren of digitale fiche, of van een registratie in een database.

Voor elke elektrische en elektronische apparatuur die het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorbereiding voor hergebruik, kan de fiche voor de voorbereiding voor hergebruik onmiddellijk ter beschikking worden gesteld van de instanties die bevoegd zijn om controles uit te voeren, inclusief tijdens het vervoer ervan

De beheeroperator bewaart de fiche voor de voorbereiding voor hergebruik gedurende ten minste vijf jaar.

Art. 19. Hergebruikte EEA wordt op passende wijze beschermd tegen schade die tijdens het vervoer kan ontstaan, met name door middel van voldoende verpakking en een juiste stapeling van de lading.

Afdeling 2. — Overige verwerkingshandelingen

Art. 20. Het verbranden en het storten in een technisch ingravingscentrum van selectief ingezameld AEEA dat nog geen verwerking heeft ondergaan overeenkomstig dit hoofdstuk, is verboden

Art. 21. § 1. Selectief ingezameld AEEA dat niet kon worden voorbereid voor hergebruik, wordt gedemonteerd in verschillende afzonderlijke fracties:

1° reserveonderdelen en materialen die worden hergebruikt bij de reparatie van AEEA die in aanmerking komt voor voorbereiding met het oog op hergebruik;

2° de onderdelen en materialen bestemd voor recycling;

3° de onderdelen en materialen bestemd voor verwijdering;

4° gevaarlijke onderdelen, gevaarlijke materialen en gevaarlijke stoffen, zoals condensatoren die PCB's bevatten of elektrolytische condensatoren die gevaarlijke stoffen of mengsels bevatten (hoogte meer dan vijftientig millimeter, diameter meer dan vijftientig millimeter of een evenredig vergelijkbaar volume), kwikschakelaars, batterijen, kathodestraalbuizen, stoffen die vallen onder het Protocol van Montreal inzake stoffen die de ozonlaag afbreken, aangenomen op 16 september 1987, HFK's, PFK's en zwavelhexafluoriden (SF₆) en, in voorkomend geval, andere onderdelen die gevaarlijke stoffen bevatten;

5° batterijafval;

§ 2. Afgedankte volledige fotonvoltaïsche panelen worden gedemonteerd in verschillende afzonderlijke fracties:

1° afgedankte kabels en de aansluitdoos;

2° het afgedankte aluminium frame;

3° afgedankt glas, met inbegrip van de andere geïntegreerde componenten.

Art. 22. De verwerking van het in artikel 22 bedoelde AEEA omvat ten minste de onttrekking van alle vloeistoffen en een selectieve verwerking van de materialen en componenten van het AEEA overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)

De in dit artikel bedoelde stoffen, mengsels en bestanddelen worden beheerd overeenkomstig artikel 47 van het "Afvalstoffendecreet".

Rekening houdend met milieuoverwegingen en het nut van de voorbereiding voor hergebruik en recycling, is dit artikel van toepassing op een wijze die de voorbereiding voor hergebruik en de milieuvriendelijke recycling van componenten of volledige apparatuur niet belemmert.

Afdeling 3. — Overbrenging van gebruikte elektrische en elektronische apparatuur en afgedankte elektrische en elektronische apparatuur

Art. 23. De verwerkingshandeling mag buiten het grondgebied van het Waalse Gewest of van de Europese Unie worden ondernomen, voor zover de overbrenging van het AEEA in overeenstemming is met Verordening (EG) nr. 1013/2006 en Verordening (EG) nr. 1418/2007.

Art. 24. § 1. De overbrenging van gebruikte EEA die ervan verdacht worden AEEA te zijn, geschiedt overeenkomstig de in dit artikel voorgeschreven minimumvereisten.

Om een onderscheid te kunnen maken tussen gebruikte EEA en AEEA, wanneer de houder van het betrokken voorwerp verklaart dat hij voornemens is gebruikte EEA en geen AEEA over te brengen of overbrengt, stelt de houder ter ondersteuning van deze verklaring de volgende documenten ter beschikking van de voor de controles bevoegde overheden:

1° een kopie van de factuur en van het contract betreffende de verkoop of de eigendomsoverdracht van de EEA, waaruit blijkt dat deze bestemd zijn voor rechtstreeks hergebruik en volledig functioneel zijn;

2° een bewijs van beoordeling of tests, in de vorm van een kopie van de documenten (testcertificaat, bewijs van goede werking) voor elk apparaat van de zending, en een protocol met alle informatie die overeenkomstig paragraaf 3 van dit artikel is geregistreerd;

3° een verklaring van de houder die het transport van de EEA organiseert, waarin wordt aangegeven dat de zending geen materiaal of apparatuur bevat dat een afvalstof vormt in de zin van artikel 5, § 1, 1°, van het "Afvalstoffendecreet";

4° passende bescherming tegen beschadiging tijdens het vervoer en het in- en uitladen, met name door voldoende verpakking en passende stapeling van de lading.

§ 2. In afwijking van dit artikel zijn paragraaf 1, tweede lid, 1° en 2°, en paragraaf 4 niet van toepassing wanneer afdoende bewijzen aantonen dat de overbrenging plaatsvindt in het kader van een overbrengingsovereenkomst tussen ondernemingen en dat:

a) de EEA wordt teruggestuurd naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt als defect voor reparatie onder garantie met het oog op hergebruik, of

b) de gebruikte EEA voor professioneel gebruik wordt verzonden naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt of naar faciliteiten van een derde in landen waar Besluit C(2001)107/def. van de OESO-Raad inzake de herziening van Besluit C(92)39/def. betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen bestemd voor handelingen ter nuttige toepassing van toepassing is, met als doel om te worden opgeknapt of gerepareerd, krachtens een geldig contract, met het oog op hergebruik, of

c) de defecte gebruikte EEA voor professioneel gebruik, zoals medische hulpmiddelen of onderdelen daarvan naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt wordt verzonden, voor analyse van de onderliggende oorzaak, krachtens een geldig contract, wanneer zo'n analyse alleen kan worden uitgevoerd door de producent of derden die in zijn naam handelen.

§ 3. Als bewijs dat de overgebrachte producten gebruikte EEA vormen en geen AEEA, worden met betrekking tot gebruikte EEA de volgende test- en documentatiestappen doorlopen:

1° Stap 1: testen

a) Er wordt gekeken of het apparaat functioneert en of het gevaarlijke stoffen bevat. Welke tests worden uitgevoerd, hangt af van de aard van de EEA.

b) de uitkomsten van de beoordeling en het testen worden geregistreerd.

2° Stap 2: Etiket

a) het etiket wordt stevig, maar niet onlosmakelijk bevestigd hetzij op de onverpakte EEA zelf, hetzij op de verpakking, op zodanige wijze dat het kan worden gelezen zonder dat de apparatuur moet worden uitgepakt;

b) het etiket bevat de volgende informatie:

(1) benaming, benaming van het apparaat indien opgesomd in, al naar het geval, bijlage 1 of bijlage 2, en categorie opgenomen in, al naar het geval, bijlage 1 of bijlage 2;

(2) identificatienummer van het apparaat, in voorkomend geval;

(3) productiejaar (indien bekend);

(4) naam en adres van het bedrijf dat heeft gecontroleerd of het apparaat goed functioneert;

(5) resultaten van de tests als omschreven in stap 1, met inbegrip van de datum van de test van de functionele capaciteit;

(6) aard van de uitgevoerde tests.

Wat betreft lid 1, punt 1, onder a), volstaat voor de meeste gebruikte EEA een functionaliteitstest van de belangrijkste functies.

§ 4. Naast de in de paragrafen 1 tot 3 vermelde documenten dient elke lading (bv. container, vrachtwagen) gebruikte EEA vergezeld te gaan van:

1° een relevant vervoersdocument, bijvoorbeeld de CMR-vrachtbrief of de geleidebrief; en

2° een verklaring door de aansprakelijke persoon met betrekking tot zijn verantwoordelijkheid.

§ 5. Bij ontbreken van bewijs dat een voorwerp gebruikte EEA is en niet AEEA volgens de overeenkomstig de paragrafen 1 tot 4 vereiste documenten en van passende bescherming tegen beschadiging tijdens het vervoer en het in- en uitladen, met name door voldoende verpakking en passende stapeling van de lading, waarvoor de houder die het vervoer organiseert verantwoordelijk is, wordt het betrokken apparaat als AEEA beschouwd en moet men ervan uitgaan dat de lading het voorwerp is van illegale overbrenging. In deze omstandigheden wordt met de lading omgegaan overeenkomstig de artikelen 24 en 25 van Verordening (EG) nr. 1013/2006.

§ 6. De kosten van de passende analyses en inspecties, waaronder de opslagkosten, van gebruikte EEA waarvan vermoed wordt dat het AEEA is, kunnen in rekening worden gebracht aan de producenten, aan derden die in hun naam handelen, of aan andere personen die de overbrenging organiseren van gebruikte EEA waarvan vermoed wordt dat het AEEA is.

TITEL 3. — AFVALVERWERKERS

Art. 25. Elke afvalverwerker moet de AEEA ten minste beheren in overeenstemming met het "afvalstoffendecreet" en dit besluit.

Art. 26. Bij de verwerking van alle AEEA wordt gebruikgemaakt van de beste beschikbare verwerkingstechnieken en wordt ten minste voldaan aan de eisen van hoofdstuk 2 van titel 2.

TITEL 4. — UITGEBREIDE PRODUCENTENVERANTWOORDELIJKHEID VOOR ELEKTRISCHE EN ELEKTRO-NISCHE APPARATUUR

HOOFDSTUK 1. — *Belangrijkste en activeerbare verplichtingen die van toepassing zijn op de regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producenten van elektrische en elektronische apparatuur*

Afdeling 1. — Inleidende bepalingen

Art. 27. Wat betreft de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten:

1° worden de verplichtingen bedoeld in artikel 121, § 3, eerste lid, 1°, van het "Afvalstoffendecreet" uitgevoerd overeenkomstig hetzelfde decreet en dit besluit;

2° zijn de verplichtingen bedoeld in artikel 121, § 3, eerste lid, 2°, a) tot c), van het "Afvalstoffendecreet", van toepassing op de EEA-producent en worden ze uitgevoerd overeenkomstig hetzelfde decreet en dit besluit.

Aan de in lid 1 van dit artikel bedoelde verplichtingen wordt voldaan door de EEA-producent of door de overeenkomstig artikel 127, § 2, van het "Afvalstoffendecreet" erkende organisatie.

Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder EEA-producent:

1° de EEA-producent die zelf voldoet aan de in lid 1 van dit artikel bedoelde verplichtingen, of, in voorkomend geval;

2° de erkende organisatie, wanneer de producent de in lid 1 van dit artikel bedoelde verplichtingen laat uitvoeren door een organisatie erkend op het gebied van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten.

Art. 28. De regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten is van toepassing op AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong, afkomstig van nieuwe EEA die door de EEA-producent in de handel zijn gebracht.

Afdeling 2. — Verplichting tot afvalbeheer

Art. 29. Met het oog op de naleving van zijn verplichting inzake het beheer van AEEA bedoeld in de artikelen 130 en 131 van het "Afvalstoffendecreet", stelt de EEA-producent, in overleg met alle betrokken partijen, de nodige maatregelen vast om het goede beheer van AEEA te waarborgen, met name door de controle op de beheershandelingen waarbij AEEA betrokken is, zoals bedoeld in titel 2 van dit besluit.

De in het eerste lid bedoelde maatregelen maken het mogelijk om AEEA te selecteren met het oog op de voorbereiding voor hergebruik op de meest geschikte inzamelingsniveaus, waarbij zoveel mogelijk de voorkeur wordt gegeven aan lokale beheerkanalen, en waarborgen een milieuvriendelijke verwerking.

Art. 30. Elk jaar dient de producent bij de administratie de bijgewerkte lijsten in van de inzamelpunten waarmee een overeenkomst is gesloten met het oog op de terugname van AEEA.

Art. 31. De EEA-producent mag aanvullende inzamelingen van AEEA organiseren, mits hij een beroep doet op een inzamelaar, handelaar, tussenpersoon, installatie of onderneming die over een vergunning voor AEEA beschikt. Deze aanvullende inzameling vindt plaats overeenkomstig artikel 11.

Art. 32. De EEA-producent garandeert de consument toegang tot een reparatiedienst voor de EEA die hij in de handel brengt.

Afdeling 3. — Verplichting tot financiering van het afvalbeheer en van bepaalde maatregelen ter voorkoming van afval

Art. 33. De financiële bijdragen die door de EEA-producent worden betaald, dekken de kosten bedoeld in artikel 132 van het "Afvalstoffendecreet", voor zover deze in dit besluit nader zijn gespecificeerd.

Onder de in deze afdeling bedoelde kosten worden de werkelijke en volledige kosten verstaan, die overeenkomen met de kosten die voortvloeien uit de inzameling van AEEA in de containerparken van het Waalse Gewest, voor zover deze betrekking hebben op publiekrechtelijke rechtspersonen.

Art. 34. De EEA-producenten financieren ten minste de kosten van de inzameling, de verwerking, de terugwinning en de milieuvriendelijke verwijdering van AEEA van huishoudelijke oorsprong die via de in artikel 8 bedoelde inzamelkanalen is ingezameld, wanneer deze afkomstig is van:

1° EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 1°, met uitzondering van fotovoltaïsche panelen, die na 13 augustus 2005 in de handel zijn gebracht;

2° fotovoltaïsche panelen die vanaf 13 augustus 2012 in de handel zijn gebracht; en,

3° EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, 2°, die niet onder het toepassingsgebied van artikel 3, paragraaf 1, 1°, valt en die vanaf 15 augustus 2018 in de handel is gebracht.

De verantwoordelijkheid voor de financiering van de kosten verbonden aan het beheer van de EEA bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 1°, andere dan fotovoltaïsche panelen, van huishoudelijke oorsprong, die vóór of op 13 augustus 2005 op de markt zijn gebracht, rust op een of meer systemen waaraan alle op de markt aanwezige producenten, op het moment dat de verschillende kosten worden gemaakt, op evenredige wijze bijdragen, bijvoorbeeld proportioneel aan hun respectieve marktaandeel per type apparatuur.

Elke producent van EEA van huishoudelijke oorsprong is verantwoordelijk voor de financiering van de in lid 1 van dit artikel bedoelde verrichtingen met betrekking tot afval dat afkomstig is van zijn eigen producten.

Art. 35. De EEA-producenten financieren ten minste de kosten van de inzameling, de verwerking, de nuttige toepassing en de milieuvriendelijke verwijdering van AEEA van industriële oorsprong, wanneer deze afkomstig is van:

1° EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 1°, met uitzondering van fotonvoltaïsche panelen, die na 13 augustus 2005 in de handel zijn gebracht;

2° fotonvoltaïsche panelen die vanaf 13 augustus 2012 in de handel zijn gebracht; en,

3° EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, 2°, die niet onder het toepassingsgebied van artikel 3, paragraaf 1, 1°, valt en die vanaf 15 augustus 2018 in de handel is gebracht.

In afwijking van het eerste lid wordt de financiering van de daarin bedoelde kosten van AEEA van industriële oorsprong die vóór of op 13 augustus 2005 in de handel is gebracht, gewaarborgd door:

1° de producent van EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 1°, met uitzondering van fotonvoltaïsche panelen, wanneer deze wordt vervangen door een gelijkwaardig product of door een product dat dezelfde functies vervult;

2° de gebruiker van EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 1°, met uitzondering van fotonvoltaïsche panelen, in de andere gevallen.

De EEA-producent en de industriële gebruiker kunnen overeenkomsten sluiten waarin andere financieringswijzen worden vastgelegd.

Art. 36. De in de artikelen 35 en 36 bedoelde kosten omvatten de financiering van de terugwinning en recycling, regeneratie of vernietiging van gefluoreerde broeikasgassen die zijn opgenomen in de bijlagen I en II bij Verordening (EU) nr. 2024/573 en die afkomstig zijn van EEA die deze gassen bevatten en die vanaf 11 maart 2024 in de handel zijn gebracht.

Art. 37. De EEA-producent voert een analytische boekhouding bij.

In de boekhouding van de EEA-producent worden de inkomsten en uitgaven met betrekking tot EEA van huishoudelijke oorsprong en EEA van industriële oorsprong, evenals zijn eigen exploitatiekosten, opgenomen.

Op eerste verzoek van de administratie verstrekt de EEA-producent haar de documenten met betrekking tot deze boekhouding, evenals alle bijbehorende bewijsstukken.

Art. 38. Overeenkomstig artikel 161 van het "Avalstoffendecreet" moet de producent die een EEA in de handel brengt, een zekerheid stellen waaruit blijkt dat het beheer van de AEEA wordt gefinancierd overeenkomstig deze afdeling.

Deze zekerheid maakt het mogelijk om de inzameling, verwerking, nuttige toepassing en milieuvriendelijke verwijdering van AEEA van huishoudelijke oorsprong te financieren.

De zekerheid bedraagt driekwart van het jaargemiddelde over de afgelopen drie jaar van de kosten van de EEA-producent die in de jaarrekening zijn opgenomen onder de post "kosten van verkopen en diensten (code 60/66A)", met uitzondering van de toevoegingen aan "voorzieningen (code 635)".

Deze zekerheid kan de vorm hebben van een bijdrage van de EEA-producent aan een erkende organisatie, een recyclingverzekering of een geblokkeerde bankrekening.

Afdeling 4. — Verplichting tot informatieverstrekking en bewustmaking

Art. 39. § 1. De EEA-producenten, distributeurs en detailhandelaren verstrekken, hetzij via de gebruiksaanwijzing, hetzij via een bord in het verkooppunt, hetzij in het kader van bewustmakingscampagnes, de nodige informatie aan de consument, zoals bedoeld in artikel 136 van het "Afvalstoffendecreet", evenals de nodige informatie over:

1° de verplichting om AEEA niet samen met ongesorteerd gemeentelijk afval weg te gooien en om AEEA selectief in te zamelen, waarbij de batterij waar mogelijk van de apparatuur moet worden gescheiden;

2° de voor hen beschikbare inleverings- en inzamelingssystemen, waarbij zij de coördinatie bevorderen van informatie over de beschikbare inzamelpunten, ongeacht de EEA-producenten of andere marktdeelnemers die deze hebben opgezet;

3° hun rol in de bevordering van hergebruik, recycling en andere nuttige toepassingen van AEEA;

4° de mogelijke gevolgen voor het leefmilieu en de volksgezondheid van de aanwezigheid van gevaarlijke bestanddelen in EEA;

5de betekenis van het in bijlage 4 weergegeven symbool;

6° het reparatienetwerk;

7° de wijze waarop de batterijen uit de AEEA moeten worden verwijderd;

8° de eventuele aanwezigheid van een lithium-ionbatterij;

9° het voorkomen van brandgevaar in verband met batterijen die in AEEA zijn ingebouwd.

§ 2. De EEA-producenten verstrekken de keten voor het beheer van AEEA tevens de in lid 1 van dit artikel bedoelde informatie, overeenkomstig artikel 136, § 1, derde lid, van het "Afvalstoffendecreet".

Afdeling 5. — Rapportageverplichting

Art. 40. Om te voldoen aan zijn rapportageverplichting zoals bedoeld in de artikelen 137 tot en met 139 van het "Afvalstoffendecreet", verstrekt de EEA-producent jaarlijks de in artikel 138, § 1, eerste lid, van het "Afvalstoffendecreet" voorgeschreven informatie aan de administratie, en dit vóór 1 juli van elk jaar.

Art. 41. Met het oog op het bevorderen en monitoren van reparatie, voorbereiding voor hergebruik en hergebruik, voert de EEA-producent om de vijf jaar een studie uit naar reparatie, hergebruik en voorbereiding voor hergebruik.

Art. 42. De detailhandelaar, distributeur of derde partij die AEEA voor eigen rekening terugneemt, dient jaarlijks vóór 1 juli aan de EEA-producent of aan de daartoe aangewezen organisatie een rapport in over de wijze waarop hij zijn verplichtingen inzake de terugname van AEEA nakomt. Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° de periode waarop het rapport slaat;

2° zijn naam, bedrijfsnummer, volledig adres, telefoon- en faxnummers, e-mailadres en hun contactpersoon;

3° de hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en in stuks, per categorie, overeenkomstig artikel 3, paragraaf 1, en per type AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong die:

a) door een afvalinzamelaar, -handelaar of -makelaar is ingezameld of voor inzameling is aangeboden;

b) bij een EEA-producent wordt afgegeven;

c) voor hergebruik is voorbereid.

Art. 43. De inzamelaar, handelaar of makelaar, de installatie of de onderneming die over een vergunning op het gebied van AEEA beschikt en die AEEA inzamelt of laat inzamelen, dient vóór 1 juli van elk jaar aan de EEA-producent of aan de daartoe aangewezen organisatie een rapport in over de wijze waarop hij zijn verplichtingen op het gebied van AEEA-beheer nakomt. Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° de periode waarop het rapport slaat;

2° de hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en in stuks, per categorie, overeenkomstig artikel 3, paragraaf 1, en per type AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong die:

a) door de producent of namens de EEA-producent van EEA is ingezameld of voor inzameling is aangeboden;

b) bij een andere inzamelaar, handelaar of makelaar, wordt afgegeven;

c) bij een verwerkingsinstallatie wordt afgegeven;

3° de hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en in stuks, per categorie, overeenkomstig artikel 3, § 1, per type, AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong, en per materiaalstroom, ferro, non-ferro, kunststoffen, andere, die:

a) door de afvalverwerker voor hergebruik is voorbereid;

b) gerecycleerd is;

c) nuttig toegepast is;

d) in verbrandingsinstallaties is verbrand;

e) gestort is.

Art. 44. Het sociale economiebedrijf of elke andere actor die actief is op het gebied van voorbereiding voor hergebruik en hergebruik, die AEEA voorbereidt voor hergebruik, stelt vóór 1 juli van elk jaar een rapport ter beschikking van de EEA-producent of van de daartoe aangewezen organisatie, met betrekking tot de wijze waarop het zijn verplichtingen inzake het beheer van AEEA nakomt. Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° de periode waarop het rapport slaat;

2° de hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en in stuks, per categorie, overeenkomstig artikel 3, § 1, en per type, AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong, die voor hergebruik op het grondgebied is voorbereid.

Art. 45. De kennisgever in de zin van *Verordening (EG) nr. 1013/2006*, die AEEA of gebruikte EEA heeft overgebracht overeenkomstig de artikelen 24 en 25, verstrekt de EEA-producent of de daartoe aangewezen organisatie vóór 1 juli van elk jaar een verslag dat ten minste de volgende informatie bevat:

1° de periode waarop het rapport slaat;

2° de hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en in stuks, per categorie, overeenkomstig artikel 3, § 1, en per type, AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong die:

3° de hoeveelheid afgedankte EEA die overeenkomstig de artikelen 24 en 25 is overgebracht.

Art. 46. Alle gegevens die krachtens deze afdeling aan de administratie worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijke controle instantie die is geaccrediteerd volgens de ISO 17020-norm.

De EEA-producent kan het in dit artikel bedoelde rapport geheel of gedeeltelijk in elektronische vorm aan de administratie toezenden.

Afdeling 6. — Verplichting tot het opstellen van een strategisch plan en de bijbehorende jaarlijkse uitvoeringsplannen

Art. 47. De EEA-producent stelt een strategisch plan en jaarlijkse uitvoeringsplannen op in overeenstemming met het "Afvalstoffendecreet".

Art. 48. De erkende organisatie stelt een strategisch plan en jaarlijkse uitvoeringsplannen op in overeenstemming met het "Afvalstoffendecreet".

Art. 49. Het jaarlijkse uitvoeringsplan dat door de EEA-producent of door de erkende organisatie is opgesteld, wordt uiterlijk op 1 oktober van elk jaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin het ten uitvoer wordt gelegd, ter goedkeuring aan de administratie voorgelegd, overeenkomstig de artikelen 180 en 182 van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 50. Het jaarlijkse uitvoeringsplan heeft tot doel de uitvoering en de jaarlijkse opvolging van het individuele strategische plan of de erkenning te waarborgen. Dit plan bevat een beschrijving van de uitvoering van de inhoud van het individuele strategische plan of de erkenning en omvat ten minste de volgende elementen:

1° de wijze waarop de producent voldoet aan de verplichtingen die voortvloeien uit de regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die op hem van toepassing is;

2° de ramingen van de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram en in voorkomend geval in aantal in de handel gebrachte EEA, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen EEA van huishoudelijke en van industriële oorsprong;

3° preventieve maatregelen, met name die welke verband houden met brandgevaar;

4° een overzicht van de maatregelen die zijn genomen om het ecologisch ontwerp van producten te bevorderen, en met name om de voorbereiding voor hergebruik, het hergebruik en de recycleerbaarheid te vergemakkelijken;

5° in voorkomend geval, het vaststellen van de hoeveelheid in te zamelen AEEA;

6° de lijst van de acties die jegens de professionele gebruikers en de gezinnen gevoerd worden;

7° de lijst van meer specifieke acties die jegens kmo's en mko's gevoerd worden;

8° de lijst van de acties betreffende de inzameling en de verwerking van AEEA;

9° het overzicht van de communicatie- en bewustmakingsacties, alsmede de resultaten van de evaluatie van de jaarlijkse voorlichtings- en bewustmakingscampagnes;;

10° de jaarlijkse voorbegroting;

11° de beschrijving van de wijze waarop de EEA-producent of de erkende organisatie bijdraagt aan de kosten van selectieve inzameling, voorbereiding voor hergebruik, hergebruik, recycling en nuttige toepassing, teneinde zijn/haar doelstellingen te verwezenlijken;

12° in voorkomend geval, de opvolging van de onderzoeken die in het kader van de erkenning van de erkende organisatie zijn aangevraagd.

Art. 51. De EEA-producent zorgt ervoor dat het opgezette systeem economisch en financieel in evenwicht blijft. Daartoe stelt de producent elk jaar, als bijlage bij zijn jaarlijks uitvoeringsplan, een jaarlijks financieel plan en een jaarlijkse voorbegroting op.

De administratie kan elk financieel plan ter advies voorleggen aan een externe accountant of revisor die zij op eigen kosten aanwijst.

Art. 52. § 1. De administratie behandelt het verzoek om goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan.

§ 2. De administratie stuurt de aanvrager van de goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan binnen tien dagen een ontvangstbewijs van zijn aanvraag.

§ 3. De administratie stuurt de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan een beslissing waarin wordt vastgesteld of zijn aanvraag volledig en ontvankelijk is.

§ 4. Indien de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan onvolledig is, stuurt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan de lijst met de ontbrekende gegevens of documenten, hierna "aanvullende gegevens" genoemd. In dat geval begint de administratieve procedure opnieuw te lopen vanaf de ontvangst van de genoemde aanvullende gegevens.

De aanvrager van de goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan stuurt de gevraagde aanvullende gegevens binnen een termijn van dertig dagen na verzending van het verzoek om deze aanvullende gegevens naar de administratie.

De administratie stuurt de aanvrager van de goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan binnen tien dagen een ontvangstbewijs van de aanvullende gegevens.

§ 5. Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens door de administratie stuurt bedoelde administratie de aanvrager een beslissing waarin wordt beslist over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan.

De administratie stuurt de aanvrager de beslissing waarin wordt beslist dat de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan onontvankelijk is, indien:

1° de aanvrager van de goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan de gevraagde aanvullende gegevens niet binnen de in paragraaf 4, lid 2, genoemde termijn heeft ingediend;

2° de aanvraag tweemaal als onvolledig is beschouwd.

§ 6. Indien, na het verstrijken van de in de paragrafen 3 tot en met 5 genoemde termijnen, de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid of niet-ontvankelijkheid van de aanvraag tot goedkeuring van het jaarlijkse uitvoeringsplan niet aan de aanvrager is toegezonden, wordt de aanvraag tot goedkeuring van dat plan van rechtswege als ontvankelijk beschouwd.

Art. 53. De administratie kan overgaan tot de schorsing of de intrekking van de erkenning van de erkende organisatie overeenkomstig artikel 178 van het "Afalstoffendecreet" wanneer, op het moment van de controle van de jaarrekening door de bedrijfsrevisor van de genoemde organisatie, de voorzieningen niet gerechtvaardigd zijn vanuit boekhoudrechtelijk oogpunt of de rechtvaardiging ervan niet gemotiveerd is.

De schorsing wordt voorafgegaan door een waarschuwing waarin de erkende organisatie wordt verzocht een voorstel in te dienen tot correctie van haar rekeningen of de toelichting daarop. Indien de erkende organisatie niet binnen drie maanden na ontvangst van de waarschuwing een voorstel indient, of indien dit voorstel niet door de administratie wordt aanvaard, zal de administratie besluiten de erkenning van die organisatie te schorsen of in te trekken.

Art. 54. De twee meest recente uitvoeringsplannen worden, om een regelmatige dialoog te waarborgen, aan de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afalstoffen" meegedeeld overeenkomstig artikel 142 van het "Afalstoffendecreet", en wel om de twee jaar, te rekenen vanaf het jaar volgend op het jaar waarin de erkenningsbeslissing wordt genomen.

Art. 55. Wat het individuele strategische plan betreft, is de Minister de bevoegde instantie om uitspraak te doen over administratieve beroepen die tegen beslissingen van de administratie zijn ingesteld.

Afdeling 7. — Terugnameplicht voor afvalstoffen

Art. 56. EEA-producenten voldoen aan hun terugnameverplichting voor AEEA van huishoudelijke en industriële oorsprong overeenkomstig de artikelen 144 tot en met 150 van het "Afalstoffendecreet" en deze afdeling.

De erkende organisatie verzorgt tevens de opleiding van de containerpark-wachters op het gebied van de identificatie en het veilige beheer van AEEA die ingebouwde batterijen bevat.

Art. 57. § 1. De detailhandelaar of, in voorkomend geval, de distributeur neemt, in voorkomend geval, gratis en op basis van één-tegen-één van de consument alle afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) van huishoudelijke oorsprong terug die hem wordt aangeboden, voor zover de apparatuur van een gelijkwaardig type is en dezelfde functies heeft vervuld als de geleverde apparatuur, en dit ongeacht de verkoopvoorwaarden en de wijze van levering of afhaling van de apparatuur.

§ 2. Met het oog op het behalen van de inzameldoelstellingen die zijn vastgesteld in artikel 63, zorgen de detailhandelaars, in detailhandelszaken met een verkoopoppervlakte voor EEA van ten minste vierhonderd vierkante meter of in de onmiddellijke nabijheid daarvan, voor de gratis terugname van zeer kleine AEEA voor consumenten, zonder de verplichting om EEA van een gelijkwaardig type te kopen. De detailhandelaar plaatst zijn inzamelrecipiënt op een voldoende zichtbare plaats in zijn verkoopruimte of in de onmiddellijke nabijheid daarvan.

De in lid 1 bedoelde verplichting kan worden opgeheven indien uit een evaluatiestudie – waarvoor de administratie of de bevoegde overheid na een administratief beroep een goedkeuringsbeslissing heeft genomen – blijkt dat bestaande alternatieven minstens even doeltreffend kunnen zijn wat betreft de goedkopere inzameling van zeer kleine AEEA van huishoudelijke oorsprong. De evaluatiestudie en de resultaten ervan worden als bijlage bij de goedkeuringsbeslissing gevoegd. De evaluatiestudie wordt door de detailhandelaars op hun website of via een ander communicatiemiddel openbaar gemaakt.

§ 3. De detailhandelaar bewaart de AEEA zoals ze hem door de consumenten is afgegeven, met het oog op de overdracht ervan aan de distributeur of, in voorkomend geval, aan de EEA-producent. Hij mag de apparatuur niet demonteren of de verschillende onderdelen ervan selecteren, behalve met de instemming van de erkende organisatie en uitsluitend wanneer er incidenteel reserveonderdelen aan zijn klanten worden geleverd in het kader van een door hem verleende hersteldienst.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 tot en met 3 kan de terugname van AEEA van huishoudelijke oorsprong worden geweigerd door de EEA-producent, de distributeur of de detailhandelaar, indien de apparatuur niet alle onderdelen bevat die essentieel zijn voor de werking ervan en het volgende bevat:

1° een of meer soorten afvalstoffen die geen AEEA zijn; of,

2° een element dat, als gevolg van een besmetting, een risico vormt voor de gezondheid of de veiligheid van het personeel.

Wat betreft lid 1, 2°, informeert de EEA-producent, de distributeur of de detailhandelaar de houder van de geweigerde AEEA van huishoudelijke oorsprong over alternatieve terugnamemogelijkheden bij erkende inzamelaars, handelaars, makelaars of verwerkingsinstallaties op het gebied van AEEA.

Afdeling 8. — Verplichting tot afvalpreventie

Art. 58. De EEA-producent voldoet aan zijn preventieverplichting op het gebied van AEEA overeenkomstig de artikelen 151 tot en met 153 van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 59. De EEA-producent bevordert het ontwerp en de productie van EEA, met het oog op het vergemakkelijken van het hergebruik, de reparatie en de ontmanteling ervan, evenals de terugwinning van AEEA en de daarin verwerkte onderdelen en materialen.

De producent van EEA belemmert het hergebruik van AEEA niet door specifieke ontwerpkenmerken of specifieke fabricageprocedures, tenzij deze specifieke ontwerpkenmerken of specifieke fabricageprocedures doorslaggevende voordelen bieden, bijvoorbeeld met betrekking tot de milieubescherming en/of de veiligheidseisen.

Art. 60. § 1. Om de voorbereiding voor hergebruik en de correcte en milieuvriendelijke verwerking van AEEA te vergemakkelijken, met inbegrip van onderhoud, upgrade, herstel en recycling, verstrekt de EEA-producent voor elk type nieuwe EEA dat voor het eerst in de handel van de Europese Unie wordt gebracht, en binnen een termijn van een jaar na het in de handel brengen van de EEA, kosteloos de informatie met betrekking tot de voorbereiding voor hergebruik en de verwerking.

Deze informatie vermeldt, voor zover dit nodig is opdat de sociale economiebedrijven, de andere actoren die actief zijn op het gebied van de voorbereiding voor hergebruik en hergebruik en die hiervoor een vergunning hebben op het gebied van AEEA en de verwerkings- en recyclinginstallaties hieraan kunnen voldoen, de verschillende componenten en materialen die in de AEEA aanwezig zijn, de energielabels, evenals de locatie van gevaarlijke stoffen en mengsels in de EEA en de lokalisatie en reparatie van defecten na afloop van de minimale wettelijke garantieperiode.

De EEA-producenten stellen deze informatie ter beschikking van de sociale economiebedrijven, de andere actoren die actief zijn op het gebied van de voorbereiding voor hergebruik en het hergebruik van AEEA, en de verwerkings- en recyclinginstallaties, in de vorm van handleidingen of via elektronische media.

§ 2. Met het oog op een onbetwistbare vaststelling van de datum van het in de handel brengen, wordt de EEA voorzien van de expliciete vermelding dat zij na 13 augustus 2005 in de handel is gebracht. Daarbij wordt bij voorkeur Europese norm EN 50419:2022 toegepast.

De in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde verplichting geldt met ingang van:

1° 13 augustus 2012 voor fotovoltatische panelen die vanaf deze datum in de handel zijn gebracht;

2° 15 augustus 2018 voor EEA als bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, 2°, die niet onder het toepassingsgebied van artikel 3, paragraaf 1, 1°, valt en die vanaf deze datum in de handel is gebracht.

Afdeling 9. — Verplichting om streefcijfers te halen en te streven naar streefwaarden voor inzameling en verwerking

Art. 61. De EEA-producent haalt de streefcijfers voor inzameling, terugwinning en recycling overeenkomstig artikel 154 van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 62. De EEA-producent bereikt de volgende doelstellingen met betrekking tot de inzameling van AEEA:

1° het minimale inzamelingspercentage wordt vastgesteld op vier kilo AEEA van huishoudelijke oorsprong per inwoner per jaar;

2° vanaf 2016 is het minimale inzamelingspercentage vastgesteld op vijfenveertig procent, berekend op basis van het totale gewicht aan AEEA die in een gegeven jaar op het grondgebied van het Waalse Gewest is ingezameld en uitgedrukt als percentage van het gemiddelde gewicht van de EEA die in de loop van de drie voorafgaande jaren in de handel is gebracht;;

3° vanaf 2019 bedraagt het jaarlijks te behalen minimale inzamelingspercentage vijfenzestig procent van het gemiddelde gewicht van de EEA die in de loop van de drie voorafgaande jaren in de handel is gebracht, of vijfentachtig procent van de op het grondgebied van het Waalse Gewest geproduceerde AEEA, in gewicht.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, zien de EEA-producenten erop toe dat het volume van de ingezamelde AEEA tijdens de periode vanaf 2016 tot 2019 geleidelijk toeneemt, tenzij het inzamelingspercentage dat is vastgelegd in paragraaf 3, reeds is bereikt.

Art. 63. De EEA-producent behaalt de volgende minimale doelstellingen voor nuttige toepassing, voorbereiding voor hergebruik en recycling:

1° minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 13 augustus 2012 tot 14 augustus 2015 met betrekking tot de in artikel 3, paragraaf 1, vermelde categorieën:

a) voor AEEA die valt onder de categorieën grote huishoudelijke apparaten of automaten;

(1) wordt tachtig procent nuttig toegepast, en

(2) wordt vijfenzeventig procent gerecycled;

b) voor AEEA die valt onder de categorieën IT- en telecommunicatieapparatuur of consumentenelektronica en fotovoltatische panelen:

(1) wordt zesenzeventig procent nuttig toegepast, en

(2) 'wordt vijfenzestig procent gerecycled;

c) voor AEEA die valt onder de categorieën kleine apparaten, verlichtingsapparatuur, elektrisch en elektronisch gereedschap met uitzondering van grote vaste industriële installaties, speelgoed, apparatuur voor ontspanning en sport, medische hulpmiddelen met uitzondering van alle geïmplanteerde of geïnfecteerde producten, of meet- en controle-instrumenten:

- (1) wordt zeventig procent nuttig toegepast, en
 - (2) wordt vijftig procent gerecycleerd;
- voor gasontladingslampen wordt tachtig procent gerecycleerd.

2° minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 15 augustus 2015 tot 14 augustus 2018 met betrekking tot de in artikel 3, paragraaf 1, 1°, vermelde categorieën:

a) voor AEEA die valt onder de categorieën grote huishoudelijke apparaten of automaten:

- (1) wordt vijfentachtig procent nuttig toegepast, en
- (2) wordt tachtig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

b) voor AEEA die valt onder de categorieën IT- en telecommunicatieapparatuur of consumentenelektronica en fotonische panelen:

- (1) wordt tachtig procent nuttig toegepast, en
- (2) wordt zeventig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

c) voor AEEA die valt onder de categorieën kleine apparaten, verlichtingsapparatuur, elektrisch en elektronisch gereedschap met uitzondering van grote vaste industriële installaties, speelgoed, apparatuur voor ontspanning en sport, medische hulpmiddelen met uitzondering van alle geïmplanteerde of geïnfecteerde producten, of meet- en controle-instrumenten:

- (1) wordt vijfenzeventig procent nuttig toegepast, en
 - (2) wordt vijftig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;
- d) voor gasontladingslampen wordt 80 % gerecycleerd.

3° minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 15 augustus 2018 met betrekking tot de in artikel 3, paragraaf 1, tweede lid, vermelde categorieën:

a) voor AEEA die valt onder de categorieën warmte- of koude-uitwisselende apparatuur en grote apparaten:

- (1) wordt vijfentachtig procent nuttig toegepast, en
- (2) wordt tachtig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

b) voor AEEA die valt onder de categorieën schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm²:

- (1) wordt tachtig procent nuttig toegepast, en
- (2) wordt zeventig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

c) voor AEEA die valt onder de categorieën "kleine apparatuur, kleine IT- en telecommunicatieapparatuur en waarvan alle buitenafmetingen kleiner zijn dan vijftig centimeter:

- (1) wordt vijfenzeventig procent nuttig toegepast, en
- (2) wordt vijftig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

d) van de AEEA die tot de categorie lampen behoort, wordt tachtig procent gerecycleerd.

Art. 64. Vanaf 15 augustus 2018 streeft de EEA-producent naar de volgende minimale streefcijfers voor nuttige toepassing, voorbereiding voor hergebruik en recycling voor de categorieën die zijn opgenomen in artikel 3, paragraaf 1, tweede lid:

1° voor AEEA die valt onder de categorieën warmte- of koude-uitwisselende apparatuur en grote apparaten:

- a) wordt negentig procent nuttig toegepast, en
- b) wordt tachtig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

2° voor AEEA die valt onder de categorieën schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm² :

- a) wordt negentig procent nuttig toegepast, en
- b) wordt vijfenzeventig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

3° voor AEEA die valt onder de categorieën kleine apparatuur of kleine IT- en telecommunicatieapparatuur en waarvan alle buitenafmetingen kleiner zijn dan vijftig centimeter:

- a) wordt negentig procent nuttig toegepast, en
- b) wordt vijfenzeventig procent voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

4° voor de AEEA die valt onder de categorie lampen wordt tachtig procent gerecycleerd.

Art. 65. De afgedankte fotonische panelen, berekend op basis van gewicht, streven naar een nuttige toepassing van vijfentachtig procent en streven naar tachtig procent voorbereiding voor hergebruik en recycling.

De verwerking van componenten, materialen en stoffen van afgedankte fotonische panelen is gericht op de volgende doelstellingen met betrekking tot de voorbereiding voor hergebruik en recycling:

- 1° ferro- en non-ferrometalen: vijfenzeventig procent;
- 2° kunststoffen: vijftig procent;
- 3° glas: negentig procent.

Art. 66. Het bereiken van de doelstellingen van deze afdeling wordt voor elke categorie EEA berekend door het gewicht te nemen van de AEEA die de installatie voor nuttige toepassing, recycling of voorbereiding voor hergebruik binnenkomen, na een passende behandeling overeenkomstig artikel 23 wat betreft de nuttige toepassing of recycling, en door dit gewicht uit te drukken als een percentage van het gewicht van alle selectief ingezamelde AEEA voor die categorie.

Voorbereidende activiteiten, zoals sorteren en opslag voorafgaand aan nuttige toepassing, tellen niet mee voor de verwezenlijking van deze streefcijfers.

AEEA die buiten de Europese Unie wordt uitgevoerd, wordt alleen meegeteld voor de nakoming van de verplichtingen en de verwezenlijking van de doelstellingen die in deze afdeling zijn vastgelegd, indien, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1013/2006 en Verordening (EG) nr. 1418/2007, de exporteur kan aantonen dat de verwerking heeft plaatsgevonden onder voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan de in dit besluit vastgestelde eisen.

Met het oog op de berekening van deze doelstellingen houdt de EEA-producent of de derde die voor rekening van de EEA-producent handelt, in registers het gewicht bij van de AEEA, hun componenten, materialen of stoffen wanneer zij de inzamelinrichtingen verlaten, wanneer zij de behandelingsinstallaties — met inbegrip van de voorbehandelingsinstallaties — binnenkomen en verlaten, en wanneer zij de installatie voor nuttige toepassing, recycling of voorbereiding voor hergebruik binnenkomen en verlaten.

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere bepalingen*

Afdeling 1. — Beheerders van een online marktplaats

Art. 67. § 1. De beheerder van een online marktplaats informeert alle EEA-producenten die via zijn online marktplaats een EEA op afstand in België verkopen, over de verplichtingen die op hen rusten op grond van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten die op hen betrekking heeft en die op hen van toepassing is krachtens het "Afalstoffendecreet".

Indien de beheerder van een online marktplaats tevens optreedt als EEA-producent, is hij eveneens onderworpen aan de regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die van toepassing is krachtens het "Afalstoffendecreet" en dit besluit.

§ 2. Op verzoek van de beheerder van de online marktplaats legt de EEA-producent die via een online marktplaats een EEA op afstand in België verkoopt, bij zijn registratie bij de genoemde beheerder een schriftelijk bewijs over van de uitvoering van een door de administratie goedgekeurd individueel strategisch plan of, in voorkomend geval, van zijn aansluiting bij een erkende organisatie.

Indien de beheerder van de online marktplaats niet over het in lid 1 bedoelde bewijs beschikt, weigert hij de betreffende producent toegang of voldoet hij, in voorkomend geval, in diens naam en voor diens rekening aan de verplichtingen die voortvloeien uit de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van EEA namens die producent.

§ 3. De beheerder van een online marktplaats verstrekt jaarlijks, uiterlijk op 1 maart, aan de administratie, een lijst van alle EEA-producenten die in het voorgaande jaar op zijn online marktplaats op het grondgebied op afstand contracten met consumenten hebben gesloten, evenals de datum van goedkeuring van hun individuele strategisch plan door de administratie of van hun aansluiting bij een erkende organisatie.

Afdeling 2. — Gevolmachtigden

Art. 68. In afwijking van artikel 123, § 1, 1°, a) tot en met c) en § 2, vierde lid, van het "Afalstoffendecreet", kan elke in een andere lidstaat gevestigde producent van EEA een op het grondgebied gevestigde natuurlijke of rechtspersoon aanwijzen als gevolmachtigde die verantwoordelijk is voor het nakomen van de verplichtingen die op de genoemde EEA-producent rusten krachtens het "Afalstoffendecreet" en dit besluit.

Elke EEA-producent als gedefinieerd in artikel 123, § 1, 25°, d) en § 2, lid 4, van het "Afalstoffendecreet" die op het grondgebied is gevestigd en die EEA in een andere lidstaat verkoopt, waarin hij niet is gevestigd, wijst een gevolmachtigde in die lidstaat aan die ervoor moet zorgen dat de verplichtingen waaraan die producent van EEA op het grondgebied van die lidstaat krachtens de daar geldende wetgeving is onderworpen, worden nageleefd.

De gevolmachtigde wordt aangewezen door middel van een schriftelijke volmacht.

De gevolmachtigde stelt alle informatie met betrekking tot de nakoming van de verplichtingen inzake de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten van zijn opdrachtgever ter beschikking van de administratie.

Afdeling 3. — Bepalingen die uitsluitend van toepassing zijn op erkende organisaties op het gebied van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten

Onderafdeling 1. — Inleidende bepalingen

Art. 69. De bepalingen van deze afdeling vormen een aanvulling op de bepalingen van hoofdstuk 1 van deze titel.

De organisatie die belast is met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten voert de verplichtingen uit die haar door de EEA-producenten zijn toevertrouwd via een erkenning die is afgegeven overeenkomstig het "Afalstoffendecreet" en dit besluit.

Onderafdeling 2. — Overleg- en opvolgingsmodaliteiten met belanghebbenden

Art. 70. § 1. Er wordt een opvolgingscomité voor de erkenning ingesteld, dat ten minste bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

2° twee vertegenwoordigers van de administratie ;

3° twee vertegenwoordigers van de erkende organisatie.

Deskundigen kunnen naar gelang van de agenda door het opvolgingscomité uitgenodigd worden.

§ 2. Het opvolgingscomité komt ten minste eenmaal per jaar of op verzoek van de vertegenwoordigers van het opvolgingscomité in de lokalen en op initiatief van de administratie bijeen.

De administratie bepaalt de agenda.

Minstens de volgende onderwerpen worden aan het opvolgingscomité door de erkende organisatie voorgelegd:

1° de informatie die moet worden verstrekt over de nakoming van de rapportageverplichting die op haar van toepassing is;

2° de uitvoering van de erkenning en het jaarlijks uitvoeringsplan;

De erkende organisatie kan aan het opvolgingscomité alle stukken voorleggen die ter goedkeuring of ter beoordeling aan de administratie moeten worden voorgelegd.

Art. 71. De administratie zal de rol van waarnemer vervullen in de raad van bestuur en in de algemene vergadering van de erkende organisatie. De administratie wordt verzocht tijdig deel te nemen aan de bijeenkomsten die door de erkende organisatie worden georganiseerd.

Art. 72. Wanneer de erkende organisatie zelf contracten sluit met betrekking tot de inzameling, sortering, voorbehandeling, verwerking of recycling van AEEA in het kader van de regeling inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten, worden deze contracten door de erkende organisatie gesloten op basis van vooraf vastgestelde bestekken en een aanbestedingsprocedure.

Bij het opstellen van de bestekken en de aanbestedingsprocedure raadpleegt de erkende organisatie de federaties die de bedrijven voor het beheer van AEEA vertegenwoordigen, alsmede de federaties van sociale economiebedrijven die actief zijn op het gebied van hergebruik en de voorbereiding voor hergebruik, voor zover deze hierbij betrokken zijn.

Onderafdeling 3. — Samenwerking tussen een producent van elektrische en elektronische apparatuur en een erkende organisatie inzake de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor EEA-producten

Art. 73. § 1. De toetredingsovereenkomst bedoeld in artikel 127, § 2, 2°, en in artikel 160, lid 1, 6°, van het "Afvalstoffendecreet" omvat de nodige maatregelen om de financiering te waarborgen van de nakoming van de verplichtingen van de EEA-producenten met betrekking tot de uitgebreide verantwoordelijkheid voor EEA die tijdens de looptijd van de toetredingsovereenkomst in de handel is gebracht.

§ 2. Elke toetredingsovereenkomst kan met terugwerkende kracht ingaan, met uitzondering van de kalenderjaren waarvoor de betrokken EEA-producent:

1° geen EEA in de handel heeft gebracht;

2° aantoon dat hij aan zijn verplichtingen inzake uitgebreide verantwoordelijkheid heeft voldaan;

3° is veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak of bij een definitief administratief besluit waarbij een of meer administratieve sancties zijn opgelegd, wegens ten minste één overtreding van titel 2 van het "Afvalstoffendecreet".

In geval van toetreding met terugwerkende kracht kan de erkende organisatie achterstandsrente opleggen voor de kalenderjaren voorafgaand aan het jaar van toetreding, ter hoogte van het bedrag dat verschuldigd zou zijn indien op de met terugwerkende kracht verschuldigde bijdragen rente tegen de wettelijke rentevoet zou worden toegepast.

§ 3. De aangesloten EEA-producent kan bij de erkende organisatie verzoeken om terugbetaling van de door hem betaalde bijdrage die overeenkomt met de hoeveelheid EEA die in de handel is gebracht en waarvoor reeds een bijdrage is betaald door een andere aangesloten EEA-producent.

De aangesloten EEA-producent die om terugbetaling verzoekt, kan aan de erkende organisatie aantonen dat:

1° hij een bijdrage heeft betaald bij het in de handel brengen of bij de aankoop van de betrokken EEA; en

2° de genoemde EEA is uitgevoerd of wederuitgevoerd, met name aan de hand van vervoersdocumenten of facturen.

Art. 74. § 1. Het model van de standaardovereenkomst bedoeld in deze onderafdeling wordt bij elke erkenningsaanvraag gevoegd overeenkomstig titel 2 van het "Afvalstoffendecreet".

§ 2. Elke wijziging van het model van de toetredingsovereenkomst wordt vooraf ter goedkeuring aan de administratie voorgelegd.

De erkende organisatie dient de aanvraag tot wijziging van het model van de toetredingsovereenkomst in bij de administratie overeenkomstig de artikelen 180 en 182 van het "Afvalstoffendecreet".

De administratie stelt de aanvrager in kennis van haar beslissing over de goedkeuring of de weigering van de aanvraag tot wijziging van het model van toetredingsovereenkomst binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de genoemde wijzigingsaanvraag.

Na verloop van de in het derde lid van deze paragraaf bepaalde termijn wordt de genoemde aanvraag, bij gebrek aan verzending aan de aanvrager van de beslissing van de administratie waarbij uitspraak wordt gedaan over de goedkeuring of de weigering van de wijzigingsaanvraag, van rechtswege geacht te zijn geweigerd.

Onderafdeling 4. — Samenwerking met de sociale economiebedrijven

Art. 75. Wanneer de AEEA afval van huishoudelijke oorsprong is, kan de EEA-producent een standaardovereenkomst sluiten met een sociaal economiebedrijf.

Art. 76. Elke in deze onderafdeling bedoelde standaardovereenkomst bevat ten minste:

- 1° de doelstellingen en uitdagingen van deze samenwerking;
- 2° de betrokken soorten AEEA en EEA;
- 3° de wijze waarop AEEA van huishoudelijke oorsprong wordt ingezameld en verwerkt;
- 4° de modaliteiten voor toegang tot het depot van AEEA die moet worden voorbereid voor hergebruik;
- 5° de wijze van opslag en vervoer waarbij de AEEA in goede staat worden gehouden, zodat ze geschikt blijven voor hergebruik; de wijze van sorteren van de AEEA met het oog op haar voorbereiding voor hergebruik;
- 6° de wijze waarop de inzameling van AEEA wordt georganiseerd, evenals de verkoop van hergebruikte EEA door het sociale economiebedrijf;
- 7° de voorlichtingsprocedures om de opleiding van het personeel van het hergebruikcentrum en van het bij de inzameling betrokken personeel te waarborgen;
- 8° de wijze waarop de aanvraag tot verwijdering wordt geregistreerd en opgevolgd;
- 9° de wijze van vergoeding van de kosten van de geleverde diensten, met name voor het ophalen, het sorteren, het voorbereiden met het oog op hergebruik en het rapporteren;
- 10° het organiseren en financieren van een jaarlijkse voorlichtingscampagne gericht op verschillende doelgroepen, zoals particulieren, detailhandelaars of professionals, ter bevordering van hergebruik via sociale economiebedrijven;
- 11° het organiseren van ten minste één jaarlijkse vergadering ter evaluatie, coördinatie en aanpassing van de maatregelen die zijn genomen ter voorbereiding voor hergebruik;
- 12° de specifieke acties die erop gericht zijn de preventie en de sortering met het oog op de voorbereiding voor hergebruik, het hergebruik en de recycling van de AEEA in kmo's en mko's te bevorderen;
- 13° de bepalingen die erop gericht zijn de lokale werkgelegenheid en de korte verwerkingsketens voor de voorbereiding voor hergebruik en het hergebruik te bevorderen.

Art. 77. § 1. Het model van de standaardovereenkomst bedoeld in deze onderafdeling wordt bij elke erkenningsaanvraag gevoegd overeenkomstig titel 2 van het "Afalstoffendecreet".

§ 2. Elke wijziging van de in deze onderafdeling bedoelde standaardovereenkomst wordt ter goedkeuring aan de administratie voorgelegd.

De aanvraag tot wijziging van de standaardovereenkomst wordt bij de administratie ingediend overeenkomstig de artikelen 180 en 182 van het "Afalstoffendecreet".

De administratie stelt de aanvrager in kennis van haar beslissing over de goedkeuring of de weigering van de wijzigingsaanvraag binnen zestig dagen na ontvangst van die aanvraag.

Indien de administratie na het verstrijken van de in lid 3 van dit artikel genoemde termijn geen beslissing heeft verzonden, wordt de wijzigingsaanvraag van rechtswege geacht te zijn geweigerd.

Onderafdeling 5. — Samenwerking met publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van afgedankte elektrische en elektronische huishoudelijke apparatuur

Art. 78. Met uitzondering van afgedankte fotonvoltaïsche panelen sluit de erkende organisatie, wanneer de AEEA van huishoudelijke oorsprong is, een standaardovereenkomst met de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijk afval.

Art. 79. Elke in deze onderafdeling bedoelde standaardovereenkomst bevat ten minste:

- 1° de modaliteiten voor de inzameling van AEEA van huishoudelijke oorsprong en voor de volledige verwerking van de genoemde ingezamelde afvalstoffen;
- 2° de modaliteiten voor de toegang tot en de kosteloze opslag van de huishoudelijke AEEA;
- 3° de mogelijkheden die aan detailhandelaars en bedrijven worden geboden om gratis bepaalde hoeveelheden AEEA af te geven in bepaalde containerparken;
- 4° de frequentie en de wijze van inzameling van de huishoudelijke AEEA in de inzamelpunten;
- 5° de minimale technische modaliteiten voor de opslag van AEEA;
- 6° de terbeschikkingstelling door de erkende organisaties van de containers en bakken die nodig zijn voor de tijdelijke opslag van de ingezamelde AEEA;
- 7° de bepalingen ter voorkoming, herstel of schadevergoeding voor vandalisme dat rechtstreeks verband houdt met de inzameling van AEEA;

8° de nadere tussenkomstregels die voortvloeien uit de preventiemaatregelen;

9° het organiseren van voorlichtingscampagnes voor huishoudens, zoals bedoeld in artikel 136 van het "Afvalstoffendecreet" ter bevordering van containerparken;

10° de wijze waarop de gegevens worden doorgegeven die nodig zijn voor de samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijk AEEA;

11° de opleidingsmodaliteiten van de containerpark-wachters op het gebied van de identificatie en het veilige beheer van AEEA, bijvoorbeeld voor AEEA die ingebouwde batterijen bevat.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, garanderen de bedoelde toegangs- en opslagmodaliteiten dat er geen puntensystemen, quota, toegangsbeperkingen of gelijkwaardige voorwaarden worden toegepast.

Wat het eerste lid, 8°, betreft, hebben de nadere tussenkomstregels bijvoorbeeld betrekking op de communicatie met de gebruikers van de containerparken. Zij waarborgen de kwaliteit van het afval en de veiligheid van personen tijdens afvalbeheeractiviteiten.

Art. 80. § 1. Het model van de standaardovereenkomst bedoeld in deze onderafdeling, wordt bij elke erkenningsaanvraag gevoegd.

§ 2. Elke wijziging van de in deze onderafdeling bedoelde standaardovereenkomst wordt ter goedkeuring aan de administratie voorgelegd.

De aanvraag tot wijziging van de standaardovereenkomst wordt bij de administratie ingediend overeenkomstig de artikelen 180 en 182 van het "Afvalstoffendecreet".

De administratie stelt de aanvrager in kennis van haar beslissing over de goedkeuring of de weigering van de wijzigingsaanvraag binnen zestig dagen na ontvangst van die aanvraag.

Indien de administratie na het verstrijken van de in lid 3 van dit artikel genoemde termijn geen beslissing heeft verzonden, wordt de wijzigingsaanvraag van rechtswege geacht te zijn geweigerd.

Art. 81. Elke publiekrechtelijke rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de inzameling van de huishoudelijke AEEA deelt jaarlijks aan de erkende organisatie de statistische gegevens mee met betrekking tot de selectieve inzameling van de AEEA in de containerparken en andere inzamelpunten, alsook de eventuele huis-aan-huuszamelingen.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde rechtspersoon eveneens instaat voor de sortering of de verwerking van de desbetreffende afvalstoffen in het kader van een overeenkomst gesloten met de producent van EEA of de betrokken erkende organisatie, bezorgt zij eveneens jaarlijks aan de genoemde producent of de genoemde erkende organisatie de statistische gegevens met betrekking tot de sortering of de verwerking van de AEEA waarop de genoemde overeenkomst betrekking heeft.

Onderafdeling 6. — Samenwerking met de actoren die tussenkomen in een systeem voor de inzameling en verwerking van afgedankte elektrische en elektronische apparaten van industriële oorsprong

Art. 82. De erkende organisatie sluit een overeenkomst met de actoren die tussenkomen in het systeem voor de inzameling, sortering, voorbehandeling en verwerking van AEEA van industriële oorsprong, welke ten minste het volgende bevat:

1° een beschrijving van de modaliteiten voor de nakoming van de verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die op haar rusten;

2° de modaliteiten voor de samenwerking met de actoren die tussenkomen in het inzameling- en verwerkings-systeem, met inbegrip van het verstrekken van adequate informatie;

3° de maatregelen, met inbegrip van de technische normen, met betrekking tot de verwerking overeenkomstig de geldende milieuwetgeving en -regelgeving van de ingezamelde AEEA, met name de CENELEC-reeks en de norm EN 50614;

4° een beschrijving van de wijze waarop de erkende organisatie forfaitair tussenkomt in de kosten voor preventie, selectieve inzameling, voorbereiding voor hergebruik, hergebruik, recycling en nuttige toepassing van de AEEA;

5° de specifieke acties die erop gericht zijn de preventie en de sortering met het oog op de voorbereiding voor hergebruik, het hergebruik en de recycling van de AEEA in kmo's en mko's te bevorderen;

6° de getroffen bepalingen om de lokale werkgelegenheid en de korte verwerkingsketens voor de voorbereiding voor hergebruik, het hergebruik, de recycling en elke andere nuttige toepassing van de AEEA te bevorderen;

7° de modaliteiten voor de tenlasteneming van de kosten verbonden aan de mededeling van de gegevens, evenals de kosten van de audits die nodig zijn voor de certificering van de gegevens.

Onderafdeling 7. — Toewijzing van opdrachten

Art. 83. § 1. De gunning van contracten met betrekking tot de inzameling, het vervoer en de verwerking van de huishoudelijke AEEA gebeurt op basis van bestekken en met inachtneming van de artikelen 164 tot en met 172 van het "Afvalstoffendecreet".

De erkende instantie past de volgende bepalingen toe:

1° de contracten worden gesloten volgens de beginselen van een niet-openbare offerteprocedure, omvattende een selectiefase van de kandidaatstellingen op basis van objectieve en transparante criteria, gevolgd door een fase van indiening van de offertes door de louter op basis van de vooraf gedefinieerde criteria geselecteerde gegadigden;

2° de selectie- en gunningsprocedure van de contracten wordt beschreven in een document dat door de erkende organisatie in haar erkenningsaanvraag is opgesteld en is openbaar toegankelijk in ten minste het Frans;

3° de opdracht kan in percelen worden verdeeld;

4° de bestekken vermelden minstens als gunningscriteria de prijs, de technische waarde van de inhoud van de offerte, met inbegrip van de milieuprestatie van de gezamenlijke prestaties, alsmede de kwaliteit van de dienstverlening of het innovatieve karakter van de offerte;

5° wanneer de administratie aanvullende inlichtingen vraagt wordt de aanvankelijke termijn van goedkeuring van zestig dagen met maximum één maand verlengd vanaf de ontvangst van de aangevraagde inlichtingen;

6° de erkende organisatie zorgt voor voldoende bekendmaking van haar offerteaanvragen via de betrokken sectorale federaties;

7° de erkende organisatie neemt de nodige maatregelen om de economische, technische en financiële draagkracht van de gegadigden te controleren, evenals de aanwezigheid van alle wettelijk vereiste vergunningen, ten einde niet-conforme offertes terzijde te leggen;

8° de erkende organisatie mag de in het kader van offerteaanvragen ontvangen informatie overeenkomstig artikel 171 van het van 9 maart 2023 niet voor andere doeleinden gebruiken dan die waarvoor zij is verstrekt;

9° het contract wordt toegewezen op grond van toewijzingscriteria en nadere regels die in het bestek vermeld zijn, nadat is nagegaan of de gegadigden geschikt zijn overeenkomstig de eventuele selectiecriteria;

10° de keuze van de operatoren wordt ter advies aan de administratie medegedeeld, samen met een gemotiveerd verslag, gegrond op de gunningscriteria van de opdracht, opgesomd in het bestek;

11° elke gegadigde heeft het recht inzage te krijgen in het verslag ter beoordeling van zijn offerte;

12° elke significante wijziging van de voorwaarden van de gesloten contracten wordt vooraf door de administratie goedgekeurd;

13° in geval van belangenconflict in hoofde van een persoon die verbonden is aan de erkende organisatie, zoals beschreven in artikel 166 van het "Afvastoffendecreet", is de gunningsprocedure van de opdracht van rechtswege nietig.

§ 2. Wat paragraaf 1, 2°, betreft, bepaalt het document:

1° de minimale selectiecriteria voor de economische, technische en financiële draagkracht van de gegadigden, evenals de uitsluitingscriteria;

2° de verdeling van de opdracht;

3° de termijnen voor de indiening van de kandidaatstellingen en van de offertes;

4° de bekendmakingsmodaliteiten;

5° de vereiste getuigschriften en type-documenten;

6° de weging van de gunningscriteria en -subcriteria;

7° de modaliteiten voor het onderzoek van de kandidaatstellingen en van de offertes, voor het onderzoek van de kwalitatieve selectiecriteria en de rol van het verslag van de externe deskundige;

8° de modaliteiten voor de behandeling van de kandidaatstellingen en van de offertes, waaronder

a) de regelmatigheid van de kandidaatstelling;

b) de datum van indiening van de kandidaatstelling; en;

c) de rol van het selectiecomité van de offertes;

9° de mededeling van de selectie aan de gegadigden en de modaliteiten voor de mededeling van de motivering van de gunning van de opdracht, met eventuele toegang tot het verslag van de externe deskundige;

10° elke andere informatie die door de erkende instantie als relevant wordt beschouwd.

Wat paragraaf 1, 3°, betreft, wordt de eventuele verdeling van de opdracht tussen twee of meer gegadigden aangekondigd in alle aankondigingen van opdrachten en bestekken zodat eenieder alle nodige gegevens heeft voor het opstellen van offertes waarbij rekening gehouden wordt met de verdeelsleutels.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, worden de bestekken goedgekeurd door de administratie en specificeren ze de weging van de criteria, waarbij de prijs voor maximaal vijftig procent meetelt, en de technische waarde en de milieuprestatie voor ten minste dertig procent.

Wat paragraaf 1, 6°, betreft, zorgt de erkende instantie voor een adequate bekendmaking van haar offerteaanvragen door de essentiële kenmerken van de opdracht en een beschrijving van de gunningsprocedure te verspreiden. Zij ziet erop toe dat elke potentiële gegadigde over de nuttige en identieke inlichtingen beschikt om zijn kandidaatstelling in te dienen en zijn offerte op te stellen. Daartoe worden aanvullende gegevens die aan één gegadigde bekend worden gemaakt na overmaking van het bestek, eveneens aan de andere gegadigden medegedeeld als sommige gegevens van belang zijn voor het opstellen van de offertes of verband houden met een interpretatie van het bestek.

Wat paragraaf 1, 10°, betreft, wordt het contract toegewezen aan de gegadigde die de meest interessante regelmatige offerte heeft ingediend.

Wat paragraaf 1, 11°, betreft, bevat het gemotiveerd verslag:

1° de evaluatie van de verwerkingsprocessen door een externe deskundige;

2° de toegekende score voor elk gunningscriterium en -subcriterium, in bijlage voorzien van de rechtvaardiging ervan en van de berekeningsmodaliteiten.

Art. 84. De bestekken houden rekening met de sociale tewerkstelling alsook met innovatieve criteria zoals het gebruik van spoor- of waterwegvervoer om de impact van het transport te verminderen.

Art. 85. De technische waarde van de offerte houdt rekening met de afvalhiërarchie, zoals bedoeld in artikel 6 van het "Afvalstoffendecreet". De quotering van de offertes houdt eveneens rekening met de kwaliteit van de verwerking, de energie-efficiëntie en de minimalisering van de te verwijderen restafval.

Voor de kwaliteit van de verwerking zijn de volgende subcriteria vastgesteld:

1° de controleerbaarheid van het proces, van de resultaten en van de procedures om deze controleerbaarheid te waarborgen;

2° de continuïteit van de contract en de garantie van de uitvoering ervan;

3° de vlot verloop van de verwerkingshandelingen.

Art. 86. De gedetailleerde gunningsprocedure is in overeenstemming met de artikelen 162 tot 172 van het "Afvalstoffendecreet" en maakt integraal deel uit van de erkenningsaanvraag. Elke wijziging wordt onderworpen aan de goedkeuring van de administratie.

In het geval van een in perceel verdeelde opdracht worden de voor elk perceel ingediende offertes onafhankelijk van de voor de andere percelen ingediende offertes geanalyseerd en gequoteerd. De rangschikking van de offertes gebeurt perceel per perceel.

Art. 87. De administratie krijgt de verslagen van elke belangrijke stap in de procedure voor de gunning van de contracten - kennisname van de kandidaturen, kennisname van de offertes, beoordeling van de slotoffertes en gunning van de opdrachten, opgesteld door de erkende organisatie en gaat na of er geen concurrentievervalsing in het spel is.

Art. 88. De administratie brengt vóór de gunning van de contracten een advies uit over de naleving van de procedure zoals beschreven in artikel 84 en over het gunningsverslag van de opdracht. In geval van een ongunstig advies, en indien de erkende organisatie afwijkt van het advies van de administratie, moet zij dit motiveren. Bovendien wordt het advies in dat geval ter kennis gebracht van het in artikel 71 bedoelde begeleidingscomité van de erkenning.

Art. 89. De erkende organisatie zorgt voor het afvalbeheer door de lokale werkgelegenheid en het nabijheidsbeginsel te bevorderen, wat inhoudt dat de meest geschikte installaties in de directe omgeving worden gekozen, met gebruikmaking van de meest geschikte methoden en technologieën, teneinde een hoog niveau van bescherming van het milieu en de volksgezondheid te waarborgen.

Onderafdeling 8. — Register van producenten van elektrische en elektronische apparatuur

Art. 90. § 1. De erkende organisatie stelt een register op van de producenten van EEA die haar de uitvoering hebben toevertrouwd van de in deze titel bedoelde verplichtingen, met inbegrip van de producenten van EEA die EEA leveren door middel van verkooptechnieken op afstand.

Dit register wordt gebruikt om de naleving van de verplichtingen vermeld in dit besluit te controleren.

De producenten van EEA die EEA leveren door middel van verkooptechnieken op afstand zijn gevestigd in de lidstaat waarin zij verkopen. Wanneer deze producenten van EEA niet gevestigd zijn in de lidstaat waarin zij verkopen, worden zij geregistreerd via hun gemachtigden als bedoeld in artikel 69.

§ 2. Elke producent van EEA of elke gemachtigde wanneer deze is aangewezen krachtens artikel 69, wordt naar behoren geregistreerd in het register van producenten van EEA. In dit verband:

1° heeft elke producent van EEA of elke gemachtigde wanneer deze is aangewezen krachtens artikel 69, de mogelijkheid om alle nuttige informatie online in het register te doen opnemen, waarin verslag wordt gedaan van de activiteiten van de desbetreffende producent van EEA op het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° verstrekt elke producent van EEA of elke gemachtigde wanneer deze is aangewezen krachtens artikel 69, bij de registratie de in bijlage 5, A, bedoelde informatie en werkt deze, in voorkomend geval, bij;

3° verstrekt elke producent van EEA of elke gemachtigde wanneer deze is aangewezen krachtens artikel 69, de in bijlage 5, deel B, bedoelde informatie.

§ 3. Het register van producenten van EEA is beschikbaar op ten minste één website van de erkende organisatie.

Onderafdeling 9. — Versterkte verplichtingen inzake het strategisch plan, de financiering van het beheer van AEEA en de terugname van AEEA

Art. 91. Wanneer de in artikel 52 bedoelde verplichting tot het opstellen van een financieel plan wordt uitgevoerd door de erkende organisatie, wordt het genoemde plan ten minste aangevuld met de volgende elementen:

1° de jaarlijkse begroting;

2° de elementen voor de berekening van de bijdragen en de modaliteiten voor de herziening ervan;

3° de strategie inzake de bestemming van de bijdragen;

4° de strategie inzake provisies en reserves;

5° de wijze van financiering van eventuele verliezen;

6° de wijze van financiering van het beheer van de AEEA waarvan de producent niet meer actief is of niet kan worden geïdentificeerd;

7° het investeringsbeleid, waarbij de financiële beleggingen veilig moeten zijn en de risico's op kapitaalverlies moeten beperken;

8° in voorkomend geval, de bepalingen inzake eco-modulatie.

Art. 92. De milieubijdrage die bestemd is om de kosten te dekken in verband met de uitvoering van de terugnameverplichting, bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van deze titel, voor afval van huishoudelijke oorsprong en, in voorkomend geval, van industriële oorsprong, is zichtbaar op de facturen tussen de verschillende schakels van de commercialisatieketen. Wat de EEA betreft, wordt de genoemde bijdrage vermeld op het verkooppunt aan de eindconsument.

Art. 93. De erkende organisatie leeft de terugnameverplichting, bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 2 van deze titel, na door de nodige informatie te verstrekken voor de opleiding van de containerpark-wachters inzake de identificatie en het veilig beheer van de AEEA die ingebouwde batterijen bevatten.

Art. 94. § 1. De erkende instantie streeft ernaar dat de hoeveelheden AEEA die met het oog op hun hergebruik worden voorbereid door de sociale economiebedrijven, stijgen met een in haar erkenning vastgesteld percentage, en dit gedurende de gehele looptijd ervan.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing van afgedankte fotovoltaiische panelen wegens de marktomstandigheden en het ontoereikend aantal ketens voor de voorbereiding met het oog op hergebruik voor dit type van AEEA.

De administratie beoordeelt de genoemde marktomstandigheden en de staat van de genoemde ketens ten minste eenmaal om de drie jaar. Op basis van deze beoordeling herzielt de Regering, in voorkomend geval, deze paragraaf.

Art. 95. De erkende instantie zorgt voor de terugname van de AEEA die het gevolg zijn van natuurrampen en accidentele rampen en die als zodanig door de autoriteiten zijn erkend.

Onderafdeling 10. — Proefprojecten en studies

Art. 96. Wanneer de beheerverplichting wordt uitgevoerd door de erkende instantie, kan de genoemde instantie proefprojecten opzetten die erop gericht zijn alternatieve inzamelings- of verwerkingsscenario's te onderzoeken die gunstig zijn voor het milieu en met naleving van de afvalhiërarchie zoals bedoeld in artikel 6 van het "Afvalstoffendecreet".

De in het eerste lid bedoelde proefprojecten doen geen afbreuk aan de taken van de gemeenten en van de publiekrechtelijke rechtspersonen, en worden opgezet voor een beperkte duur als bedoeld in artikel 162, derde lid, van het "Afvalstoffendecreet".

Art. 97. De erkende instantie voert een studie uit naar de reparatie, het hergebruik en de voorbereiding met het oog op hergebruik, waarin de door de producent van EEA gerepareerde en hergebruikte hoeveelheden worden geïnventariseerd, ongeacht of deze al dan niet onder garantie zijn uitgevoerd.

Art. 98. De administratie of de Regering na administratief beroep kan de erkenning afhankelijk stellen van de uitvoering, door de erkenningsaanvrager of de erkende instantie, van een studie naar de effecten verbonden aan de aanwezigheid van bepaalde toxische stoffen in de AEEA die schadelijk zijn voor het milieu en de menselijke gezondheid. De administratie of de Regering na administratief beroep, naargelang van het geval, specificeert de termijn binnen welke de genoemde studie in de loop van de geldigheidsduur van de erkenning moet worden uitgevoerd.

TITEL 5. — *VERSCHEIDENE BEPALINGEN*

HOOFDSTUK 1. — *Administratieve bepalingen*

Art. 99. De minister kan elk formulier bepalen dat inherent is aan de uitvoering van titel 2 van het "Afvalstoffendecreet" en van dit besluit, met name:

- 1° een formulier voor de aanvraag tot goedkeuring van een individueel strategisch plan;
- 2° een formulier voor de erkenningsaanvraag inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van EEA-producenten;
- 3° een formulier voor de aanvraag tot goedkeuring van een jaarlijks uitvoeringsplan;
- 4° een formulier voor het instellen van een administratief beroep.

Art. 100. De administratie is de verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens die zij met toepassing van dit besluit verwerkt, overeenkomstig artikel 202, § 2, eerste lid, van het "Afvalstoffendecreet"

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 101. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA), laatst gewijzigd bij besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden punten 1° en 2° vervangen als volgt:

"1° afval van elektrische of elektronische apparatuur (AEEA): afval van elektrische of elektronische apparatuur in de zin van artikel 4, § 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande;

2° elektrische en elektronische apparatuur (EEA): apparatuur in de zin van artikel 4, § 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van [datum] betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande.”.

Art. 102. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Wat betreft het eerste lid, 2°, worden gassen die de ozonlaag aantasten behandeld overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1005/2009. De koelgassen worden altijd vermeld op de apparatuur die CFK's of HCFC's bevat.”.

Art. 103. Hoofdstuk X van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dat de artikelen 96 tot en met 108/3 omvat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 2017, wordt opgeheven.

Art. 104. In hetzelfde besluit worden de bijlagen IA tot en met V, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 2017, worden opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtredings- en slotbepaling*

Art. 105. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van lid 1 treedt artikel 37 in werking op 1 januari 2027.

Art. 106. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

BIJLAGE 1. INDICATIEVE LIJST VAN ELEKTRISCHE EN ELEKTRONISCHE APPARATUUR DIE ONDER DE CATEGORIEËN VAN ARTIKEL 3 § 1, 1° VALT

1° Grote huishoudelijke apparatuur

Grote koelapparatuur

Koelkasten

Diepvriezers

Andere grote apparatuur voor koeling, bewaring en opslag van voedsel

Wasmachine

Wasdrogers

Vaatwasmachines

Kooktoestellen

Elektrische fornuizen

Elektrische kookplaten

Magnetrons

Andere grote apparatuur voor de bereiding en andere behandelingen van voedsel

Elektrische verwarmingsapparatuur

Elektrische radiatoren

Andere grote toestellen voor de verwarming van kamers, bedden en zitmeubelen

Elektrische ventilatoren

Airconditioners

Andere ventilatie-, afzuig- en airconditioningapparatuur

2° Kleine huishoudelijke apparatuur

Stofzuigers

Rolvegers

Andere schoonmaakapparatuur

Apparatuur voor het naaien, breien en weven en andere textielbewerkingen

Strijkijzers en andere apparatuur voor het strijken en mangelen en andere verzorging van kleding

Broodroosters

Frituurpannen

Koffiemolens, koffiezetmachines en apparatuur voor het openen of luchtdicht sluiten van recipiënten of verpakkingen

Elektrische messen

Tondeuses, haardrogers, elektrische tandenborstels, scheerapparatuur, massage- en andere lichaamsverzorgingsapparatuur

Klokken, andere uurwerken en apparatuur voor het meten, aangeven of registreren van tijd

Weegschalen

3° IT- en telecommunicatieapparatuur

Gecentraliseerde gegevensverwerking:

Mainframes

Minicomputers

Afdrukeenheden

Persoonlijk computergebruik:

Personal computers (inclusief processor, muis, scherm en toetsenbord)

Laptops (inclusief processor, muis, scherm en toetsenbord)

Notebookcomputers

Notepadcomputers

Afdrukeenheden

Kopieerapparaten

Elektrische en elektronische typemachines

Zak- en bureaurekenmachines

en andere producten en apparatuur voor het elektronisch verzamelen, opslaan, verwerken, presenteren of communiceren van informatie

Gebruikerseindstations en -systemen

Faxapparaten

Telexapparaten

Telefoons

Munt- en kaarttelefoons

Draadloze telefoons

Cellulaire telefoons

Antwoordapparaten

en andere producten of apparatuur voor het overbrengen met telecommunicatie van geluid, beelden of andere informatie

4° Consumentenapparatuur en fotovoltatische panelen

Radiotoestellen

Televisietoestellen

Videocamera's

Videorecorders

Hifi-recorders

Geluidsversterkers

Muziekinstrumenten

en andere producten of apparatuur voor het opnemen of weergeven van geluid of beelden, waaronder signalen of andere technieken voor de verspreiding van beeld en geluid dan telecommunicatie

Fotovoltatische panelen

5° Verlichtingsapparatuur

Armaturen voor fluorescentielampen, uitgezonderd armaturen in huishoudens

Fluorescentielampen (TL-buizen)

Compacte fluorescentielampen

Hogedrukgasontladingslampen, met inbegrip van hogedruknatriumlampen en metaalhalogenidelampen

Lagedruknatriumlampen

Andere verlichting of apparatuur voor het verspreiden of regelen van licht, uitgezonderd gloeilampen

6° Elektrisch en elektronisch gereedschap (uitgezonderd grote, niet-verplaatsbare industriële installaties)

Boren

Zagen en kettingzagen

Naaimachines

Apparatuur voor het draaien, frezen, schuren, slijpen, zagen, snijden, afsnijden, boren, maken van gaten, ponsen, vouwen, buigen of dergelijke bewerkingen van hout, metaal en ander materiaal

Gereedschap voor het klinken, spijkeren of schroeven, of het verwijderen van klinknagels, spijkers en schroeven, of dergelijk gebruik

Gereedschap voor het lassen, solderen of dergelijk gebruik

Apparatuur voor het verstuiwen, verspreiden, dispergeren of op andere wijze behandelen van vloeistoffen of gassen

Gereedschap voor het maaien en andere tuinbezigheden

7° Speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur

Elektrische treinen en autoracebanen

Handheld consoles voor videospellen

Videospellen

Fiets-, duik-, loop-, roeicomputers en dergelijke

Sportapparatuur met elektrische of elektronische onderdelen Speelautomaten

8° Medische hulpmiddelen (met uitzondering van alle geïmplanteerde en geïnfecteerde producten)

Radiotherapeutische apparatuur

Cardiologische apparatuur

Dialyseapparatuur

Beademingstoestellen

Apparatuur voor nucleaire geneeskunde

Laboratoriumapparatuur voor in-vitrodiagnostiek

Analyseapparatuur

Koelvoorzieningen

Apparatuur voor vruchtbaarheidstests

Andere apparatuur voor het opsporen, voorkomen, volgen, behandelen en verlichten van ziekten, verwondingen of handicaps

9° Meet- en controle-instrumenten

Rookmelders

Verwarmingsregelaars

Thermostaten

Meet-, weeg- en afstelapparatuur voor huishouden of laboratorium

Andere meet- en regelapparatuur, voor industriële installaties (bv. in regelpanelen)

10 ° Automaten

Automaten voor warme dranken

Automaten voor warme/koude flesjes/blikjes

Automaten voor vaste voedingsproducten

Geldautomaten

Alle automaten voor alle soorten producten

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

BIJLAGE 2. NIET-BEPERKENDE LIJST VAN ELEKTRISCHE EN ELEKTRONISCHE APPARATUUR DIE ONDER DE IN ARTIKEL 3, § 1, 2° GENOEMDE CATEGORIEËN VALT

1° Warmte- of koude-uitwisselende apparatuur

Koelkasten, diepvriezers, apparatuur voor de automatische aflevering van koude producten, klimaatregelingsapparatuur, ontvochtigingsapparaten, warmtepompen, oliehoudende radiatoren en andere warmte- of koude-uitwisselende apparatuur waarin andere vloeistoffen dan water worden gebruikt voor de warmte- of koude-uitwisseling.

2° Schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm²

Schermen, televisietoestellen, lcd-fotolijsten, monitors, laptops, notebooks.

3° Lampen

Fluorescentielampen (tl-buizen), compacte fluorescentielampen, fluorescentielampen, hogedrukgasontladingslampen, met inbegrip van hogedruknatriumlampen en metaalhalogenidelampen, lagedruknatriumlampen, leds.

4° Grote apparaten

Wasmachines, wasdrogers, vaatwasmachines, kooktoestellen, elektrische fornuizen, elektrische kookplaten, lichtarmaturen, apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur (uitgezonderd in kerken geplaatste pijporgels), apparaten voor breien en weven, grote mainframes, grote printers, kopieerapparaten, grote speelautomaten, grote medische hulpmiddelen, grote meet- en regelapparatuur, grote product- of geldautomaten, fotovoltaïsche panelen.

5° Kleine apparaten

Stofzuigers, rolvegers, naaiapparatuur, lichtarmaturen, magnetrons, ventilatieapparatuur, strijkijzers, broodroosters, elektrische messen, waterkokers, klokken en andere uurwerken, elektrische scheerapparaten, weegschalen, haar- en lichaamsverzorgingsapparaten, rekenmachines, radio toestellen, videocamera's, videorecorders, hifiapparatuur, muziekinstrumenten, apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, elektrisch en elektronisch speelgoed, sportapparatuur, fiets-, duik-, loop-, roeicomputers en dergelijke, rookmelders, verwarmingsregelaars, thermostaten, klein elektrisch en elektronisch gereedschap, kleine medische hulpmiddelen, kleine meet- en regelapparatuur, kleine productautomaten, kleine apparaten met geïntegreerde fotovoltaïsche panelen;

6° Kleine IT- en telecommunicatieapparatuur (zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm)

Mobiele telefoons, gps, zakrekenmachines, routers, personal computers, printers, telefoons.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

BIJLAGE 3. VOORBEREIDING MET HET OOG OP HERGEBRUIK VAN BEPAALDE AEEA**1. Energielabel**

Alleen apparatuur die over een energielabel beschikt die minstens gelijk is aan de minimum label aanvaard voor het op de markt brengen van een overeenkomstige nieuwe EEA, mag worden voorbereid voor hergebruik.

Om de energielabel van de apparatuur na te gaan, kan een databank worden gebruikt. Als het apparaat er niet wordt in opgenomen, of als het gebruik van een dergelijk databank onmogelijk is, wordt het energieverbruik gemeten op basis van een gedocumenteerde testprocedure goedgekeurd door de Administratie.

Een minimale energielabel wordt aangemoedigd voor de volgende categorieën apparaten:

- 1° koelkast, diepvriezers: energielabel A;
- 2° wasmachines, vaatwassers: energielabel B;
- 3° mobiele apparatuur voor airconditioning, droogkast: energielabel C.

2. Functionaliteitstests**2.1. ICT-materiaal**

Het ICT-materiaal voldoet aan de volgende voorwaarden en tests:

1° Power-on self-test, afgekort "POST": de POST bestaat uit een reeks tests dat een computer of een verwante apparatuur uitvoert als hij wordt aangezet. Hij wordt uitgevoerd door de BIOS en controleert de werking van de RAM, de grafische kaart, de harde schijven, het toetsenbord en de andere hardwares. Als de test positief is wordt de procedure tot aanzetten voortgezet;

- 2° het toetsenbord en de muis zijn volledig en functioneel;
- 3° de kabels en stekkers zijn volledig en functioneel;
- 4° het scherm is functioneel: goed beeld, geen schade, kabels aanwezig;
- 5° de printtest van de printer is positief;
- 6° de wisselstukken zijn functioneel en getest als computerstukken;
- 7° de draagbare computer beschikt over een oorspronkelijke, intacte adapter die behoorlijk werkt;
- 8° de batterij is functioneel en oplaadbaar;
- 9° de draagbare computer kan minstens een half uur op de batterij werken.

Bij de voorbereiding voor hergebruik van de ICT-apparatuur schaffen de afvalverwerkers alle persoonsgegevens en de niet-overdraagbare software af die auteursrechtelijk beschermd is, op basis van een gedocumenteerde procedure voor de afschaffing van software. Een nieuwe software wordt geïnstalleerd als hij een vergunning heeft.

2.2. Mobiele telefoons

De mobiele telefoons voldoen aan de volgende voorwaarden en tests:

- 1° de antwoordtest;
- 2° de test van de microfoon en luidspreker: duidelijke toon, geen vervorming, het binnenkomende geluidsniveau is gelijk aan het uitgaande geluidsniveau;
- 3° de test van het scherm en het toetsenbord: elke knop is functioneel, het scherm is duidelijk en elke knop van het toetsenbord verschijnt op het scherm;

4° de test van de batterij: de batterij is opgeladen en haar functionaliteit wordt getest met een voltmeter. De batterij behoudt een minimum lading (ten minste 80 procent). Haar beschermingsstroombaan is aanwezig en functioneel.

2.3. De huishoudelijke koelkasten en diepvriezen

De huishoudelijke koelkasten en diepvriezen voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° de koelkasten: ze koelen minstens af tot vijf graden Celsius;

2° de diepvriezen: ze koelen minstens af tot:

- a) min zes graden Celsius voor de diepvriezen met één ster;
- b) min twaalf graden Celsius voor de diepvriezen met twee sterren;
- c) min achttien graden Celsius voor de diepvriezen met drie sterren.

3. Specifieke eisen voor bepaalde typen hergebruikte EEA

1° Koelkasten, diepvriezers en mobiele airconditioningsystemen:

- (1) de isolatie is volledig en onbeschadigd;
- (2) er is geen of weinig roest;
- (3) er is geen of weinig cosmetische schade;

(4) aanwezigheid van CFK's/HCFK's: apparatuur die een van de stoffen bevat die onder Verordening (EG) nr. 1005/2009 vallen, mag niet opnieuw worden gebruikt. Apparatuur waarop de koelgassen die ze bevatten niet staan vermeld, mag niet worden hergebruikt;

2° magnetrons: de magnetron vertoont geen stralingsverlies;

3° wasmachines, vaatwassers, wasdrogers: de verwarmingselementen van de apparatuur moeten worden ontkalkt;

4° voor pc's: minimaal een Pentium III-processor van 1,6 GHz.

5° voor fotovoltaïsche panelen:

(1) er wordt rekening gehouden met een degradatiepercentage van zestig procent van de oorspronkelijke theoretische productiecapaciteit om een fotovoltaïsch paneel als functioneel te beschouwen;

(2) de veiligheid van elk fotovoltaïsch paneel wordt getest volgens de isolatietest MST 16 (IEC 61730-2), die controleert of de isolatie-eigenschappen van de binnenoppervlakken van de productie voldoen aan de eisen van de Europese Unie, en volgens de natte lekstroomtest MST 17 (IEC 61730-2), die controleert of de isolatie-eigenschappen van de buitenoppervlakken van de fotovoltaïsche zonnepanelen voldoen aan de elektrische veiligheidseisen. De isolatieweerstand moet ten minste $40 \text{ M}\Omega \cdot \text{m}^2$ bedragen, wat overeenkomt met een isolatieweerstand van $25 \text{ M}\Omega$ voor een module van $1,6 \text{ m}^2$;

(3) het fotovoltaïsche paneel beantwoordt minstens aan de volgende voorwaarden:

- de glasplaat aan de voorzijde vertoont geen schade en geen verkleuring. Lichte, oppervlakkige krassen zijn toegestaan;

- het frame is volledig. Geringe corrosie en verkleuring zijn toegestaan;

- het uiterlijk en de textuur van de achterplaat (polymeer) zijn niet beschadigd, in die zin dat het paneel geen verkleuring, geen delaminatie, geen scheuren en geen haarscheurtjes vertoont. Er wordt geen rekening gehouden met oppervlakkige vlekken, krassen of brandplekken, of met bellen met een afmeting van minder dan vijf millimeter of minder dan één procent van het gecumuleerde oppervlak;

- de draden en connectoren vertonen geen roest;

- de lijmen en afdichtingen van de aansluitdoos zijn vastgezet;

- de interne siliciumcellen en de inkapseling vertonen geenscheuren in de cellen, geen gebroken cellen, geen slakkensporen, geen verkleuring, geen loslating van de inkapseling, geen vocht, en de busbar en de onderlinge verbinding van de strings verkeren in goede staat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,

A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,

Y. COPPIETERS

BIJLAGE 4. SYMBOOL ALS MERKTEKEN VOOR EEA

Het symbool voor gescheiden inzameling van EEA bestaat uit een doorgekruiste verrijdbare afvalbak zoals hieronder afgebeeld. Het symbool moet zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar worden aangebracht.



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

BIJLAGE 5. INFORMATIE VOOR DE REGISTRATIE EN DE AANGIFTE BEDOELD IN ARTIKEL 91**A. Te verstrekken informatie bij de registratie**

1. naam en adres van de producent of van de gevolmachtigde die is aangewezen uit hoofde van artikel 69 (postcode en plaats, straatnaam en nummer, land, telefoon- en faxnummer, e-mail en een contactpersoon). In geval van een gevolmachtigde als gedefinieerd in artikel 69, tevens de contactgegevens van de producent die wordt vertegenwoordigd;

2. nationale identificatiecode van de EEA-producent, met inbegrip van het Europese of het nationale fiscale nummer van de producent;

3. categorie van de EEA opgenomen in artikel 3, al naar het geval;

4. type EEA (van huishoudelijke oorsprong of bestemd voor industriële gebruikers);

5. merknaam van de EEA;

6. informatie over de wijze waarop de producent zijn verantwoordelijkheden nakomt: individueel of via een collectieve regeling, met inbegrip van informatie over de financiële waarborg;

7. gebruikte verkoopmethode (bijvoorbeeld, verkoop op afstand);

8. verklaring waaruit blijkt dat de verstrekte informatie overeenstemt met de werkelijkheid.

B. Te verstrekken informatie bij de aangifte

1. nationaal identificatienummer van de producent van EEA;

2. periode die door het verslag gedekt is;

3. categorie van de EEA opgenomen in artikel 3, paragraaf 1, 1°, of 2°, al naar gelang het geval;

4. hoeveelheid in een lidstaat in de nationale handel gebrachte EEA, per gewicht;

5. hoeveelheid afgedankte EEA, uitgedrukt in gewicht, die gescheiden is ingezameld, gerecycled (waaronder ter voorbereiding op hergebruik), nuttig toegepast en verwijderd is in de lidstaat, dan wel binnen of buiten de Europese Unie is overgebracht.

Wat de informatie bij de punten 4 en 5 van punt B betreft wordt deze verstrekt per categorie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2026 betreffende het beheer van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en tot omkadering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dienaangaande

Namen, 16 juli 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS